

RELEVÉ DES DÉLIBÉRATIONS

COMITÉ SYNDICAL

27/06/2023

Administration générale

- Délibération n° 27062023/D01 : Révision statutaire avec effet au 1^{er} janvier 2024
- Délibération n° 27062023/D02 : Entente territoire d'Energie Hauts de France création adhésion
- Délibération n° 27062023/D03 : Délégation au Président du SIECF TE Flandre en matière d'urbanisme
- Délibération n° 27062023 :D04 : Nomination d'un référent déontologue

Finances et marchés publics

- Délibération n° 27062023/D05 : Décision modificative n° 1
- Délibération n° 27062023/D06 : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024
- Délibération n° 27062023/D07 : Règlement budgétaire et financier applicable au 1^{er} janvier 2024
- Délibération n° 27062023/D08 : Application de fongibilité des crédits suite à l'adoption de la M57
- Délibération n° 27062023/D09 : Modalités relatives à l'organisation des fêtes et cérémonies (compte 6232)
- Délibération n° 27062023/D10 : Modification de la délibération relative à la cotisation 2023 de la commune de Bergues

Compétence d'Autorité Organisatrice de la distribution publique (AOD) ELECTRICITE

- Délibération n° 27062023/D11 : Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et d'enfouissement des réseaux basse tension dits travaux Article 8 et travaux coordonnés 2023
- Délibération n° 27062023/D12 : Convention avec l'opérateur historique (service universel) Orange dans le cadre de la réalisation de travaux coordonnés d'enfouissement et d'effacement des réseaux

Compétence d'Autorité Organisatrice de la distribution publique (AOD) GAZ

- Délibération n° 27062023/D13 : Mise en œuvre opérationnelle de la convention avec GRDF relative à la prise en charge de audits énergétiques de bâtiments publics

Compétence Eclairage Public

- Délibération n° 27062023/D14 : Actualisation du programme prévisionnel de travaux 2023
- Délibération n° 27062023/D15 : Information sur la réalisation du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL)
- Délibération n° 27062023/D16 : Convention tripartite avec la CCFL et les communes adhérentes pour la prise en charge des travaux de rénovation de l'éclairage public, via le fond de concours de CCFL

Eclairage des Terrains de Sports

- Délibération n° 27062023/D17 : Actualisation du programme prévisionnel des travaux 2023 et conventions avec les communes concernées

Transition Energétique et Maîtrise de la demande en Energie (MDE)

- Délibération n° 27062023/D18 : Convention avec le SE60 pour la mise en place du programme ACTEE sous-programme EFF'ACTE porté par FNCCR

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D01 - Administration Générale : Révision statutaire avec effet au 1^{er} janvier 2024

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D01 - Administration Générale : Révision statutaire avec effet au 1^{er} janvier 2024

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Le SIECF a été créé par arrêté préfectoral en date du 24 juin 1966,

Par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2012, le SIECF a été fusionné avec l'ensemble des syndicats d'électrification rurale du territoire,

Par arrêtés préfectoraux en date du 11. 18. et 24 décembre 2015, les statuts du SIECF ont été modifiés avec l'adhésion de nouvelles communes, la prise de compétence éclairage public, et l'exercice de la compétence télécom/numérique,

Par arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2017, les statuts du SIECF ont été modifiés par la prise de nouvelles compétences optionnelles à savoir : IRVE (Infrastructures de recharge pour véhicules électriques), Bornes de recharge GNV et bio GNV, réseaux de chaleur,

Considérant que le projet de modification porte sur les aspects suivants :

- Changement de nom : Territoire d'énergie Flandre devient l'unique nom du Syndicat
- Modification du périmètre : Départ de la commune de LES MOERES
- Prise de la compétence hydrogène
- Précisions sur les activités complémentaires

Il est proposé à l'Assemblée de modifier les statuts du SIECF à compter du 1er janvier 2024 selon les statuts annexés à la présente délibération, comportant un changement du nom.

La présente délibération sera transmise à l'ensemble des communes membres afin qu'elles se prononcent, dans le délai de trois mois, prévu par les dispositions du CGCT, (avant le 30 septembre 2023)

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Territoire d'énergie Flandre

Siège du Territoire d'Énergie Flandre Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
Téléphone : 03.28.43.44.45. - Mèl : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

Révision des statuts du **Territoire d'énergie Flandre (ex SIECF Syndicat Intercommunal d'énergie des Communes de Flandre)**

En jaune les modifications par rapport aux statuts en vigueur

Article 1 - Forme juridique

Le **Territoire d'énergie Flandre** est un syndicat intercommunal à vocations multiples à la carte régi par l'article L5212-16 du CGCT qui prend la dénomination de « **Territoire d'énergie Flandre** ».

Il utilise la marque déposée par la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) « Territoire d'Énergie Flandre ».

Ce syndicat est constitué sous le régime des syndicats de communes réglementés par la 5^e partie -livre 2 - titre 1 - Chapitres I et II du CGCT.

Article 2 - Périmètre géographique - liste des Communes membres

Le **Territoire d'énergie Flandre** est composé des Communes du département du Nord suivantes :

ARNEKE
BAILLEUL
BAMBEQUE
BAVINCHOVE
BERGUES
BERTHEN
BIERNE
BISSEZEELE
BLARINGHEM
BOESCHEPE
BOESEGHEN
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
BROXEELE
BUYSSCHEURE
CAESTRE
CAPPELLE-BROUCK
CASSEL
CROCHTE
DRINCHAM
EBBLINGHEM
EECKE
ERINGHEM
ESQUELBECQ
ESTAIRES
FLETRE
GODEWAERSVELDE
HARDIFORT

HAVERSKERQUE
HAZEBROUCK
HERZEELE
HOLQUE
HONDEGHEM
HONDSCHOOTE
HOUTKERQUE
HOYMILLE
KILLEM
LA GORGUE
LE DOULIEU
LEDERZEELE
LEDRINGHEM
LES MOERES (Commune de Ghyvelde)
LOOBERGHE
LYNDE
MERCKEGHEM
MERRIS
MERVILLE
METEREN
MILLAM
MORBECQUE
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NIEURLET
NOORDPEENE
OCHTEZEELE
OOST-CAPPEL
OUDEZEELE
OXELAERE
PITGAM
PRADELLES
QUAEDYPRE
RENESECURE
REXPOEDE
RUBROUCK
STE-MARIE-CAPPEL
SAINT-MOMELIN
ST-PIERRE-BROUCK
SERCUS
SOCX
STAPLE
STEENBECQUE
STEENE
STEENVOORDE
STEENWERCK
STRAZEELE
ST JANS CAPPEL
ST-SYLVESTRE-CAPPEL
TERDEGHEM
THIENNES
UXEM
VIEUX-BERQUIN
VOLCKERINCKHOVE
WALLON-CAPPEL
WARHEM
WATTEN
WEMAERS-CAPPEL
WEST-CAPPEL
WINNEZEELE
WORMHOUT
WULVERDINGHE
WYLDER

Le **Territoire d'énergie Flandre** est composé des Communes du département du Pas de Calais suivantes :
FLEURBAIX
LAVENTIE
LESTREM
SAILLY sur la LYS

Article 3 - Siège

Le siège du **Territoire d'énergie Flandre** est fixé en l'Hôtel de Ville d'Hazebrouck, Place du Général de Gaulle - 59190 Hazebrouck

Article 4 - Durée du Syndicat

Le **Territoire d'énergie Flandre** est institué pour une durée illimitée.

Article 5 - Objet du Syndicat

Le **Territoire d'énergie Flandre** a pour objet d'exercer au profit des Communes membres les compétences suivantes auxquelles elles peuvent adhérer en tout ou partie :

1 - Compétence « autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité »

a - passation, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation de service public de distribution d'électricité (fourniture d'électricité et gestion du réseau) ou, le cas échéant, exploitation du service en régie

b - exercice du contrôle des distributions d'énergie électrique prévu par les articles n° 16 de la loi du 15 juin 1906, 7 du décret du 17 octobre 1907 et l'article L222'.31 du Code Général des Collectivités Territoriales

c - interventions dans les litiges entre les clients non éligibles et les organismes de distribution publique d'électricité dans les conditions prévues à l'article L2224.31 du Code Général des Collectivités Territoriales

d- maîtrise d'ouvrage des travaux d'installation de production intégrées au réseau public de distribution d'électricité

e - maîtrise d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics d'électricité, dits travaux d'électrification qui englobent les travaux de premier établissement, d'extension et de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution, ce qui inclut les travaux d'enfouissement des réseaux électriques, que ce soit pour des motifs de sécurité ou esthétiques, ces derniers étant classés comme travaux de perfectionnement des ouvrages de distribution

f - représentation des personnes morales (ancienne rédaction : collectivités) membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que les celles-ci doivent être représentées ou consultées

g - application, le cas échéant, des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique

h - le **Territoire d'énergie Flandre** est propriétaire du réseau public de distribution d'électricité situé sur son territoire, notamment des ouvrages réalisés par les collectivités membres, des biens de retour des gestions délégués ainsi que des ouvrages réalisés par les personnes morales membres et nécessaires à l'exercice de sa compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité

2- Compétence « autorité organisatrice de la distribution publique de gaz »

a- passation avec les entreprises délégataires de tous les actes relatifs à la délégation du service public de distribution de gaz (fourniture de gaz et gestion du réseau), ou, le cas échéant, exploitation du service en régie

b- exercice du contrôle de ces distributions de gaz prévu par l'article 1er de la loi du 15 février 1941 relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution de gaz

c- Interventions dans les litiges entre les clients non éligibles et publique de gaz

d- opérations de maîtrise de la demande en gaz

e- maîtrise d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics de gaz qui englobent les travaux de premier établissement, d'extension et de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution, ce qui inclut les travaux d'enfouissement des réseaux de gaz, que ce soit pour des motifs de sécurité ou esthétiques, ces derniers étant classés comme travaux de perfectionnement des ouvrages de distribution

f- représentation des personnes morales membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées

g- le **Territoire d'énergie Flandre** est propriétaire du réseau de distribution de gaz situé sur son territoire, notamment des ouvrages réalisés par les collectivités membres, des biens de retour des gestions déléguées ainsi que des ouvrages réalisés par les personnes morales membres et nécessaires à l'exercice de sa compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz

3 - Compétence « télécommunications »

a- établir et exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens du 3) et du 15) de l'article L32 du Codes Postes et Communications Electroniques

b- dans le cadre d'une même opération et en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique, la maîtrise d'ouvrage et l'entretien d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques

c- acquérir des droits d'usages à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques

d- acheter des infrastructures ou réseaux existants

e- mettre des infrastructures ou des réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs finals en cas d'insuffisance d'initiatives privées

4 - Compétence « éclairage public »

a- Installations et réseaux d'éclairage extérieur fonctionnel ou d'ambiance de l'ensemble des rues, quais, places, parcs et jardins, squares, parcs de stationnement de plein air, et voix ouvertes à la circulation publique,

b- Installations et réseaux d'éclairage extérieur de mise en valeur du patrimoine bâti (édifices publics, monuments, ...) et végétal,

c- Installations et réseaux de signalisation lumineuse (feux de circulation implantés et utilisés de façon permanente sur les routes pour réglementer la circulation des véhicules ou la traversée des chaussées par les piétons).

La Compétence peut s'exercer selon l'une ou l'autre des options suivantes :

→ L'option A comprend :

Le développement et le renouvellement des installations et réseaux d'éclairage extérieur et en particulier :

- la maîtrise d'ouvrage de toutes les installations nouvelles (création- extension), de rénovation complète ou partielle et de mise en conformité des installations existantes,
- les inventaires, diagnostics, et toutes prestations d'études dans le cadre de l'exercice de cette maîtrise d'ouvrage,
- la passation et l'exécution des marchés y afférents

→ L'option B comprend :

* Le développement et le renouvellement des installations et réseaux d'éclairage extérieur et en particulier :

- la maîtrise d'ouvrage de toutes les installations nouvelles (création- extension partielle et de mise en conformité des installations existantes,
- les inventaires, diagnostics, et toutes prestations d'études dans le cadre d'ouvrage,
- la passation et l'exécution des marchés y afférents

* L'exploitation des installations et réseaux d'éclairage extérieur et en particulier :

- la gestion patrimoniale
- la maintenance et le fonctionnement
- la passation et l'exécution des marchés y afférents

La compétence « éclairage public » s'exerce, à la demande des communes, selon l'option A (investissement) ou selon l'option B (investissement et exploitation maintenance) telles que définies dans les présents statuts.

5- Compétence « Création, entretien et exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables (IRVE) »

Le syndicat exerce en lieu et place des collectivités qui la lui ont confiées, la compétence prévue à l'article L2224-37 du CGCT pour la mise en place et l'organisation d'un service qui comprend la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

L'exploitation comprend également l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge.

Conformément aux dispositions de l'article L.2224-37 du CGCT, le Syndicat est également compétent pour élaborer un schéma directeur de développement des infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables, dans le cadre prévu à l'article L.353-5 du Code de l'énergie.

6- Compétence « Réseaux de chaleur »

Dans le domaine des réseaux de chaleur, le Syndicat exerce, aux lieux et place des collectivités membres qui en font la demande, la maîtrise d'ouvrage d'installations de production de chaleur (ou de froid) et éventuellement la passation en tant qu'autorité organisatrice du service public, avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation du service public de distributions de chaleur (ou de froid).

7- Compétence « Développement des stations GNV et/ou Bio-GNV »

Le syndicat pourra se voir transférer par les collectivités qui en feront la demande, la compétence portant création d'infrastructures de recharge de véhicules au gaz (GNV ou bio-GNV) et l'exploitation d'infrastructures de recharge de véhicules au gaz (GNV ou bio-GNV), y compris le cas échéant, l'achat d'énergie nécessaire à l'exploitation de ces infrastructures.

8- Compétence « Développement des stations hydrogène »

Le Syndicat exerce, aux lieux et place des collectivités membres qui en font la demande, la compétence prévue à l'article L.2224-37 du C.G.C.T., pour la mise en place et l'organisation d'un service qui comprend la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules hydrogène (H2). L'exploitation peut comprendre l'achat d'hydrogène, nécessaire aux infrastructures de charge.

9 - Activités complémentaires aux compétences

a- Le **Territoire d'énergie Flandre** peut à la demande d'un membre, d'une autre collectivité ou d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, assurer des prestations se rattachant à son objet, notamment : assistance administrative et techniques, réalisation d'études dans le domaine de l'énergie, accompagnement à la réalisation de document de planification et d'aménagement dans les domaines liés à l'objet du syndicat

b- Le syndicat peut également être coordonnateur de groupements de commandes se rattachant à son objet, réaliser ou faire des opérations sous mandat, signer des conventions d'Entente avec des collectivités du territoire. Il peut notamment :

- Réaliser des achats groupés d'énergie ou de combustible
- Réaliser des achats groupés d'énergie sous forme de contrat PPA « Power Purchase Agreements » dans le cadre des modalités fixées par le code de la commande publique
- Réaliser des opérations sous mandat concernant l'éclairage des terrains de sports extérieurs selon les dispositions fixées par le Comité syndical

c- Le syndicat peut mettre les moyens dont il est doté à la disposition

demande, dans les conditions mentionnées notamment à l'article L 2224-32 du CGCT.

Dans le cadre des dispositions de L 2224-32 du CGCT, le Syndicat peut en sa qualité de groupement de collectivités, intervenir pour la production d'énergie et de chaleur à partir d'installations utilisant des énergies renouvelables. Le Syndicat peut aménager, exploiter, faire aménager, faire exploiter des installations de toute nature en matière de production d'énergie renouvelable.

d- Le syndicat peut prendre des participations dans toutes sociétés commerciales dont l'objet intéresse le champ statutaire.

e- Le Syndicat peut assurer la promotion et le développement des usages numériques pour une gestion intelligent de l'énergie notamment l'assistance et l'accompagnement de projets de toute nature voire expérimentaux au titre de l'innovation par exemple (smart grids, mobilité intelligente,...) en cohérence avec les infrastructures de réseaux d'énergie. Il peut accompagner à l'innovation pour les démarches de territoires intelligents et réalisation d'actions dans ce domaine notamment : réseaux de capteurs mutualisés, objets connectés, gestion de la donnée, hyperviseurs.

f- Le Syndicat peut organiser et mettre en œuvre des services, actions et outils mutualisés en faveur de la transition énergétique pour accompagner et soutenir les collectivités et EPCI du territoire dans leurs démarches d'efficacité énergétique, d'économies d'énergies, de protection de l'environnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de développement des énergies renouvelables, notamment tels que :

- Service mutualisé d'économe de flux,
- Service de gestion mutualisée des certificats d'économies d'énergies (CEE)
- Actions contribuant à la sobriété de l'éclairage public et urbain, à la prévention, limitation ou suppression d'impacts sur l'environnement et la biodiversité, dont les nuisances ou la pollution lumineuse.
- Actions concourant à la mobilité durable,
- Actions en matière d'amélioration de la performance énergétique du patrimoine bâti des adhérents au Territoire d'énergie Flandre et des collectivités et EPCI du territoire (communes, intercommunalités, ...), dans le cadre des articles L.2224-31 et L.2224-34 du CGCT,
- Portage de projets d'autoconsommation individuelle ou collective
- Portage de projets de boucle locale d'énergie

10 - Modalités d'adhésion

La demande d'adhésion d'une commune à une compétence du Territoire d'énergie Flandre implique l'adhésion de la commune au Territoire d'énergie Flandre, dans les formes prévues au CGCT.

Les adhésions prennent effet au plus tard un an après la délibération de l'assemblée délibérante.

Pour la compétence éclairage public option B, l'adhésion ne peut être effective qu'à échéance des contrats que la collectivité antérieurement compétente a pu conclure pour l'exploitation ou la maintenance des biens liés à l'éclairage public.

11 - Modalités de reprise des compétences

Pour les compétences « autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité » et « autorité organisatrice de la distribution publique de gaz », la reprise ne peut intervenir qu'après une durée ne pouvant être inférieure à la durée normale des contrats ou conventions de concession passés avec l' (les) entreprises chargées de l'exploitation du (des) services, et sous réserve que la délibération du membre portant reprise de la concession soit notifiée au Président du Syndicat au moins un an avec la date normale de fin de ce ou ces contrats ou conventions de concession.

Pour la compétence « télécommunications », la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

Pour la compétence « éclairage public », le passage de l'option A vers l'option B peut se faire par délibération de la Commune. Il prend effet au plus tard un an après la délibérante.

Pour la compétence « éclairage public », la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

Pour la compétence IRVE, la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

Pour la compétence « réseaux de chaleur », la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

Pour la compétence « Borne GNV et Bio- GNV », la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

Pour la compétence « Développement des stations hydrogène », la commune reprenant cette compétence continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence jusqu'à l'amortissement complets des dits emprunts. La commune supportera également la part d'administration générale dévolue à cette compétence jusqu'à l'extinction de la dette ou à défaut pendant les 5 années suivant la décision préfectorale constatant le retrait.

12 - Comité syndical

Le **Territoire d'énergie Flandre** est administré par un comité syndical, organe délibérant composé de 2 délégués titulaires par commune, élus par les conseils municipaux des communes membres.

Dans les mêmes conditions, chaque conseil municipal procédera à l'élection de 2 suppléants qui siégeront avec voix délibérative en cas d'absence des titulaires.

Le Comité syndical est institué selon les règles générales fixées par les articles L 5211-7 à L 5211-8 du CGCT.

A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, elle sera représentée au sein de l'organe délibérant du syndicat par le Maire et le Premier Adjoint.

13 - Président - Bureau syndical

Le Comité syndical nomme parmi ses membres, un bureau avec à sa tête un Président.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par le Comité syndical, sans que ce nombre ne puisse être supérieur à 20% de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder 15 vice-présidents.

Les attributions du bureau et le rôle du Président sont celles prévues aux articles L 5211-9 et suiv du CGCT.

14 - Fonctionnement

L'administration du syndicat se fait conformément aux dispositions fixées aux articles L 5212-15 et suivants du CGCT

Chaque commune membre supporte obligatoirement les dépenses correspondant aux compétences transférées au syndicat ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale.

La contribution des membres du syndicat sera fixée par délibération du Comité syndical adoptée à la majorité qualifiée, tenant compte de l'intérêt que présentera, pour chaque membre, l'opération portée par le syndicat. Cette contribution constitue une dépense obligatoire pendant la durée du syndicat.

15 - Budget du syndicat

Le budget du **Territoire d'énergie Flandre** pourvoit aux dépenses de création et d'entretien des établissements ou services pour lesquels le syndicat est constitué.

Les recettes du syndicat comprennent :

- les contributions et cotisations des communes membres fixée par délibération du Comité syndical
- le revenu des biens, meubles et immeubles du Syndicat
- les sommes qu'il perçoit des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu
- les subventions de l'Etat, de la Région, du département, des EPCI et Communes, des organismes institutionnels ;
- les produits des dons et legs
- les produits des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés
- le produit des emprunts
- le produit de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)
- la récupération de la TVA et le FCTVA
- les ventes de certificats d'économie d'énergie
- les participations des usagers au service notamment pour les compétences IRVE, bornes GNV et bio-GNV, bornes hydrogène, réseaux de chaleur
- toutes ressources qui pourraient être attribuées par la loi et que le comité pourrait décider de lever en vertu de celle-ci.

La comptabilité du syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

16 - Modifications des statuts

Des modifications peuvent être apportées dans les conditions prévues aux articles L 5212-27 et suivants du CGCT

17 - Dissolution

Le **Territoire d'énergie Flandre** peut être dissous dans les conditions définies aux articles L 5212-33 et L 5212-34 du CGCT.

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D01
Objet :	Administration Générale : Révision statutaire avec effet au 1er janvier 2024
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D01-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D0 1_ AG _ R__vision statutaire.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D01-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	181.8 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : PROJET REVISION STATUTS SIECF juin 2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D01-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	204.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juillet 2023 à 16h17min18s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 juillet 2023 à 16h17min19s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 juillet 2023 à 16h29min56s	Transmis au MI
Acquittement reçu	3 juillet 2023 à 16h30min00s	Reçu par le MI le 2023-07-03

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D02 - Administration Générale : Entente Territoire d'Energie Hauts de France - Création et adhésion

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'**Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL**, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECCLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECXSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOXC
TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D02 - Administration Générale : Entente Territoire d'Energie Hauts de France - Création et adhésion

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Les 5 syndicats d'énergie des Hauts de France (USEDA Aisne, SIDEC TE Cambrésis, SIECF TE Flandre, SE 60 Oise et TE 80 Somme) sont associés au sein d'une entente.

Il est proposé au Comité de :

- Valider la création et l'adhésion à l'association type loi 1901 TERRITOIRE d'ENERGIE Hauts de France, selon le projet de statuts en annexe,
- De désigner comme représentant : MM DECOOL et CLEENEWERCK et Mme MAMETZ.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

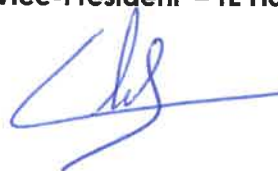
Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

SIECF TE FLANDRE Comité syndical du 19 juin 2023

PROJET

Statuts de l'association Territoire d'Energie Hauts-de-France (TE Hauts de France)

Préambule

5 syndicats d'énergie des Hauts-de-France ont mutualisé leurs forces au sein d'une entente régionale, dénommée « Territoire d'Energie Hauts-de-France », créée le 20/07/2022. Celle-ci vise à mener des actions conjointes et concertées dans tous les domaines de compétence des syndicats membres pour augmenter la résilience des territoires et défendre les intérêts des collectivités, en relayant les problématiques locales au niveau régional et national.

Les domaines d'intervention et de mutualisation sont multiples et couvrent notamment la distribution publique d'électricité et de gaz, la maîtrise de l'énergie et l'achat groupé d'énergie, la production d'énergies renouvelables, la mobilité bas carbone, l'accompagnement du développement de la fibre optique et du très haut débit. L'entente a également pour objet la réponse collective à des appels à projets et la recherche de financements, qu'ils soient régionaux, nationaux, ou européens.

Considérant les nécessités opérationnelles et financières constatées à l'occasion des dernières actions mises en œuvre, les membres ont souhaité doter leur regroupement d'une structure dotée de personnalité juridique, en transformant leur entente en association.

Article 1 - Constitution, dénomination et durée

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, prenant le nom de « Territoire d'Energie Hauts-de-France ». La durée de l'association est illimitée. L'association utilise la marque TERRITOIRE D'ENERGIE, marque déposée par la Fédération nationale des Collectivité Concédantes et Régies (FNCCR). L'association s'engage à respecter le règlement d'usage de la marque, fixé par la FNCCR.

Article 2 - Objet

L'association a pour objet de s'intéresser aux différents aspects stratégiques relatifs au service public de la distribution d'énergie, ainsi qu'à la production d'énergies et à la maîtrise de la demande en énergie (MDE), et toute autre action relevant des domaines de compétences des Syndicats d'Energie.

L'association poursuit exclusivement des considérations d'intérêt général communes à ses établissements membres. Elle est dépourvue de dimension lucrative. Dans toutes ses actions, l'association veille à ne pas nuire aux projets, appels à projets, demandes de financement portés par l'un ou plusieurs de ses membres.

Dans ce cadre, l'association peut proposer, sur accord des parties, la mise en commun d'informations et de moyens, et être chargée de toute initiative notamment dans les domaines suivants :

- ✓ Suivi commun de l'activité des concessionnaires de distribution publique d'énergies (contrôle de concessions, contrôle des redevances, renégociation des cahiers des charges de concessions, etc.) ;
- ✓ Propositions communes pour le développement et l'amélioration du service public de l'énergie et de la qualité de fourniture des énergies ;
- ✓ Toute action concourant à la transition énergétique, la protection de la biodiversité, et la résilience des territoires ;
- ✓ Production d'énergie renouvelable, et planification énergétique ;
- ✓ Promotion du mix énergétique ;
- ✓ Maîtrise de l'énergie et des coûts de l'énergie ;
- ✓ Mobilités bas carbone ;
- ✓ Eclairage public, signalisation lumineuse tricolore, éclairage des infrastructures sportives ;
- ✓ Réseaux intelligents ;

- ✓ Sécurité et prévention aux dommages-ouvrages ; gestion et la chantiers ;
- ✓ Accompagnement dans le développement de la fibre optique et du Très Haut Débit ;
- ✓ Cartographie, SIG, solutions informatiques de suivi Métiers ;
- ✓ Outils numériques d'accompagnement des territoires pour la transition énergétique ;
- ✓ Accompagnement et conseil aux collectivités membres des adhérents ;
- ✓ Promotion de la marque Territoire d'Energie, marques et labels déployés par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) ; participation à des événements d'envergure locale, nationale ou internationales
- ✓ Sensibilisation de la population aux problématiques énergétiques et leviers d'action.

Dans ces conditions, l'association constitue un interlocuteur privilégié, sans pour autant se substituer à ses membres, des différents acteurs locaux et nationaux concernés par la problématique et la prospective énergétiques : gestionnaires de réseaux, fournisseurs, producteurs d'énergies, Etat, ADEME, Région, collectivités territoriales et leurs groupements, représentants des autorités concédantes, Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, et tout autre acteur de la transition énergétique.

Parallèlement, elle peut, sur décision du conseil d'administration :

- ✓ Proposer la mise en œuvre de toute action visant à l'information et à la formation (plan de formation mutualisé) des élus et des personnels en charge de ces questions au sein des structures adhérentes ;
- ✓ Être amenée à organiser la participation des adhérents à des congrès, conférences ou séminaires professionnels, et contribuer à la création d'événements de communication (visites, concours, ...) ou médiatiques ;
- ✓ Acquérir des objets de promotion de son image et de ses actions (Kakemono, goodies, ...) ;
- ✓ Mutualiser des activités conjointes (marchés/accords-cadres publics, réponse à des appels à projets, demandes de financement) ;
- ✓ Acquérir et/ou entreprendre et/ou conserver à frais communs des biens, des ouvrages ou des institutions d'utilité commune conformes à ses objectifs ;
- ✓ Porter des actions de sa propre initiative tels que projets, demandes de financement, etc.

Enfin, l'association pourra aborder toute autre question non expressément énumérée par les stipulations du présent article, et présentant un intérêt commun.

Article 3 - Siège social

Le siège de l'association est fixé à l'adresse du SE60 – 9164 Avenue des Censives 60 000 Tillé. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

Article 4 – Membres

L'association se compose de 5 membres de droit, à savoir :

Le Syndicat d'Energie de l'Oise – Territoire d'Energie Oise, désigné ci-après par « SE60 » ;
 La Fédération Départementale d'Energie de la Somme – Territoire d'Energie Somme, désignée ci-après par « FDE80 » ;
 L'Union des Secteurs d'Energie du Département de l'Aisne – Territoire d'Energie Aisne, désignée ci-après par « USED80 » ;
 Le syndicat Intercommunal d'Energie des communes de Flandre – Territoire d'Energie Flandre, désigné ci-après par « TE Flandre » ;
 Le Syndicat mixte de l'Energie du Cambrésis – Territoire d'Energie du Cambrésis, désigné ci-après par « SIDEC ».

Les cinq membres - ayant préalablement constitué l'entente « Territoire d'Energie Hauts-de-France » aujourd'hui transformée en association - deviendront automatiquement membres de l'association, dès lors que leurs instances auront délibéré pour l'adhésion à l'association même après la constitution de cette dernière.

Article 5 - Admission. Démission

Considérant l'accompagnement de la FNCCR à ses adhérents dont font partie les membres de droit, et le caractère parfois confidentiel des échanges entre ceux-ci,
 Considérant le souhait des membres de droit de valoriser leurs actions par l'utilisation de la marque Territoire d'Energie répondant aux valeurs d'humanisme et d'égalité des territoires qu'ils entendent porter,

Pour être membre de l'association, l'adhésion à la FNCCR et la marque Territoire

Par ailleurs, pour être membre de l'association, il faut adhérer aux présents statuts et s'acquitter de la cotisation annuelle dont le montant est fixé annuellement par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra refuser toute adhésion de nouveaux membres.

La qualité de membre peut se perdre par démission ou par radiation.

La démission peut être demandée par le membre, après délibération de son organe décisionnel, avec un préavis de 6 mois, par courrier adressé au Président de l'association. Dans ce délai, le conseil d'administration détermine la part de la charge financière due par le membre démissionnaire au titre des engagements pris préalablement avec l'association et l'en informe. La démission sera actée par le conseil d'administration de l'association. Le membre démissionnaire sera tenu d'assumer la part de la charge financière des engagements pris préalablement avec l'association.

La radiation peut être prononcée par l'assemblée générale pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, et cela seulement après que le membre intéressé ait pu présenter ses explications à l'assemblée générale. Le membre radié reste redevable de la charge financière des engagements pris préalablement avec l'association et fixée en conseil d'administration.

Article 6 - Assemblée générale

L'assemblée générale se compose des personnes suivantes :

Trois élu(e) avec voix délibérative par membre. Ces trois élu(e)s sont le(la) Président(e) et deux élu(e)s désigné(e)s par l'organe délibérant de chaque membre.

Le (la) directeur(trice) de chaque adhérent, avec voix consultative.

Les directeurs(trices) adjoint(e)s et autres agents peuvent être invités à assister à l'assemblée générale.

Les partenaires de l'association peuvent également être invités à assister à l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut traiter que les questions soumises à l'ordre du jour.

Toutes les délibérations sont prises à main levée.

Les assemblées obligent par leurs décisions tous les membres, y compris les absents.

Le règlement intérieur précise les modalités d'organisation de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire, ainsi que les règles de quorum et de majorité.

Article 7 - Conseil d'administration et présidence

L'association est dirigée par un conseil d'administration de 5 membres, un par membre de droit, nommés pour la durée du mandat (6 ans au maximum) par l'assemblée générale.

Les directeurs des structures membres de l'association participent aux réunions du conseil d'administration sans voix délibérative.

Le règlement intérieur précise les modalités d'organisation des réunions du conseil d'administration et les règles de majorité et de quorum.

Les fonctions en tant que membres du conseil d'administration ne sont ni rémunérées, ni indemnisées.

Article 8 - Président. Vice-présidents et trésorier

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, et quatre Vice-Présidents. Le mandat initial du Président et des Vice-Présidents prendra fin dans les 6 mois qui suivent le renouvellement général des instances délibératives prévus en 2026.

A compter du renouvellement général des instances délibératives prévus en 2026, le président et les quatre Vice-Présidents sont élus pour une durée de 6 ans maximum. L'élection intervient dans les 6 mois après le renouvellement général des instances délibératives des membres.

Le trésorier est désigné par le conseil d'administration parmi ses membres.

Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile que ce soit comme demandeur ou comme défendeur. En cette qualité, il passe les contrats au nom de l'association : demande de financements locaux, régionaux, nationaux et européens, accords et protocoles avec les partenaires, mais aussi contrats de location, vente, achat, engagement de personnel, licenciement.

Le président peut déléguer certaines de ses tâches aux Vice-présidents. Le contenu et les modalités de ces délégations seront définies par le conseil d'administration.

Article 9 - Représentation extérieure

L'association peut adhérer à d'autres associations par décision du conseil d'administration. Le conseil d'administration désignera ses représentants légaux lors de l'adhésion à d'autres associations.

Article 10 - Ressources et dépenses

Les ressources de l'association comprennent :

- ✓ Les cotisations annuelles de ses adhérents ;
- ✓ Les contributions spécifiques de ses adhérents ;
- ✓ Les subventions et financements ;
- ✓ Toutes les ressources autorisées par les lois ou règlements en vigueur et contribuant au développement des objectifs de l'association.

L'assemblée générale fixe les montants des cotisations annuelles à verser par les membres.

Les règles relatives aux cotisations et aux contributions seront définies dans le règlement intérieur.

Les frais et charges inhérents aux actions portées uniquement aux bénéfices d'une partie des membres seront supportés exclusivement par les membres concernés au prorata de leurs engagements. Elles feront l'objet de conventions techniques et financières spécifiques.

Les subventions et financements attribués à l'association sont portés à la connaissance du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Article 11 - Règlement intérieur

Le règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale ordinaire. Le règlement intérieur précisera les modalités d'exécution des présents statuts et fixera les divers points non prévus par les statuts, notamment les éléments ayant trait à l'administration interne de l'association.

Article 12 - Modification. Révision des statuts

Les statuts de l'association peuvent être modifiés à tout moment sur proposition d'au moins 3 membres du conseil d'administration, par une assemblée générale extraordinaire.

Article 13 - Dissolution

Seule l'assemblée générale extraordinaire peut se prononcer sur la dissolution de l'association après avoir été spécialement convoquée à cet effet. Dans ce cas, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu à une association ayant buts similaires, conformément à la loi.

Fait à XXXXXXXXXXX, le XX/XX/2023

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D02
Objet :	Administration Générale : Entente Territoire d'Energie Hauts de France - Création et adhésion
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D02-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D02_ AG _ Entente TE Hauts de France cr__ation adh__sion..pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D02-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	155.5 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : projet statut association Entente TERRITOIRE D_ENERGIE Hauts de France.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D02-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	184 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juillet 2023 à 16h21min54s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 juillet 2023 à 16h21min55s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 juillet 2023 à 16h32min09s	Transmis au MI

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D03 - Administration Générale : Délégation au Président du SIECF TE Flandre en matière d'urbanisme

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D03 - Administration Générale : Délégation au Président du SIECF TE Flandre en matière d'urbanisme

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

« Le Président, les Vice-Présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble » peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception de celles qui sont visées expressément par l'article L 5211-10, au nombre de sept, et qui relèvent de la compétence exclusive de l'organe délibérant.

Une même délégation ne peut être donnée concurremment au président, à titre personnel, et à l'ensemble du Bureau, ou, au Président et à des Vice-Présidents, la sécurité juridique exigeant non seulement une définition claire des matières déléguées, mais aussi la détermination précise de l'autorité habilitée à exercer chacune des attributions déléguées.

Les sept attributions qui ne peuvent faire l'objet d'une délégation de la part de l'organe délibérant sont les suivantes :

- vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- approbation du compte administratif ;
- dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15 ;
- décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- délégation de la gestion d'un service public ;
- dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé au Comité syndical de donner délégation au Président pour déposer des demandes d'autorisation d'urbanisme (déclaration de travaux, permis de construire), afin de faciliter la réalisation des projets notamment bornes IRVE en périmètre ABF, installations solaires, travaux sur le bâtiment du SIECF TE FLANDRE.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D03
Objet :	Administration Générale : Délégation au Président du SIECF TE Flandre en matière d'Urbanisme
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-07-03 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.4 - Delegation de fonctions
Identifiant unique :	059-200036895-20230703-27062023_D03-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	918 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D03 _ AG _D__l__gation Mati__re d_urbanisme.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230703-27062023_D03-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	194.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juillet 2023 à 16h24min47s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 juillet 2023 à 16h24min48s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 juillet 2023 à 16h32min47s	Transmis au MI
Acquittement reçu	3 juillet 2023 à 16h32min55s	Reçu par le MI le 2023-07-03

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D04 - Administration Générale : Nomination d'un référent déontologue

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D04 - Administration Générale : Nomination d'un référent déontologue

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1111-1-1,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses dispositions de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu le rapport du Président,

Il est proposé à l'Assemblée :

Article 1 : Désignation du référent déontologue

Il est mis en place à compter du 1er juin 2023 un référent déontologue élus locaux dans les conditions prévues par le décret du 6 décembre 2022 pour les élus locaux de (nom de la collectivité territoriale).

Cette fonction de référent déontologue est confiée à Jean-Jacques DEGIOVANNI, retraité et diplômé de la faculté de philosophie de Lille.

Il bénéficiera d'une lettre de mission décrivant les conditions de sa saisine ainsi que les garanties de confidentialité et de secret professionnel attachées à l'exercice de ses fonctions. La lettre de mission sera portée à la connaissance de l'ensemble des élus de la collectivité.

Article 2 : Missions du référent déontologue

Le référent élu local assure les missions suivantes :

- Il apporte tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local,
- Il est, à la demande de l'élu qui le saisit, l'interlocuteur de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique concernant les déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale des élus locaux de la collectivité concernée.

Article 3 : Obligations du référent

Le référent déontologue élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que par les articles 226-13 et v14 du Code Pénal.

Article 4 : Indépendance et impartialité du référent déontologue

La fonction de référent déontologue des élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, le référent déontologue des élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou de son représentant. Il est par ailleurs précisé que cette fonction s'exercera sans préjudice de la responsabilité de l'élu qui demeure seul responsable de ses obligations déontologiques.

Article 5 : Modalités d'exercice

Pour mener à bien sa mission, le référent déontologue disposera des moyens matériels suivants :

- D'une boîte de réception avec messagerie dotée d'une adresse propre
- et
- Des éventuels frais de déplacement.

La saisine s'effectue :

- Par mail sur l'adresse mail dédiée

Ou

- Par courrier, recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante : Monsieur le référent déontologue des élus locaux du SIECF TE FLANDRE en mairie d'Hazebrouck.

La mention « confidentiel » devra figurer sur l'enveloppe.

Les réponses devront être traitées dans des délais raisonnables et prendront la forme d'un avis détaillé remis au seul intéressé auteur de la saisine.

Article 6 : Durée de la désignation

Le référent déontologue des élus locaux est désigné pour la durée du mandat.

Article 7 : Rapport annuel du référent déontologue

A des fins pédagogiques et en cas de saisine(s), le référent déontologue des élus locaux transmet un rapport annuel.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D04
Objet :	Administration Générale : Nomination d'un Réfèrent Déontologue
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.3 - Designation de représentants
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D04-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	888 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D04 _ AG _Nomination d_un r__f__rent D__ontologue.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D04-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	221.5 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juillet 2023 à 16h28min49s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 juillet 2023 à 16h28min50s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 juillet 2023 à 16h33min48s	Transmis au MI
Acquittement reçu	3 juillet 2023 à 16h33min58s	Reçu par le MI le 2023-07-03

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D05 - Finances et Marchés Publics : Décision Modificative N° 1

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECLLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECKSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENEWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le



ID : 059-200036895-20230627-27062023_D05-DE

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N°27062023 / D05 - Finances et Marchés Publics : Décision Modificative N°1

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENWERCK, Vice-Président :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1, L.2313-1 et suivants
Vu la délibération du 6 février 2023 relative au vote du budget primitif pour l'exercice 2023,
Considérant la nécessité de procéder aux modifications telles que figurant dans le tableau ci-après pour faire face, dans de bonnes conditions, aux opérations financières et comptables du budget du SIECF Te Flandre,

Le comité est invité à adopter la décision modificative n°1 ci-après.

59295		SIECF		DM n°1 2023		
CODE INSEE		Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre				
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL						
TRANSFERT DE CREDITS						
DESIGNATION		DEPENSES		RECETTES		
		DIMINUTION DE CREDITS	AUGMENTATION DE CREDITS	DIMINUTION DE CREDITS	AUGMENTATION DE CREDITS	
FONCTIONNEMENT						
Ordre	D-6226-020	Honoraires		23 712,00 €		
	D-6232-024	Fêtes et cérémonies		4 500,00 €		
	D-637-020	Autres impôts, taxes et verst assimilés (autres organ.)		1 500,00 €		
	R-6419-020	Remboursements sur rémunérations du personnel				6 500,00 €
	D-66111-816	Intérêts réglés à l'échéance		7 988,00 €		
	D-6811-816	Dotations aux amort. Des immos incorp et corp		231 197,00 €		
	D-7398-020	Reversements, restitutions et prélèvements divers		300 000,00 €		
	R-70388-020	Autres redevances et recettes diverses			14 000,00 €	
	R-70688-020	Autres prestations de services				10 950,00 €
	R-73111-020	Impôts directs locaux			114 000,00 €	
	R-744-020	FCTVA				27 000,00 €
	R-74741-020	Communes membres du GFP			281 050,00 €	
	R-74751-814	GFP de rattachement				17 500,00 €
	R-757-816	Redevances versées par les fermiers et conces.				40 000,00 €
Ordre	R-777-816	Quote-part des subventions d'invest transférées au comp				92 843,00 €
Ordre	D-023-816	Virement à la section d'investissement	783 154,00 €			
TOTAL			783 154,00 €	568 897,00 €	409 050,00 €	194 793,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT			-214 257,00 €		-214 257,00 €	

INVESTISSEMENT					
	D-1641-816	Emprunt en euros		71 500,00 €	
	R-1641-816	Emprunt en euros			750 000,00 €
	D-2031-816	Frais d'études		10 000,00 €	
	D-1311-816	Etat et établissements nationaux		20 000,00 €	
Ordre	D-13911-816	Etat et établissements nationaux		8 207,00 €	
Ordre	D-13913-816	Départements	5 794,00 €		
Ordre	D-139148-816	Autres communes		99 569,00 €	
Ordre	D-139158-816	Autres groupements	728,00 €		
Ordre	D-13918-816	Autres	3 529,00 €		
Ordre	D-13927-816	Dotation de soutien à l'invest local	4 882,00 €		
	D-21534-816	Réseaux d'électrification	180 000,00 €		
	D-2158-816	Autres installations, matériel et outillages techniques		180 000,00 €	
	D-21538-814	Autres réseaux		500 000,00 €	
	D-2315-814	Installations, matériel et outillages techniques	500 000,00 €		
Ordre	R-2802-816	Frais réels docts urbanisme et numérisation cadastre		2 028,00 €	
Ordre	R-28041412-816	Communes du GFP - Bâtiments et installations		5 046,00 €	
Ordre	R-28041482-816	Autres communes - Bâtiments et installations		1 069,00 €	
Ordre	R-28041582-816	Autres groupements - Bâtiments et installations			9 193,00 €
Ordre	R-28051-816	Concessions et droits similaires			9 969,00 €
Ordre	R-281318-816	Autres bâtiments publics		2 372,00 €	
Ordre	R-281538-816	Autres réseaux			217 566,00 €
Ordre	R-281568-816	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile		913,00 €	
Ordre	R-28158-816	Autres installations, matériel et outillage techniques			17 846,00 €
Ordre	R-28182-816	Matériel de transport		511,00 €	
Ordre	R-28183-816	Matériel de bureau et matériel informatique		2 973,00 €	
Ordre	R-28184-816	Mobilier		1 786,00 €	
Ordre	R-28188-816	Autres immobilisations corporelles		6 679,00 €	
	R-10222-020	FCTVA		55 000,00 €	
	R-1388-020	Autres			4 050,00 €
	R-1388-020	Autres			44 250,00 €
	D-1311-816	Etat et établissements nationaux		6 384,00 €	
	D-1313-814	Département		9 180,08 €	
45..	R-458287-816	Réseaux CCFI 2022			6 384,00 €
	R-458287-814	Réseaux CCFI 2022			9 180,08 €
	R-458287-814	Réseaux CCFI 2022			3 000,00 €
	D-458195-020	SD Réseau de chaleur Hazebrouck		3 000,00 €	
	R-458295-020	SD Réseau de chaleur Hazebrouck			3 000,00 €
	D-458196-020	SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK		80 000,00 €	
	R-458296-020	SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK			80 000,00 €
	D-458197-020	EFF'ACTE		32 500,00 €	
	R-458297-020	EFF'ACTE			32 500,00 €
	D-4581303-816	Aide suite convention GRDF		1 724,00 €	
	R-4582303-816	Aide suite convention GRDF			1 724,00 €
Ordre	R-021-816	Virement de la section de fonctionnement		783 154,00 €	
	TOTAL		694 933,00 €	1 022 064,08 €	861 531,00 € 1 188 662,08 €
	TOTAL INVESTISSEMENT		327 131,08 €		327 131,08 €
	TOTAL GENERAL			112 874,08 €	112 874,08 €

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Syndicat intercommunal à vocation multiple - SIECF (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003689500015

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PRINCIPALE D'HAZEBROUCK

M. 14

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	19
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Sans Objet

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etalement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	23

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activités uniques. Les communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE
59295SIECF
Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes
Flandre

DM

2023

I – INFORMATIONS GENERALES**INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	0
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0,00	0,00	0,00	0,00

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0,00	0,00
2	Produit des impositions directes/population	0,00	0,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0,00	0,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	0,00	0,00
5	Encours de dette/population	0,00	0,00
6	DGF/population	0,00	0,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	16,54 %	0,00 %
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	79,56 %	0,00 %
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	175,91 %	0,00 %
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,00 %	0,00 %

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° du).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**VUE D'ENSEMBLE****FONCTIONNEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-214 257,00	-214 257,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)		-214 257,00	-214 257,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	327 131,08	327 131,08
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		327 131,08	327 131,08

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	112 874,08	112 874,08
---------------------	------------	------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES****DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	750 000,00	0,00	29 712,00	29 712,00	779 712,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
014	Atténuations de produits	2 674 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	2 974 000,00
65	Autres charges de gestion courante	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		4 354 000,00	0,00	329 712,00	329 712,00	4 683 712,00
66	Charges financières	75 000,00	0,00	7 988,00	7 988,00	82 988,00
67	Charges exceptionnelles	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	50 000,00		0,00	0,00	50 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		4 499 000,00	0,00	337 700,00	337 700,00	4 836 700,00
023	Virement à la section d'investissement (5)	2 533 140,79		-783 154,00	-783 154,00	1 749 986,79
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	744 000,00		231 197,00	231 197,00	975 197,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		3 277 140,79		-551 957,00	-551 957,00	2 725 183,79
TOTAL		7 776 140,79	0,00	-214 257,00	-214 257,00	7 561 883,79

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**7 561 883,79****RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	140 000,00	0,00	6 500,00	6 500,00	146 500,00
70	Produits services, domaine et ventes div	233 000,00	0,00	-3 050,00	-3 050,00	229 950,00
73	Impôts et taxes	6 072 854,00	0,00	-114 000,00	-114 000,00	5 958 854,00
74	Dotations et participations	601 132,00	0,00	-236 550,00	-236 550,00	364 582,00
75	Autres produits de gestion courante	255 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	295 000,00
Total des recettes de gestion courante		7 301 986,00	0,00	-307 100,00	-307 100,00	6 994 886,00
76	Produits financiers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
77	Produits exceptionnels	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		7 393 986,00	0,00	-307 100,00	-307 100,00	7 086 886,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	285 000,00		92 843,00	92 843,00	377 843,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		285 000,00		92 843,00	92 843,00	377 843,00
TOTAL		7 678 986,00	0,00	-214 257,00	-214 257,00	7 464 729,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)**97 154,79**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**7 561 883,79****Pour information :**

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT (6)**

2 347 340,79

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.
(6) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

Envoyé en préfecture le 30/06/2023

Reçu en préfecture le 30/06/2023

Publié le



ID : 059-200036895-20230627-27062023_D05-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	40 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	708 921,76	0,00	0,00	0,00	708 921,76
21	Immobilisations corporelles	901 430,79	0,00	500 000,00	500 000,00	1 401 430,79
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 602 974,62	0,00	-500 000,00	-500 000,00	8 102 974,62
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	10 253 327,17	0,00	10 000,00	10 000,00	10 263 327,17
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	35 564,08	35 564,08	35 564,08
16	Emprunts et dettes assimilées	730 000,00	0,00	71 500,00	71 500,00	801 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
020	Dépenses imprévues	50 000,00		0,00	0,00	50 000,00
	Total des dépenses financières	781 000,00	0,00	107 064,08	107 064,08	888 064,08
45...	Total des opé. pour compte de tiers(8)	2 795 066,66	0,00	117 224,00	117 224,00	2 912 290,66
	Total des dépenses réelles d'investissement	13 829 393,83	0,00	234 288,08	234 288,08	14 063 681,91
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	285 000,00		92 843,00	92 843,00	377 843,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	285 000,00		92 843,00	92 843,00	377 843,00
	TOTAL	14 114 393,83	0,00	327 131,08	327 131,08	14 441 524,91

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)**548 535,50**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES**14 990 060,41****RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 811 772,03	0,00	0,00	0,00	4 811 772,03
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	900 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00	1 650 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	5 711 772,03	0,00	750 000,00	750 000,00	6 461 772,03
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	550 000,00	0,00	-55 000,00	-55 000,00	495 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	1 745 764,32	0,00	0,00	0,00	1 745 764,32
138	Autres subvent° invest. non transf.	407 900,00	0,00	48 300,00	48 300,00	456 200,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 656,00	0,00	0,00	0,00	7 656,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	2 711 320,32	0,00	-6 700,00	-6 700,00	2 704 620,32
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	2 962 696,19	0,00	135 788,08	135 788,08	3 098 484,27
	Total des recettes réelles d'investissement	11 385 788,54	0,00	879 088,08	879 088,08	12 264 876,62
021	Virement de la sect° de fonctionnement (4)	2 533 140,79		-783 154,00	-783 154,00	1 749 986,79
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	744 000,00		231 197,00	231 197,00	975 197,00

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Proposition nouvelle	Publié le	VOTE (3)	TOTAL
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00		0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		3 277 140,79		-551 957,00		-551 957,00	2 725 183,79
TOTAL		14 662 929,33	0,00	327 131,08		327 131,08	14 990 060,41

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	14 990 060,41
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (10)**

2 347 340,79

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**BALANCE GENERALE DU BUDGET****1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	29 712,00		29 712,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	300 000,00		300 000,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	7 988,00	0,00	7 988,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	231 197,00	231 197,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		-783 154,00	-783 154,00
Dépenses de fonctionnement – Total		337 700,00	-551 957,00	-214 257,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**-214 257,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	35 564,08	92 843,00	128 407,08
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	71 500,00	0,00	71 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	10 000,00	0,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	500 000,00	0,00	500 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	-500 000,00	0,00	-500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	117 224,00	0,00	117 224,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		234 288,08	92 843,00	327 131,08

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES**327 131,08**

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**BALANCE GENERALE DU BUDGET****2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	6 500,00		6 500,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	-3 050,00		-3 050,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	-114 000,00		-114 000,00
74	Dotations et participations	-236 550,00		-236 550,00
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00	0,00	40 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	92 843,00	92 843,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		-307 100,00	92 843,00	-214 257,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES**-214 257,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-55 000,00	0,00	-55 000,00
13	Subventions d'investissement	48 300,00	0,00	48 300,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	750 000,00	0,00	750 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		231 197,00	231 197,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	135 788,08	0,00	135 788,08
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement		-783 154,00	-783 154,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		879 088,08	-551 957,00	327 131,08

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES**327 131,08**

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	750 000,00	29 712,00	29 712,00
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	90 000,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	7 000,00	0,00	0,00
60622	Carburants	10 000,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	600,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	24 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	3 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	8 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	6 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	8 000,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	390 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	7 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	34 100,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	9 000,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 000,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	8 000,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 000,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	45 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	15 000,00	23 712,00	23 712,00
6228	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	500,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	4 500,00	4 500,00
6237	Publications	2 500,00	0,00	0,00
6238	Divers	3 700,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	800,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	17 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	9 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	3 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 300,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	18 000,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	2 000,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	8 500,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	500,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	500,00	1 500,00	1 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	800 000,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	30 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 000,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 000,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 000,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	290 000,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 000,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	190 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	34 000,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	10 000,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	18 000,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	56 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	100 000,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 000,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	48 000,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	3 000,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	500,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	500,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	500,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	2 674 000,00	300 000,00	300 000,00
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	4 000,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitut° et prélèvt divers	2 670 000,00	300 000,00	300 000,00
65	Autres charges de gestion courante	130 000,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	96 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	6 500,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	16 500,00	0,00	0,00
6535	Formation	2 500,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
65888	Autres	8 000,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		4 354 000,00	329 712,00	329 712,00
66	Charges financières (b)	75 000,00	7 988,00	7 988,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	60 000,00	7 988,00	7 988,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	15 000,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	20 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	15 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	50 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		4 499 000,00	337 700,00	337 700,00
023	Virement à la section d'investissement	2 533 140,79	-783 154,00	-783 154,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)	744 000,00	231 197,00	231 197,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	744 000,00	231 197,00	231 197,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 277 140,79	-551 957,00	-551 957,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 277 140,79	-551 957,00	-551 957,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		7 776 140,79	-214 257,00	-214 257,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-214 257,00
--	--------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	15 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	140 000,00	6 500,00	6 500,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	139 000,00	6 500,00	6 500,00
6459	Rembours charges SS et prévoyance	1 000,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	233 000,00	-3 050,00	-3 050,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	232 000,00	-14 000,00	-14 000,00
70688	Autres prestations de services	0,00	10 950,00	10 950,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	1 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	6 072 854,00	-114 000,00	-114 000,00
73111	Impôts directs locaux	2 667 854,00	-114 000,00	-114 000,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	5 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	3 400 000,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	601 132,00	-236 550,00	-236 550,00
744	FCTVA	50 000,00	27 000,00	27 000,00
74718	Autres participations Etat	3 000,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	3 000,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	522 132,00	-281 050,00	-281 050,00
74751	Participat° GFP de rattachement	23 000,00	17 500,00	17 500,00
75	Autres produits de gestion courante	255 000,00	40 000,00	40 000,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	230 000,00	40 000,00	40 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	25 000,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		7 301 986,00	-307 100,00	-307 100,00
76	Produits financiers (b)	2 000,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	2 000,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	90 000,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	500,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	10 000,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	79 500,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		7 393 986,00	-307 100,00	-307 100,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	285 000,00	92 843,00	92 843,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	285 000,00	92 843,00	92 843,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		285 000,00	92 843,00	92 843,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		7 678 986,00	-214 257,00	-214 257,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	-214 257,00
--	--------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'étape N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

 S210



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	40 000,00	10 000,00	10 000,00
2031	Frais d'études	0,00	10 000,00	10 000,00
2033	Frais d'insertion	7 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	33 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	708 921,76	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	394 571,76	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	314 350,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	901 430,79	500 000,00	500 000,00
21318	Autres bâtiments publics	105 000,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	185 000,00	-180 000,00	-180 000,00
21538	Autres réseaux	474 930,79	500 000,00	500 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	115 000,00	180 000,00	180 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	15 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	5 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 500,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	8 602 974,62	-500 000,00	-500 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	8 602 974,62	-500 000,00	-500 000,00
Total des dépenses d'équipement		10 253 327,17	10 000,00	10 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	35 564,08	35 564,08
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	26 384,00	26 384,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	9 180,08	9 180,08
16	Emprunts et dettes assimilées	730 000,00	71 500,00	71 500,00
1641	Emprunts en euros	730 000,00	71 500,00	71 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	50 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		781 000,00	107 064,08	107 064,08
4581303	AIDE SUITE CONVENTION GRDF (6)	0,00	1 724,00	1 724,00
4581502	ACTEE II PORTAGE SE 60 (6)	195 524,33	0,00	0,00
4581503	ACTEE II PORTAGE FDE 80 (6)	217 294,33	0,00	0,00
458152	RESEAUX Cassel (6)	13 352,80	0,00	0,00
4581601	ACTEE II PEUPLIER (6)	100 000,00	0,00	0,00
458177	ACTEE II OP MAITRISE OEUVRE - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 (6)	110 000,00	0,00	0,00
458179	CEE COMMUNES (6)	10 000,00	0,00	0,00
458187	RESEAUX CCFI 2022 (6)	56 695,20	0,00	0,00
458188	RESEAUX HAZEBROUCK (6)	500 000,00	0,00	0,00
458189	AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ (6)	10 000,00	0,00	0,00
458191	RESEAUX CCFI 2023 (6)	297 200,00	0,00	0,00
458192	RESEAUX CCFL 2023 (6)	108 000,00	0,00	0,00
458193	TERRAINS SPORTS COMMUNES (6)	1 000 000,00	0,00	0,00
458194	LUM ACTE REVERST SIDEC SE60 VILLE HAZEBROUCK (6)	130 000,00	0,00	0,00
458195	SD RESEAU DE CHALEUR URBAIN HAZEBROUCK (6)	47 000,00	3 000,00	3 000,00
458196	SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK (6)	0,00	80 000,00	80 000,00
458197	EFF'ACTE (6)	0,00	32 500,00	32 500,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		2 795 066,66	117 224,00	117 224,00
TOTAL DEPENSES REELLES		13 829 393,83	234 288,08	234 288,08
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7)	285 000,00	92 843,00	92 843,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	285 000,00	92 843,00	92 843,00
13911	Etat et établissements nationaux	25 000,00	8 207,00	8 207,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	40 000,00	-5 794,00	-5 794,00
139148	Sub. transf cpte résult. Autres communes	180 000,00	99 569,00	99 569,00
139158	Sub. transf cpte résult. Autres groupements	10 000,00	-728,00	-728,00
13918	Autres subventions d'équipement	14 000,00	-3 529,00	-3 529,00
13937	Dot. de soutien à l'investissement local	16 000,00	-4 882,00	-4 882,00
	Charges transférées (9)	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	25 000,00	8 207,00	8 207,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13913	Sub. transf. cpté résult. Départements	40 000,00	-3 794,00	-3 794,00
139148	Sub. transf. cpté résult. Autres communes	180 000,00	99 569,00	99 569,00
139158	Sub. transf. cpté résult. Autres groupements	10 000,00	-728,00	-728,00
13918	Autres subventions d'équipement	14 000,00	-3 529,00	-3 529,00
13937	Dot. de soutien à l'investissement local	16 000,00	-4 882,00	-4 882,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		285 000,00	92 843,00	92 843,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		14 114 393,83	327 131,08	327 131,08

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	327 131,08
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	4 811 772,03	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	795 794,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	609 471,30	0,00	0,00
13148	Subv. transf. Autres communes	2 294 745,73	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	285 000,00	0,00	0,00
1337	Dot. de soutien à l'investissement local	826 761,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	900 000,00	750 000,00	750 000,00
1641	Emprunts en euros	900 000,00	750 000,00	750 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		5 711 772,03	750 000,00	750 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 295 764,32	-55 000,00	-55 000,00
10222	FCTVA	550 000,00	-55 000,00	-55 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 745 764,32	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	407 900,00	48 300,00	48 300,00
1388	Autres subventions non transférables	407 900,00	48 300,00	48 300,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 656,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	7 656,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 711 320,32	-6 700,00	-6 700,00
4582303	AIDE SUITE CONVENTION GRDF (5)	0,00	1 724,00	1 724,00
4582502	ACTEE II PORTAGE SE 60 (5)	195 524,33	0,00	0,00
4582503	ACTEE II PORTAGE FDE 80 (5)	217 294,33	0,00	0,00
4582601	ACTEE II PEUPLIER (5)	192 020,00	0,00	0,00
458277	ACTEE II OP MAITRISE OEUVRE - CAPTEURS CO2 COMMUNES - SEQUOIA 1 (5)	238 045,33	0,00	0,00
458279	CEE COMMUNES (5)	10 000,00	0,00	0,00
458287	RESEAUX CCFI 2022 (5)	17 612,20	18 564,08	18 564,08
458288	RESEAUX HAZEBROUCK (5)	500 000,00	0,00	0,00
458289	AIDE SUITE CONVENTION GRDF SIECF FIOUL GAZ (5)	10 000,00	0,00	0,00
458291	RESEAUX CCFI 2023 (5)	297 200,00	0,00	0,00
458292	RESEAUX CCFL 2023 (5)	108 000,00	0,00	0,00
458293	TERRAINS SPORTS COMMUNES (5)	1 000 000,00	0,00	0,00
458294	LUM ACTE REVERST SIDEC SE60 VILLE HAZEBROUCK (5)	130 000,00	0,00	0,00
458295	SD RESEAU DE CHALEUR URBAIN HAZEBROUCK (5)	47 000,00	3 000,00	3 000,00
458296	SCHEM'ACTEE PORTAGE HAZEBROUCK (5)	0,00	80 000,00	80 000,00
458297	EFF'ACTE (5)	0,00	32 500,00	32 500,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		2 962 696,19	135 788,08	135 788,08
TOTAL RECETTES REELLES		11 385 788,54	879 088,08	879 088,08
021	Virement de la sect° de fonctionnement	2 533 140,79	-783 154,00	-783 154,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)	744 000,00	231 197,00	231 197,00
2802	Frais liés à la réalisation des document	20 000,00	-2 028,00	-2 028,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	80 000,00	-5 046,00	-5 046,00
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	2 000,00	-1 069,00	-1 069,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	150 000,00	9 193,00	9 193,00
28051	Concessions et droits similaires	20 000,00	9 969,00	9 969,00
281318	Autres bâtiments publics	26 000,00	-2 372,00	-2 372,00
281538	Autres réseaux	390 000,00	217 566,00	217 566,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	1 000,00	-913,00	-913,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	12 000,00	17 846,00	17 846,00
28182	Matériel de transport	17 000,00	-511,00	-511,00
28183	Matériel de bureau et informatique	10 000,00	-2 973,00	-2 973,00
28184	Mobilier	4 000,00	-1 786,00	-1 786,00
28188	Autres immo. corporelles	12 000,00	-6 679,00	-6 679,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		3 277 140,79	-551 957,00	-551 957,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		3 277 140,79	-551 957,00	-551 957,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		14 662 929,33	327 131,08	327 131,08

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	327 131,08
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

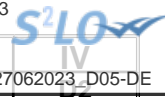
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 196

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 43

VOTES :

Pour : 43

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 20/06/2023

Présenté par Le Président (1),

A Hazebrouck, le 27/06/2023

Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire

A Hazebrouck, le 27/06/2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

--	--

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 30/06/2023, et de la publication le 30/06/2023

A Hazebrouck, le 30/06/2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : le Comité syndical.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D05
Objet :	DM1 2023
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D05-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	964 o
Document principal (Délibération) Nom original : DELIB 27062023_D05 DM1 2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D05-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	332.9 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : DM1 CS DU 27_06_2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D05-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	141.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	30 juin 2023 à 11h05min55s	Dépôt initial
En attente de transmission	30 juin 2023 à 11h05min56s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	30 juin 2023 à 11h07min43s	Transmis au MI
Acquittement reçu	30 juin 2023 à 11h07min54s	Reçu par le MI le 2023-06-30

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D06 - Finances et Marchés Publics : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECLLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WEEXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL

M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D06 - Finances et Marchés Publics : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice – Président :

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui du budget géré selon la M14 soit pour le SIECF TE FLANDRE, le budget principal.

Une généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1er janvier 2024.

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024, la colonne BP n-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

Il est donc proposé à l'assemblée :

- ✓ d'approuver le passage du SIECF TE FLANDRE à la nomenclature M57 à compter du budget primitif 2024
- ✓ de conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2024,
- ✓ d'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document permettant l'application de la présente délibération

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D06
Objet :	Finances et Marchés Publics : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D06-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	931 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D06 _ Finances _ M57.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D06-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	212.2 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 10h48min09s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 10h48min10s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 10h48min11s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 juillet 2023 à 10h48min25s	Reçu par le MI le 2023-07-04

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D07 - Finances et Marchés Publics : Règlement budgétaire et financier applicable au 1^{er} janvier 2024

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECLLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECXSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENSCURE
RENSCURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D07 - Finances et Marchés Publics : Règlement budgétaire et financier applicable au 1^{er} janvier 2024

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice – Président :

A compter du 1er janvier 2024, le référentiel M57 deviendra le référentiel de droit commun pour les collectivités.

Par délibération ce jour, le SIECF TE FLANDRE a décidé d'opter pour son application au 1er janvier 2024. La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 nécessite que l'assemblée se dote d'un règlement budgétaire et financier (RBF).

Ce règlement précise les principales règles auxquelles la collectivité doit se conformer, notamment les modalités de gestion des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, en particulier les règles relatives à leur caducité, les modalités de report des crédits de paiement y afférents, et d'information de l'assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (article L.5217-10-8 du CGCT).

D'une manière générale, il vise à préciser le cadre de l'ensemble de la gestion budgétaire et financière de la collectivité. Le règlement a également pour finalité de faciliter l'appropriation des règles par l'ensemble des acteurs de la collectivité (agents et élus), et de promouvoir une culture de gestion commune.

Le présent règlement ne se substitue en aucun cas à la législation et à la réglementation nationales en matière de finances publiques. Il a uniquement pour vocation d'en rappeler les grandes lignes (tout en ayant en aucun cas vocation à le faire de manière exhaustive), et de la préciser et l'adapter lorsque cela est possible.

Il est proposé au Comité :

- D'approuver le projet de règlement budgétaire et financier ci-annexé pour la durée de la mandature, jusqu'au prochain renouvellement du Comité syndical ;
- Le cas échéant, il évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires et de l'adaptation des règles de gestion, par délibération du Comité syndical.


Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF - TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 04/07/2023

Reçu en préfecture le 04/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D07-DE



PROJET



REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

2024-2026

Présenté et adopté lors du Comité syndical du 19 juin 2023

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
TITRE 1 – LE CADRE BUDGETAIRE.....	5
1. Les grands principes budgétaires	5
1.1. Le principe de l'annualité budgétaire.....	5
1.2. Le principe de l'universalité budgétaire	5
1.3. Le principe de l'unité budgétaire.....	5
1.4. Le principe de spécialité budgétaire.....	6
1.5. Le principe de sincérité et d'équilibre budgétaire.....	6
1.6. Le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable	6
1.7. Le principe de la permanence des méthodes.....	6
2. Le budget et le cycle budgétaire	6
2.1 Définition et éléments généraux concernant le budget	6
2.2 Le débat d'orientation budgétaire (DOB)	7
2.3 Le budget primitif	8
2.3.1 La présentation du budget primitif.....	8
2.3.2 Le contenu du budget primitif	8
2.3.3 Le vote du budget primitif	8
2.4 Les décisions modificatives.....	9
2.5 Le budget supplémentaire.....	9
2.6 Le compte administratif et le compte de gestion	9
2.6.1. Le compte administratif.....	9
2.6.2. Le compte de gestion.....	10
3. Présentation du budget et niveau de vote.....	10
3.1. Présentation du budget.....	10
3.2. Mode et niveau de vote	11
3.2.1. Vote par nature, fonction ou opération.....	11
3.2.2. Vote par chapitre ou article.....	11
3.2.3. Vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement.....	11
TITRE 2 – L'EXECUTION DU BUDGET	12
1 - L'exécution des dépenses.....	12
1.1. La comptabilité d'engagement.....	12
1.1.1. L'engagement juridique.....	12
1.1.2. L'engagement comptable.....	12
1.1.3. L'annulation d'un engagement.....	12
1.2. La liquidation et le mandatement	12
1.3. Les délais de paiement	13
1.4. Les écritures de régularisation	13

1.5. La dématérialisation de la chaîne comptable.....	14
2- L'exécution des recettes.....	14
2.1. La comptabilité d'engagement.....	14
2.2. La liquidation et l'ordonnancement	14
2.3. Le recouvrement.....	14
2.4. Les écritures de régularisation	15
2.5. La limite au recouvrement.....	15
3- Les provisions et dépréciations	15
4- Les opérations de fin d'exercice	16
4.1. La journée complémentaire	16
4.2. Le rattachement des charges et produits.....	16
4.3. Les restes à réaliser	16
TITRE 3 – LA GESTION PLURANNUELLE DES CREDITS.....	18
TITRE 4 – LA GESTION DU PATRIMOINE	20
1- Le recensement des immobilisations.....	20
2- Les amortissements.....	20

PREAMBULE

A compter du 1^{er} janvier 2024, le référentiel M57 deviendra le référentiel de droit commun pour les collectivités.

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 nécessite que l’assemblée se dote d’un règlement budgétaire et financier (RBF).

Ce règlement précise les principales règles auxquelles la collectivité doit se conformer, notamment les modalités de gestion des autorisations de programme et des autorisations d’engagement, en particulier les règles relatives à leur caducité, les modalités de report des crédits de paiement y afférents, et d’information de l’assemblée délibérante sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l’exercice (article L.5217-10-8 du CGCT).

D’une manière générale, il vise à préciser le cadre de l’ensemble de la gestion budgétaire et financière de la collectivité. Le règlement a également pour finalité de faciliter l’appropriation des règles par l’ensemble des acteurs de la collectivité (agents et élus), et de promouvoir une culture de gestion commune.

Le présent règlement ne se substitue en aucun cas à la législation et à la réglementation nationales en matière de finances publiques. Il a uniquement pour vocation d’en rappeler les grandes lignes (tout en ayant en aucun cas vocation à le faire de manière exhaustive), et de la préciser et l’adapter lorsque cela est possible.

Le présent règlement est adopté pour la durée de la mandature, jusqu’au prochain renouvellement du comité syndical.

Le cas échéant, il évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires et de l’adaptation des règles de gestion, par délibération du comité syndical.

Dans le présent document, le Territoire d’énergie est dit « TE Flandre » ou syndicat.

Les  permettent d’identifier les choix politiques du Syndicat ou ses spécificités.

TITRE 1 – LE CADRE BUDGETAIRE

1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES

Les budgets des collectivités locales doivent respecter des grands principes budgétaires.

Ces principes sont à la fois des règles de fond et de forme. Ils doivent faire l'objet d'une application stricte. Cependant, la plupart d'entre eux comporte une ou plusieurs dérogations qui visent à simplifier les procédures ou à améliorer la gestion budgétaire.

De manière générale, ces principes sont les garants de la démocratie locale, à travers le rôle de l'assemblée délibérante. Ils permettent à l'assemblée d'avoir une connaissance détaillée et transparente du budget proposé au vote. *A posteriori*, ils facilitent le contrôle et assurent que le budget voté soit effectivement exécuté. Enfin, ces principes garantissent l'autonomie financière des collectivités locales.

1.1. Le principe de l'annualité budgétaire

Le budget prévoit les recettes et autorise les dépenses d'un exercice pour chaque année civile sur la période du 1er janvier au 31 décembre.

Le budget peut toutefois être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte (ou jusqu'au 30 avril en cas de renouvellement du conseil syndical).

Il existe également plusieurs dérogations à ce principe d'annualité, parmi lesquelles, entre autres :

- la **journée complémentaire**, c'est-à-dire la journée comptable du 31 décembre N prolongée jusqu'au 31 janvier N+1 pour permettre :

- (a) l'émission des mandats correspondant à des services faits et des titres correspondant à des droits acquis au 31 décembre N pour la section de fonctionnement,

- (b) la comptabilisation des opérations d'ordre ;

- les **reports de crédits** : les dépenses engagées vis-à-vis d'un tiers, mais non mandatées en fin d'année, peuvent être reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement de ces dépenses.

- la **gestion en autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en investissement et en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) en fonctionnement** qui permet de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années.

1.2. Le principe de l'universalité budgétaire

Le principe d'universalité budgétaire, selon lequel l'ensemble des recettes du budget couvre l'ensemble des dépenses, se décompose en deux règles :

- la règle de non-compensation, qui interdit la compensation / contraction de dépenses et de recettes ;

- la règle de non-affectation, qui interdit l'affectation d'une recette à une dépense déterminée.

Il existe toutefois plusieurs dérogations à ce principe, parmi lesquelles, notamment :

- les recettes affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires.

Un état annexe de la maquette réglementaire du budget liste et affiche les affectations.

- les subventions d'équipement affectées au financement d'un équipement ;

- les recettes qui financent une opération pour compte de tiers (opérations sous mandat).

1.3. Le principe de l'unité budgétaire

L'ensemble des dépenses et recettes de la collectivité doit figurer dans un document unique.

Toutefois, des exceptions existent à ce principe :

- La possibilité pour le budget initial d'être modifié au cours de l'exercice par d'autres décisions budgétaires (décisions modificatives) ;
- La possibilité, voire l'obligation, de créer des budgets annexes, qui concernent des activités qui produisent des biens ou procurent des services.

1.4. Le principe de spécialité budgétaire

Les dépenses et les recettes ne sont autorisées que pour un objet particulier.

Les crédits sont ouverts et votés par chapitres ou par articles. Les dépenses et les recettes sont ainsi classées, dans chacune des sections, par chapitres et par articles.

1.5. Le principe de sincérité et d'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du CGCT pose le principe selon lequel les collectivités territoriales doivent voter leurs actes budgétaires en équilibre réel.

Le budget est en équilibre réel si les conditions suivantes sont réunies :

- Les deux sections doivent être votées respectivement en équilibre.
- Les recettes et les dépenses doivent être évaluées de façon sincère, sans omission, majoration, ni minoration.
- Le remboursement en capital des annuités d'emprunts à échoir au cours de l'exercice doit être exclusivement couvert par des ressources propres de la section d'investissement, éventuellement des dotations aux comptes d'amortissement et de provisions ainsi que du prélèvement complémentaire sur les recettes de la section de fonctionnement.
- Exceptions :
- Ne sont pas considérés comme étant en déséquilibre, les budgets :
 - dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.
 - dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision de l'assemblée délibérante ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigée.

1.6. Le principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable

L'ordonnateur est le Président du Syndicat. Il est chargé d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses et les recettes avec l'appui des services internes du syndicat.

Le comptable est un agent des Finances Publiques qui contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement.

Il est chargé d'exécuter le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts au budget.

1.7. Le principe de la permanence des méthodes

Le principe de permanence des méthodes permet la comparabilité des comptes dans le temps : les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes doivent être maintenues d'un exercice à l'autre.

Seules des changements de méthode imposés par une norme comptable ou par des dispositions législatives ou réglementaires permettent d'y déroger.

2. Le budget et le cycle budgétaire

2.1 Définition et éléments généraux concernant le budget

Le budget de l'entité est l'acte par lequel l'entité prévoit et autorise les dépenses et les recettes de l'exercice.

Le budget comprend une partie destinée au vote des dépenses et des recettes de l'entité et une partie destinée à l'information de l'assemblée délibérante.

Les documents budgétaires prévisionnels comprennent :

- le budget primitif ;

- le budget supplémentaire (le cas échéant) ;
- éventuellement une ou plusieurs décisions modificatives.

Les éventuels budgets annexes, bien que distincts du budget principal proprement dit, sont votés dans les mêmes conditions par l'assemblée délibérante.

La constitution de budgets annexes (ou/et de régies) résulte le plus souvent d'obligations légales, et a pour objet de regrouper les services dont l'objet est de produire ou d'exercer des activités qu'il est nécessaire de suivre dans une comptabilité distincte. Il s'agit essentiellement de certains services publics locaux spécialisés (industriels et commerciaux ou administratifs).

En dépenses, les crédits votés sont limitatifs. Les engagements ne peuvent pas être créés et validés sans crédits votés préalablement.

En recettes, les prévisions sont évaluatives. Les recettes réalisées peuvent, par conséquent, être supérieures aux prévisions.

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice, débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre. Son élaboration ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par les échéances légales. L'élaboration proprement dite du budget est précédée d'une étape préalable obligatoire constituée par le débat d'orientation budgétaires.

2.2 Le débat d'orientation budgétaire (DOB)

Le débat d'orientation budgétaire est une obligation légale pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, ainsi que dans les départements (articles L2312-1, L5211-36 et L3312-1 du CGCT). Il a pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Il doit être tenu par l'organe délibérant dans les deux mois précédant l'examen du budget, et ne pas avoir lieu :

- ni lors de la même séance que celle concernant le vote du budget ;
- ni lors d'une séance précédant, le même jour celle du vote du budget (il doit se tenir dans un délai suffisant avant le vote du budget pour permettre aux élus de prendre connaissance, suffisamment en amont, des éléments utiles au vote).

Ce débat s'appuie sur un rapport d'orientation budgétaire qui présente les orientations générales du budget de l'exercice à venir, ainsi que les engagements pluriannuels envisagés et l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la collectivité.

La loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 précise qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale, ou groupement de collectivités territoriales, présente ses objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette ;
- ces éléments prenant en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Le rapport susvisé comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

L'article L.2311-1-2 du Code général des collectivités territoriales prévoit que l'exécutif présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

L'article L.2311-1-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit également que l'exécutif présente un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.

Conformément aux dispositions prévues par la loi NOTRe, le rapport sur les orientations budgétaires fait l'objet d'un débat. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique du comité syndical prenant acte du débat.

Suite à cette délibération, et après transmission à la Préfecture, le rapport d'orientation budgétaire est mis en ligne sur le site Internet du TE FLANDRE.

2.3 Le budget primitif

2.3.1 La présentation du budget primitif

Les documents budgétaires se présentent toujours selon une structure identique :

- * La première partie du budget comprend des informations générales (des informations statistiques et fiscales et des ratios relatifs à la situation financière de l’entité).
- * La deuxième partie est une présentation générale destinée à l’information.
- * La troisième partie du budget comporte les éléments soumis au vote de l’assemblée.

Que le budget soit voté par nature ou par fonction, cette partie du budget présente, pour chacune des deux sections :

- les modalités de vote ;
 - la récapitulation des chapitres votés, intitulée « Vue d’ensemble » ;
 - le détail de chacun des articles qui composent les chapitres.
- * La quatrième partie comprend diverses annexes destinées à l’information des élus et des tiers portant sur :
- la situation patrimoniale de l’entité ;
 - les engagements donnés ou reçus par l’entité ;
 - divers états d’information : état du personnel, présentation consolidée avec les budgets annexes, état relatif au produit fiscal voté et à la fixation des taux d’imposition ;
 - la signature du budget et les conditions de sa transmission.

2.3.2 Le contenu du budget primitif

Le budget comporte deux sections : la section de fonctionnement (dite « section d’exploitation » dans le cadre des budgets annexes de services publics industriels et commerciaux) et la section d’investissement. Chacune des sections est présentée en équilibre en dépenses et en recettes.

Les opérations de la section d’investissement correspondent à des modifications de la valeur ou de la structure des biens immobilisés ou immeubles, et des créances et des dettes à long ou moyen terme. Sont également inscrites à la section d’investissement certaines dépenses dont le volume constituerait une charge trop importante pour être imputé à la section de fonctionnement en un seul exercice (frais d’aliénation, frais d’émission des emprunts, frais d’études et de recherche). Elle se compose d’opérations relatives à l’équipement, d’opérations financières et d’opérations pour le compte de tiers qui doivent être détaillées.

La section de fonctionnement comprend les dépenses et les recettes annuelles et permanentes qui peuvent être regroupées en deux catégories :

- la première retrace les dépenses et les recettes liées à l’activité des services de l’entité,
- la seconde regroupe les dépenses et les recettes financières.

Certaines opérations budgétaires se traduisent par une dépense dans l’une des deux sections, compensée par une recette de même montant dans l’autre section, sans se traduire par un encaissement ou un décaissement. Ces opérations, dites « Opérations d’ordre de section à section », sont toujours équilibrées en dépenses et en recettes. Elles n’influent pas en conséquence sur l’équilibre global du budget, mais seulement sur l’équilibre de chaque section. Celles qui se traduisent par une dépense de fonctionnement et une recette d’investissement contribuent à dégager un autofinancement ; celles qui se traduisent par une recette de fonctionnement et une dépense d’investissement ont pour effet de réduire l’autofinancement.

2.3.3 Le vote du budget primitif

Le projet de budget primitif est préparé par le président du conseil syndical. Le comité syndical est seul compétent pour se prononcer sur le budget primitif présenté par l’exécutif.

Le budget doit être voté en équilibre réel. Les ressources propres définitives doivent impérativement permettre le remboursement de la dette. En vertu de cette règle, la section de fonctionnement doit avoir un solde nul ou positif. Le syndicat ne peut pas couvrir ses charges de fonctionnement par le recours à

l'emprunt.

Le budget peut être adopté jusqu'au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique. Par dérogation, le délai est repoussé au 30 avril, notamment lors des années de renouvellement des assemblées délibérantes.

Toujours dans l'hypothèse où le budget de l'année N n'est pas voté avant le 1er janvier N, l'exécutif peut néanmoins, en début d'année N, et jusqu'au vote du budget primitif N :

- mettre en recouvrement les recettes ;
- engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite des crédits inscrits au budget précédent ;
- engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits l'année précédente sur autorisation de l'assemblée délibérante (article L. 1612-1 du CGCT).

Lorsque la section d'investissement ou la section de fonctionnement du budget comporte soit des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP), soit des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP), le président peut, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'à son règlement en cas de non-adoption du budget, liquider et mandater les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement correspondant aux autorisations ouvertes au cours des exercices antérieurs, dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précédent. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption ou de son règlement. Le comptable public est en droit de payer les mandats émis dans ces conditions.

En outre, afin d'être exécutoire, le budget doit être transmis au contrôle de légalité.

2.4 Les décisions modificatives

Des impératifs juridiques, économiques et sociaux, difficiles à prévoir dans leurs conséquences financières, peuvent obliger l'entité à voter des dépenses nouvelles et les recettes correspondantes qui sont dégagées, soit par des ressources nouvelles, soit par des suppressions de crédits antérieurement votés.

Ces votes interviennent dans le cadre de décisions modificatives ; les documents qui les décrivent ne comprennent que les chapitres et articles modifiés.

Les décisions modificatives qui peuvent être votées en cours d'année résultent des virements de crédits nécessaires, de l'emploi des recettes non prévues au budget primitif, ou de dépenses ou recettes nouvelles à y inscrire.

Le budget supplémentaire fait partie des décisions modificatives ; il a pour particularité de reprendre les résultats de l'exercice clos.

2.5 Le budget supplémentaire

Le budget supplémentaire a pour objet de reprendre les résultats de l'exercice précédent et, éventuellement, de décrire des opérations nouvelles, si les résultats n'ont pas déjà fait l'objet d'une reprise anticipée au budget primitif.

Il ne peut être adopté qu'après le vote du compte administratif de l'exercice précédent dont il intègre les résultats.

2.6 Le compte administratif et le compte de gestion

L'existence de ces deux documents comptables résulte du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable public.


L'ordonnateur et le comptable public sont chargés, ensemble mais chacun dans son rôle, de l'exécution du budget du syndicat.

L'ordonnateur demande l'exécution des recettes et des dépenses.

Le comptable public, seul chargé du maniement et de la conservation des fonds publics, en assure le recouvrement ou le paiement, après avoir exercé, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, les contrôles visant à constater la régularité de ces recettes ou de ces dépenses, sans examiner leur opportunité.

2.6.1. Le compte administratif

Le compte administratif traduit la comptabilité et le bilan financier de l'exercice, il rapproche les prévisions des réalisations effectives, et présente les résultats d'exécution du budget pour une année. Les recettes/produits du compte administratif comprennent les titres émis sur l'exercice sur chaque section ainsi que les crédits inscrits en « restes à réaliser » en investissement qui sont reportés sur l'exercice suivant. Les dépenses/charges du compte administratif retracent les mandats émis sur l'exercice ainsi que les crédits inscrits en « restes à réaliser » en investissement qui sont reportés sur l'exercice suivant.

 Le syndicat ne pratique pas les restes à réaliser en section de fonctionnement, ni en dépenses ni en recettes.

Le compte administratif constate ainsi le solde de chacune des sections et les restes à réaliser.

Le comité syndical adopte le compte administratif au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice considéré.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

L'ensemble des documents de présentation du compte administratif, ainsi que la maquette budgétaire correspondante, sont mis en ligne sur le site internet du TE FLANDRE après l'adoption de la délibération portant sur le vote dudit compte.

2.6.2. Le compte de gestion

Selon les instructions budgétaires et comptables, avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le comptable public établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes le cas échéant).

Dans un souci de bonne gestion, les opérations comptables de clôture de l'exercice sont menées de pair entre le comptable public et le syndicat avec pour objectif l'établissement du compte de gestion de la collectivité pour le 15 mars de l'année n+1.

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte :


- Une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité).
- Le bilan comptable qui décrit de manière synthétique son actif et son passif.


Le compte de gestion est soumis au vote du Comité syndical lors de la séance du vote du compte administratif, ce qui permet de constater la stricte concordance entre les deux documents.

Le vote du compte de gestion doit intervenir préalablement à celui du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

3. PRESENTATION DU BUDGET ET NIVEAU DE VOTE

3.1. Présentation du budget


 Pour chaque exercice N, le budget du TE FLANDRE se compose du budget primitif (BP) qui reprend notamment le résultat de l'exercice précédent, et d'autant de décisions modificatives (DM) que nécessaire.


 Au 1er janvier 2024, la structure budgétaire du TE FLANDRE comporte :

- 1 budget principal soumis à la nomenclature M57 ;
- 2 services soumis à TVA dans le BP :

* Concession de distribution publique d'électricité (assujettissement des compétences distribution d'électricité à la TVA),

* Compétence infrastructure de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE)

 Le syndicat n'a pas recours aux budgets annexes. Par délibération, la compétence optionnelle IRVE est qualifiée de service public administratif (SPA).

 Le syndicat a fait le choix de pratiquer une comptabilité analytique « *pour information* » qui vise à simplement à retracer les mouvements considérés comme relevant de l'administration générale, et les mouvements pouvant être fléchés vers les compétences du Syndicat. Lorsque les mouvements ne peuvent pas être strictement identifiés comme relevant intégralement de telle ou telle compétence, Monsieur le Président du syndicat leur applique une clé de répartition selon les grandes orientations débattues à l'occasion du débat d'orientation budgétaire.

3.2. Mode et niveau de vote

3.2.1. Vote par nature, fonction ou opération

Le budget du syndicat peut être voté soit par nature, soit par fonction (*article L.5217-10-5 du code général des collectivités territoriales*).


Si le budget est voté par nature, il comporte, en outre, une présentation croisée par fonction ; s'il est voté par fonction, il comporte une présentation croisée par nature. La nomenclature par nature et la nomenclature par fonction sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé du budget.

De plus, la nomenclature M57 prévoit la possibilité d'un vote par opération d'équipement en dépenses d'investissement.

Concernant ces différents modes de vote :

- dans le cas d'un vote par nature : les crédits sont classés selon la nature économique de la dépense ou de la recette, en référence au Plan Comptable Général de 1982. Le vote intervient sur les catégories de dépenses et de recettes : achats généraux, prestations de service, subventions, charges de personnel, dette, etc... ;
- dans le cas d'un vote par fonction : les crédits sont affectés selon la destination des dépenses ou l'origine des recettes, en référence à la NFA -Nomenclature Fonctionnelle des Administrations.
- dans le cas du vote d'une opération d'équipement : l'opération est constituée par un ensemble d'acquisitions d'immobilisations, de travaux sur immobilisations et de frais d'études y afférents aboutissant à la réalisation d'un ouvrage ou de plusieurs ouvrages de même nature. Cette opération peut également comprendre des subventions d'équipement versées.


Le choix du mode de vote est pris par délibération du conseil syndical.

 Le TE FLANDRE vote son budget par nature, assorti d'une présentation croisée par fonction. La section d'investissement du budget principal ne fait pas l'objet d'un vote par opération.


3.2.2. Vote par chapitre ou article

L'article L. 5217-10-6 du CGCT dispose que les crédits sont votés par chapitre et, si l'assemblée délibérante en décide ainsi, par article.

Dans ces deux cas, l'assemblée délibérante peut cependant spécifier que certains crédits sont spécialisés par article.

 Le TE FLANDRE vote le budget par chapitre.

Conformément à l'alinéa 3 de ce même article, ainsi qu'à l'instruction budgétaire et comptable M57, le comité syndical peut déléguer au président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Dans ce cas, le président informe le comité de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

 Le TE FLANDRE va acter l'application de cette délégation dans la limite de 7,5% par délibération

3.2.3. Vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement

Conformément à l'article L.5217-10-7 du CGCT, les crédits inscrits en dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).

De la même manière, les crédits inscrits en dépenses de fonctionnement ~~ont~~ peuvent comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

La gestion budgétaire en AP/CP et en AE/CP permet de combiner des autorisations annuelles de dépenses avec une gestion pluriannuelle des engagements.

TITRE 2 – L'EXECUTION DU BUDGET

1 - L'EXECUTION DES DEPENSES

1.1. La comptabilité d'engagement

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement comme d'investissement constitue une obligation réglementaire pour l'ordonnateur (*article L.5217-12-4 du CGCT*).

Les engagements sont effectués par les services opérationnels.

1.1.1. L'engagement juridique

L'engagement juridique est un acte par lequel la Collectivité crée ou constate à son encontre une obligation qui entraînera une charge ; il s'agit notamment des documents suivants : bons et lettres de commande, marchés, contrats, conventions, arrêtés de nomination, décisions portant attribution de subvention, actes de vente, délibérations de l'Assemblée, décisions de justice, etc.

Il doit rester dans la limite des autorisations budgétaires et ne peut être pris que par une personne habilitée. Seul le président, ou toute personne habilitée par délégation de signature, peut engager juridiquement le syndicat.

1.1.2. L'engagement comptable

L'engagement comptable précède ou est concomitant à l'engagement juridique.

Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que le syndicat s'apprête à conclure, en vue de réaliser une future dépense.

Il est constitué obligatoirement, et *a minima*, de trois éléments :

- un montant prévisionnel de dépenses ;
- un tiers concerné par la prestation ;
- une imputation budgétaire (chapitre et article, *fonction*).

1.1.3. L'annulation d'un engagement

En cas d'annulation d'un engagement, les crédits sont rendus disponibles et viennent abonder le montant des crédits de paiement disponibles pour un nouvel engagement avant la fin de l'exercice en cours.

1.2. La liquidation et le mandatement

Après avoir fait l'objet d'un engagement comptable et juridique, les obligations de payer doivent être liquidées puis mandatées.

(a) La liquidation

Elle a pour objet de vérifier la réalité de la dette de la collectivité et d'arrêter le montant de la dépense. Elle comporte des opérations étroitement liées :

- La constatation du service fait
- Le mandatement/ordonnancement

La certification (ou constatation) du service fait est une procédure qui consiste à vérifier que le créancier a bien assuré la prestation commandée par le syndicat, ou réalisé l'opération subventionnée par cette dernière dans les conditions prévues.

La liquidation en elle-même a pour objet de vérifier :

- les éléments financiers et comptables de la facture ou de la demande de paiement ;
- leur conformité par rapport à la commande ou à l'opération ;
- la disponibilité sur l'engagement ;
- l'exactitude des calculs effectués par le créancier ;
- la validité du tiers.

La liquidation est rattachée à l'engagement initial. Si ce dernier se révèle insuffisant, son abondement préalable est impératif.

Si la dépense est inférieure à l'engagement initial et couvre l'intégralité du coût, et qu'aucune nouvelle dépense ne fera l'objet d'une liquidation sur l'engagement concerné, alors ce dernier sera soldé.

(b) Le mandatement

Le mandat est l'acte administratif donnant, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre de payer la dette au créancier.

Cet ordre de payer est accompagné des pièces justificatives prévues par l'annexe I mentionnée à l'article D.1617-19 du CGCT.

En dehors des procédures spécifiques de paiement sans ordonnancement préalable autorisées par le comptable public (prélèvements, remboursement de dette, ...), aucune dépense ne peut être acquittée si elle n'a pas été préalablement ordonnancée/mandatée.

Le mandatement s'effectue sous la responsabilité de la direction des finances. Elle procède pour cela à la vérification de la cohérence et de l'exhaustivité des pièces justificatives obligatoires.

Les mandats émis, accompagnés des pièces justificatives et des bordereaux journaux signés par le président, ou toute personne ayant reçu délégation de signature, sont adressés au comptable public.

- Le paiement est ensuite effectué par le Comptable du Service de Gestion Comptable de Cambrai.

Le Comptable effectue les contrôles de régularité suivants :

- Qualité de l'ordonnateur ou de son délégué ;
- Disponibilité des crédits budgétaires ;
- Exacte imputation comptable de la dépense ;
- Validité de la créance, matérialisée par la justification du service fait et l'exactitude des calculs de la liquidation ;
- Caractère libératoire du règlement.

1.3. Les délais de paiement

Le TE FLANDRE et son comptable public sont soumis au respect d'un délai de paiement pour tout achat public ayant donné lieu à un marché formalisé ou non, y compris pour les délégations de services publics.

Le délai global de paiement est fixé par voie réglementaire.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, ce délai ne peut aujourd'hui excéder 30 jours calendaires, qui se répartissent en 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai démarre à la date de réception de la facture, ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture, et cesse à la date du virement bancaire opéré par le comptable.

En sont exclues les participations et subventions, les conventions de financement, de mandat, les contrats financiers, les frais de déplacement.

1.4. Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de dépenses ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Afin de déterminer le traitement comptable approprié, il convient de distinguer la période au cours de laquelle intervient la rectification.

- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur l'exercice en cours, elle fait l'objet d'un mandat d'annulation. Le mandat rectificatif vaut alors ordre de reversement et peut être rendu exécutoire dans les mêmes conditions qu'un titre de recettes.
- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient sur un exercice clos, elle fait l'objet d'un titre de recettes.

1.5. La dématérialisation de la chaîne comptable

Les bordereaux des mandats et des titres ainsi que l'ensemble des pièces justificatives mises à l'appui sont transmises au comptable public de façon dématérialisée.

2- L'EXECUTION DES RECETTES

2.1. La comptabilité d'engagement

L'engagement n'est pas obligatoire en recettes.

Toute recette identifiée peut faire l'objet d'un engagement comptable lorsqu'elle est certaine.

2.2. La liquidation et l'ordonnancement

(a) La liquidation

La liquidation des recettes permet de vérifier l'existence de la recette du syndicat, et d'en déterminer le montant précis dès que la créance est exigible.

Elle se matérialise généralement par un appel de fonds auprès du tiers (avis de somme à payer, etc.).

(b) L'ordonnancement

Cette opération consiste, conformément aux résultats de la liquidation, à transmettre un ordre de recouvrement (titre de recettes) au comptable public pour toute recette exigible, accompagné des pièces justificatives nécessaires.

2.3. Le recouvrement

Le recouvrement des créances relève exclusivement de la responsabilité du comptable public.

Les titres de recettes sont exécutoires dès leur émission et seul le comptable public est habilité à accorder des facilités de paiement sur demande motivée du débiteur.

L'action en recouvrement des comptables publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Le comptable public a l'obligation de recouvrer les créances dans les meilleurs délais. À défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux en mettant en œuvre les voies de recours dont il dispose. Le seuil de recouvrement est prévu par décret ministériel (actuellement 15 euros).

Le recouvrement peut avoir lieu après émission de titre : après avoir effectué ses contrôles, le comptable public procède au recouvrement des titres de recettes s'il n'a détecté aucune anomalie. Dans le cas contraire, il rejette les titres concernés et retourne les pièces justificatives aux services de l'ordonnateur.

Le recouvrement peut également avoir lieu avant émission de titre : le comptable public porte alors en compte d'attente les recettes perçues avant émission des titres et en informe le syndicat au moyen d'un état du compte d'attente. Ce n'est qu'après réception des titres et contrôle des pièces justificatives associées, que le comptable pourra procéder à la comptabilisation des recettes dans les comptes définitifs et apurer les comptes d'attente.



Le TE FLANDRE souhaite que le comptable public l'informe avant de procéder à un recouvrement

contentieux. En effet, le TE FLANDRE participe aux relances utiles auprès du débiteur de manière à favoriser un recouvrement amiable, ou signifie au comptable public les points de blocage rencontrés par le débiteur n'ayant pas permis le recouvrement dans les délais.

2.4. Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Le traitement comptable diffère selon la période au cours de laquelle intervient la rectification :

- si l'annulation ou la réduction du titre de recette porte sur un exercice en cours, la régularisation se matérialisera par un titre d'annulation ou de réduction ;
- si elle porte sur un exercice déjà clos, le document rectificatif sera un mandat.

2.5. La limite au recouvrement

□ L'admission en non-valeur

Le comptable public doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir au recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur. À défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux.

Lorsqu'une créance sur les exercices antérieurs est estimée irrécouvrable par le comptable public, elle est soumise à l'approbation du conseil syndical, qui peut décider de l'admettre en non-valeur au vu des justifications produites (insolvabilité ou disparition des débiteurs et caducité des créances).

□ La remise gracieuse

Le Comité syndical peut accorder la remise gracieuse d'une créance à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette. La demande de remise gracieuse est toujours examinée à la vue d'un rapport d'évaluation sociale.

□ Les créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'un jugement qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

3- LES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif. Le montant de la provision/dépréciation doit être enregistré dans sa totalité sur l'exercice au cours duquel le risque ou la perte de valeur est constaté.

Traitement budgétaire et comptable des provisions et dépréciations :



Le TE FLANDRE applique le régime de droit commun : les provisions et dépréciations sont semi-budgétaires.

On distingue les provisions pour dépréciation d'élément d'actif et les provisions pour risque et charge sans lien avec un élément d'actif :

- Les provisions pour risque et charge sont constituées dès la constatation d'un risque dont la réalisation est incertaine, mais que des événements survenus ou en cours rendent probables ou d'un risque certain mais dont le montant exact n'est pas connu ;
- Les provisions pour dépréciation d'élément d'actif procèdent de la constatation d'un amoindrissement non irréversible de la valeur d'un élément d'actif. Elles peuvent être constituées pour les immobilisations dès que des moins-values comptables peuvent être raisonnablement évaluées et, pour les comptes de tiers, dès l'ouverture d'une procédure collective.

Les provisions ont un caractère provisoire et leur reprise doit être effectuée dans un délai raisonnable après la survenance du sinistre ou en cas de disparition du risque.

Les provisions sont évaluées en fin d'exercice et sont réajustées au fur et à mesure de la variation des risques et éventuellement des charges.

Les provisions pour créances douteuses s'effectuent sur la base d'un état partagé avec le comptable public. Une délibération de l'Assemblée délibérante est nécessaire pour la constitution, la modification et la reprise de provision.

La production au budget d'un état des dépréciations et provisions constituées à la date du 1er janvier de l'exercice est obligatoire. Cet état est destiné à permettre à l'assemblée délibérante d'apprécier l'opportunité de maintenir, compléter ou reprendre les provisions déjà constituées en fonction de l'existence et du niveau du risque ou de la dépréciation provisionnée.

Un second tableau présente les nouvelles provisions constituées (leur nature, leur objet et leur montant).

4- LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

Les opérations de fin d'exercice constituent un élément de la description patrimoniale des comptes.

Le calendrier de clôture budgétaire est établi chaque année par la direction des finances après échanges et articulation avec le comptable public. Il vise à fluidifier les opérations de clôture et une reprise rapide de l'exécution budgétaire en N+1.

4.1. La journée complémentaire

La période de la journée complémentaire est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

Elle permet jusqu'au 31 janvier N+1 de terminer les paiements de la section de fonctionnement de l'exercice précédent, dès lors que la facture a été reçue et que l'engagement et la prestation ont régulièrement été effectués sur l'année N.

De même, il est encore possible, jusqu'au 21 janvier, d'effectuer une décision modificative concernant le fonctionnement ou les écritures d'ordre.

Il n'existe pas de journée complémentaire pour les écritures d'investissement (mandats et titres), lesquelles doivent être impérativement passées avant le 31 décembre N.



Afin de permettre une prompte clôture des comptes pour une connaissance rapide des résultats de l'exercice, le TE FLANDRE s'attache à limiter, autant que possible, l'usage de la journée complémentaire.

4.2. Le rattachement des charges et produits

Les instructions budgétaires et comptables imposent le principe d'indépendance des exercices comptables. La procédure de rattachement consiste à intégrer dans le résultat annuel toutes les charges correspondant à des services faits et tous les produits correspondant à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés en raison, notamment pour les dépenses, de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative. Le rattachement des charges ne peut être effectué que si les crédits nécessaires ont été inscrits au budget et s'ils ont fait l'objet d'un engagement comptable et/ou juridique. De ce fait, le rattachement suppose deux conditions :

- Le service doit être fait au 31 décembre de l'année N ;
- Justifier juridiquement de la nécessité de rattachement.

Le rattachement donne lieu à mandatement (ou titre de recette) au titre de l'exercice N et contrepassation à l'année N+1 pour le même montant.

Le rattachement est obligatoire s'il a une incidence significative sur le résultat de l'exercice N.



Le TE FLANDRE utilise les rattachements de charges et de produits à l'exercice. Il procède, en amont, à l'annulation des engagements devenus sans objet. Il n'a pas fixé de seuil de rattachement.

4.3. Les restes à réaliser

Les restes à réaliser (RAR) correspondent :

▫ En investissement, pour des crédits de paiement non compris dans une autorisation de programme, aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recette au 31 décembre de l'exercice N telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements. Les RAR en dépenses sont justifiés par un état détaillé des dépenses engagées non mandatées établi au 31 décembre de l'année N ;

En recettes, ils sont justifiés par un état faisant apparaître les recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission de titres.

L'ordonnateur joint un exemplaire de cet état au compte administratif pour justifier le solde d'exécution de la section d'investissement à reporter. Les RAR constatés au compte administratif N doivent être repris à l'identique dans le budget supplémentaire (*s'il y en a un*) en même temps que les résultats budgétaires cumulés de l'année N.

Ils sont pris en compte dans l'affectation des résultats. En effet, le besoin de financement de la section d'investissement intègre les RAR en dépenses et en recettes.

▫ En fonctionnement, les dépenses engagées n'ayant pas donné lieu à un rattachement en raison d'une absence de service fait au 31 décembre de l'exercice N ou d'une faible incidence sur le résultat de l'exercice. 🖐 Le syndicat ne pratique pas les restes à réaliser en section de fonctionnement, ni en dépenses ni en recettes.

En recettes, ils correspondent aux recettes certaines au 31 décembre N et non mises en recouvrement à l'issue de la journée complémentaire.

▫ Le montant des RAR en section d'investissement comme en section de fonctionnement, est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement.

La définition des RAR s'applique indifféremment que les crédits de paiement soient ou non compris dans une autorisation d'engagement ou une autorisation de programme.

Dans un cadre pluriannuel, la constitution des RAR porte sur les crédits de paiement afférents à une autorisation de programme ou d'engagement votée, affectée et engagée (adossés à un engagement juridique). En principe, les crédits de paiement compris dans une autorisation d'engagement ou une autorisation de programme non engagés en fin d'exercice doivent être réinscrits au budget suivant.

TITRE 3 – LA GESTION PLURANNUELLE DES CREDITS

Définition et cadre général

La nomenclature budgétaire et comptable prévoit la possibilité de recourir à la procédure de gestion par autorisation de programmes pour les dépenses d'investissement.

Cette modalité de gestion permet à la collectivité de ne pas faire supporter à son budget annuel l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

(a) AP/CP

Les Autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées ou annulées.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement (CP) représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Les Crédits de Paiements correspondent à la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées sur un exercice budgétaire, dans le cadre d'une autorisation de programme. Les crédits de paiements sont obligatoirement déterminés par année budgétaire. S'ils sont adoptés dans le courant de l'année, la durée de validité des premiers crédits ne peut dépasser la fin de l'exercice budgétaire considéré.

Le recours aux AP/CP est strictement limité aux dépenses d'investissement. Une autorisation de programme donne donc lieu obligatoirement à un ou plusieurs crédits de paiement car seuls les crédits de paiement font l'objet d'une inscription budgétaire.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

La somme de ces CP annuels doit être égale à tout moment au montant de l'AP et le CP de l'année N représente alors la limite maximale de liquidations autorisée au titre de N.

Les AP sont décidées et modifiées par le comité syndical à l'occasion de l'adoption du budget et/ou de décisions modificatives. Elles sont toutefois délibérées indépendamment de la délibération du budget.

Seul le montant global de l'AP fait l'objet du vote ; l'échéancier de CP des exercices postérieurs à l'année en cours est indicatif.

Par ailleurs, une annexe budgétaire retrace le suivi pluriannuel de ces autorisations.

Une autorisation de programme est définie par :

- programme, opération ;
- montant, durée ;
- répartition prévisionnelle des Crédits de Paiements.

(b) AE/CP

Les dotations affectées aux dépenses de fonctionnement peuvent comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Les Autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Cette faculté est réservée aux seules dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions, au titre desquelles le TE FLANDRE s'engage, au-delà d'un exercice budgétaire, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers. Toutefois les frais de personnel et les subventions versées aux organismes privés ne peuvent faire l'objet d'une AE.

L'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.



Le TE FLANDRE ne gère actuellement pas d'AE/CP. Les charges/produits liés à des engagements pluriannuels impactent l'exercice N, et font l'objet de rattachement pour la part non réalisée (exemple : contrats d'assurance dont la période est à cheval sur deux exercices, contrat d'honoraires, contrat d'entretien et de maintenance, ...).

(c) Cycle de vie des AP/AE

Les différents types d'AP/AE selon leur objet et la nature des investissements :

- Les AP de projet : L'objet est constitué d'une opération d'envergure ou d'un périmètre financier conséquent. Elles ont une durée de vie déterminée selon le projet.
- Les AP d'intervention : Elles concernent plusieurs projets présentant une unité fonctionnelle ou géographique.
- Les AP/AE programme : Elles correspondent à un ensemble d'opérations financières en lien avec une programmation.

Les AP/AE sont présentées pour vote au Comité syndical et font l'objet d'une délibération distincte de celle du budget.

La délibération précise l'objet de l'AP/AE, l'échéancier prévisionnel de réalisation des dépenses d'investissements et de consommation de crédits de paiement.

Le cycle de vie d'une AP/AE repose sur plusieurs étapes importantes et nécessaires.


Le vote d'une AP/AE : Le vote d'une AP/AE, obligatoirement soumis à la décision du Conseil syndical, intervient lors du budget primitif, voire à l'occasion des décisions modificatives. Les AP/AE sont millésimées en fonction de l'année de leur vote.

L'augmentation d'une AP/AE votée : Une AP/AE votée peut-être abondée (augmentation du montant de l'AP/AE) uniquement au cours de sa période d'affectation. Cette modification est une décision qui relève également de la seule compétence de l'assemblée délibérante lors d'une étape budgétaire.

L'affectation d'une AP/AE : L'affectation est la décision de la collectivité (délibération) de mettre en réserve un montant de crédits destinés à la réalisation d'une opération d'investissement/de fonctionnement identifiée et financièrement évaluée. L'affectation est préalable à l'engagement et autorise l'engagement des dépenses.

L'engagement d'une AP/AE : Les engagements de dépenses s'effectuent par référence à l'affectation sur l'AP/AE. Il est rappelé que dans le cadre de dépenses gérées en AP/AE, il n'y a jamais d'engagement sur CP. Les engagements comptables sur AP/AE sont effectués préalablement ou concomitamment aux engagements juridiques.

Les révisions et la clôture des AP/AE : Les décisions de révision et/ou d'annulation d'une AP/AE relèvent uniquement de l'assemblée délibérante. Ces travaux d'ajustement sont effectués annuellement et sont formalisés par une délibération. Les révisions concernent les AP/AE ne pouvant plus être affectées et/ou ni engagées sur l'exercice. Lorsque l'AP/AE est complètement mandatée ou lorsque aucun mouvement ne pourra plus intervenir, celle-ci est alors clôturée.

La fongibilité des CP des AP/AE :  La fongibilité des crédits dans la limite de 7,5% telles que sera délibérée par le Comité syndical s'applique.

TITRE 4 – LA GESTION DU PATRIMOINE

Les immobilisations (corporelles, incorporelles et financières), doivent obligatoirement faire l’objet d’un inventaire permettant de connaître la situation du patrimoine du Syndicat.

La responsabilité du suivi des immobilisations incombe, de manière conjointe, à l’ordonnateur et au comptable :

- l’ordonnateur recense et identifie les biens, il tient l’inventaire physique et comptable,
- le comptable est chargé du suivi et de l’enregistrement des biens dans l’état de l’actif du bilan.

1- LE RECENSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d’investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2 selon les règles suivantes :


Les immobilisations incorporelles en subdivision du compte 20 ;

Les immobilisations corporelles en subdivision des comptes 21, 22 (hors 229), 23 et 24 ;

Les immobilisations financières en subdivision des comptes 26 et 27.

Les services rassemblent l’ensemble de ces mouvements relatifs aux immobilisations et constituent l’inventaire comptable à l’aide d’un logiciel dédié. Cet inventaire répond aux objectifs suivants :

- **comptables, pour l’établissement de l’amortissement ;**
- **financiers, pour l’évaluation de l’actif ;**
- **budgétaires, pour les obligations légales de présentation.**

 Le TE FLANDRE affecte un numéro d’inventaire comptable rappelé lors des mouvements patrimoniaux les affectant (cession, mise à disposition, réforme, destruction, don, ...). Les biens, même complètement amortis, restent inscrits à l’inventaire jusqu’à leur sortie.

2- LES AMORTISSEMENTS


* La durée d’amortissement

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations.

En effet, conformément aux dispositions de l’article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants, l’amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité.

L’amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l’actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d’étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement. Dans ce cadre, il est procédé à l’amortissement de l’ensemble de l’actif immobilisé sauf exceptions (œuvres d’art, terrains, frais d’études suivis de réalisation et frais d’insertion, agencements et aménagements de terrains, immeubles non productifs de revenus...).


Les durées d’amortissement sont fixées librement par l’assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l’article R2321-1 du CGCT.


 Le TE FLANDRE dispose d’une délibération qui précise les durées applicables d’amortissement. Cette délibération sera complétée par une délibération du Comité syndicat prise à l’automne 2023.

* L’amortissement des réseaux et installations de voirie

Les communes et leurs établissements publics ont la possibilité d’amortir, sur option, les réseaux et

installations de voirie.

-  Les travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité et de gaz : Par délibération relative à l'amortissement des ouvrages de la concession de distribution publique d'électricité et de gaz n'est pas modifiée. Ces biens, qu'ils soient sous MOA ENEDIS, MOA GRDF ou TE FLANDRE, ne sont pas amortis. Ils apparaissent à l'inventaire du patrimoine respectivement d'ENEDIS ou GRDF et du TE FLANDRE, chacun pour ce qui concerne les travaux réalisés sous sa MOA. *Des études et expérimentations sont en cours de manière à savoir dans quelles mesures il pourrait être procédé à la reprise du patrimoine sous concession dans l'état d'inventaire du TE FLANDRE. Il sera alors nécessaire de procéder à l'abrogation de la délibération susmentionnée.*

-  Les travaux sur le réseau d'éclairage public et de déploiement des infrastructures de recharge électrique sont amortis.


* Le calcul de l'amortissement avec application du prorata temporis

La nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation au prorata temporis.

Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable, *le TE FLANDRE calculant en M14 les dotations aux amortissements en année pleine, avec un début des amortissements au 1er janvier N +1.* L'amortissement prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence ainsi à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine.


Ce changement de méthode comptable s'appliquerait de manière progressive et ne concernerait que les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Ainsi, les plans d'amortissement qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à l'amortissement complet selon les modalités définies à l'origine. L'amortissement commence à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui lui sont attachés. Cette date correspond à la date de mise en service. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait. Ainsi, la date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs sera celle du dernier mandat.

La règle du prorata temporis peut être aménagée sous certaines conditions et lorsque l'impact sur la production de l'information comptable n'est pas significatif.

 Toutefois, au regard des effectifs du TE FLANDRE, il ne paraît pas judicieux de complexifier l'application des règles en y insérant des dérogations qui risqueraient de générer des erreurs.

* La comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient :

L'instruction M57 pose le principe de la comptabilisation des immobilisations par composant lorsque les enjeux le justifient. Lorsque des éléments constitutifs d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement unique est retenu pour l'ensemble de ces éléments. Cependant, si dès l'origine, un ou plusieurs de ces éléments ont chacun des utilisations différentes, chaque élément ou composant est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Un numéro d'inventaire propre à chaque composant est ainsi attribué. La méthode de comptabilisation par composants est appréciée au cas par cas par la collectivité et elle ne s'impose que lorsqu'un composant représente une forte valeur unitaire, une part significative du coût de l'actif considéré et si sa durée d'amortissement est significativement différente du composant principal de l'immobilisation. Dans le cas contraire, l'immobilisation reste un bien non décomposable.

 Le TE FLANDRE retient la méthode de comptabilisation par composants au cas par cas et dès lors que les enjeux le justifient tels que précisés ci-dessus.

* L'amortissement HT ou TTC :

Le calcul de l'amortissement est opéré sur la valeur TTC de l'immobilisation lorsque les activités ne sont

pas assujetties à la TVA ; et sur la valeur HT pour les activités assujetties à la TVA.

*** La reprise des subventions d’investissements rattachées aux actifs amortissables :**

Les subventions d’investissement (compte 131) et des fonds affectés à l’équipement (compte 133) sont reçus par la collectivité pour financer un bien ou une catégorie de biens amortissables. Leur reprise au compte de résultat qui s’effectue au même rythme que l’amortissement du bien permet d’atténuer la charge de la dotation aux amortissements de ces biens.

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D07
Objet :	Finances et Marchés Publics : Règlement budgétaire et financier applicable au 1er janvier 2024
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D07-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D07 _ Finances _RBF.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D07-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	191.9 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : projet de RBF r__glement budg et fin _ M57.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D07-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	464.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 10h53min47s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 10h53min55s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 10h53min58s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 juillet 2023 à 10h54min02s	Reçu par le MI le 2023-07-04

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D08 - Finances et Marchés Publics : Application de fongibilité des crédits suite à l'adoption de la M57

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECCLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECXSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D08 - Finances et Marchés Publics : Application de fongibilité des crédits suite à l'adoption de la M57

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice – Président :

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le comité syndical à déléguer au Président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le Président informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

La mise en place de cette disposition permettrait notamment d'amender, si besoin, la répartition des crédits budgétaires entre chaque chapitre budgétaire afin d'ajuster au plus près les crédits aux besoins de répartition et sans modifier le montant global des investissements. Cette disposition permet de gagner en rapidité sans modifier le montant global des sections.

Il est proposé au Comité d'autoriser le Président :

- à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.
- à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF - TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D08
Objet :	Finances et Marchés Publics : Application de fongibilité des crédits suite à l'adoption de la M57
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D08-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	923 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D08 _ Finances _ Fongibilit__ des cr__dits.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D08-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	175.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 10h56min35s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 10h57min04s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 10h57min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 juillet 2023 à 10h57min14s	Reçu par le MI le 2023-07-04

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D09 - Finances et Marchés Publics : Modalités relatives à l'organisation des fêtes et cérémonies (compte 6232)

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL

M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D09 - Finances et Marchés Publics : Modalités relatives à l'organisation des fêtes et cérémonies (compte 6232)

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice – Président :

Le Comité Syndical est informé qu'il est nécessaire de prendre une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 fêtes et cérémonies, conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

C'est pourquoi il est proposé à l'Assemblée que soient prises en charges, au compte 6232, les dépenses suivantes :

- D'une façon générale, l'ensemble des biens et services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles ou touristiques, les événements régionaux et nationaux et les diverses prestations et cocktails servis lors de réceptions officielles et inaugurations,
- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles, coupes et autres présents offerts à l'occasion de divers événements notamment lors de mariages, décès, naissances, départs (notamment en retraite), récompenses sportives et culturelles, ou lors de réceptions officielles.
- Les dépenses liées à l'achat de denrées et petites fournitures pour l'organisation de réunions, ateliers, stands ou manifestations.

Il est proposé à l'assemblée d'affecter les dépenses suscitées au compte 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits repris au chapitre budgétaire.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.


Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF - TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D09
Objet :	Finances et Marchés Publics : Modalités relatives à l'organisation des fêtes et cérémonies (compte 6232)
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D09-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	930 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D09 _ Finances _ Modalit__s F__tes et c__r__monies.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D09-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	176.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 10h59min48s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 10h59min49s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 10h59min50s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 juillet 2023 à 10h59min57s	Reçu par le MI le 2023-07-04

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D10 - Finances et Marchés Publics : Modification de la délibération relative à la cotisation 2023 de la commune de BERGUES

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECKSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENSCURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENSCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL

M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D10 - Finances et Marchés Publics : Modification de la délibération relative à la cotisation 2023 de la commune de BERGUES

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice – Président :

Par délibération en date du 6 février 2023, le Comité syndical a validé les montants de cotisations dus par les communes adhérentes.

Une erreur s'est glissée concernant la commune de Bergues,

Considérant que la Commune de Bergues n'était pas dotée d'une borne IRVE au 1^{er} janvier 2023,

La Commune de Bergues n'a pas de cotisation au titre de l'année 2023 concernant la compétence IRVE.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF - TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D10
Objet :	Finances et Marchés Publics : Modification de la délibération relative à la cotisation 2023 de la commune de BERGUES
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.1 - Decisions budgetaires
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D10-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	942 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D10 _ Finances _ Modif cotisation Bergues.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D10-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	164.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 10h43min02s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 10h43min03s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 10h43min04s	Transmis au MI
Acquittement reçu	4 juillet 2023 à 10h43min17s	Reçu par le MI le 2023-07-04

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D11 - Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ÉLECTRICITÉ : Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et d'enfouissement des réseaux basse tension dits Travaux Article 8 et Travaux Coordonnés 2023

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déleguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE

M. Jean-Luc CLEENWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D11 - Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ÉLECTRICITÉ : Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et d'enfouissement des réseaux basse tension dits Travaux Article 8 et Travaux Coordonnés 2023

Exposé et proposition – Rapport de M Laurent VANPOUILLE Vice – Président :

Il est proposé à l'Assemblée :

- de valider le tableau de synthèse annexé à la présente délibération,
- de valider la réalisation d'un chantier d'effacement et enfouissement des réseaux à Merville rue Orphée Variscotte. Ce chantier étant en dehors des critères de priorité définis par le Comité syndical en matière de travaux dit d'Article 8, la commune prendra donc à sa charge 100 % du montant HT des travaux Basse tension. Le Syndicat assurera et prendra à sa charge les couts d'études, de maîtrise d'œuvre et de coordinateur SPS.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Electricité ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 03/07/2023

Reçu en préfecture le 03/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D11-DE



ACTUALISATION PROGRAMME PREVISIONNEL ART 8 ET TRAVAUX COORDONNES 2023 et 1er semestre 2024
COMITE SYNDICAL DU 19 JUIN 2023

Commune	Adresse	Chiffrage ART 8 Estimatif (HT)	Coordonnateur SPS	ETUDES	CTO	FILS NUS (mètres) PREVISIONNEL	FILS torsadé (mètres)	Linéaire Total (mètres)	% FILS NUS	TOTAL prévisionnel (BT – EP – FT) en € HT
HARDIFORT	ROUTE DE LA PLACE	240 000,00 €	1 000,00 €	12 000,00 €	300,00 €	0,00	600,00	600,00	0,00%	343 400,00 €
HAZEBROUCK	RUE DE VIEUX BERQUIN PHASE 2	420 000,00 €	1 837,50 €	10 000,00 €	150,00 €	475,00	575,00	1050,00	45,24%	808 500,00 €
NIEPPE	ROUTE ARMENTIERES PARVIS NOTRE DAME	215 000,00 €	805,00 €	9 200,00 €	300,00 €	210,00	250,00	460,00	45,65%	480 000,00 €
	INFRA VIDEO	-	-	-	-	-	-	-	-	52 000,00 €
ST SYLVESTRE CAPPEL	RUE DES MOULINS	180 000,00 €	787,50 €	9 000,00 €	300,00 €	0,00	570,00	450,00	0,00%	337 500,00 €
	route de Bergues (phase 1)	382 800,00 €	1 237,25 €	14 140,00 €	350,00 €	226,00	481,00	707,00	31,97%	630 250,00 €
BIERNE	route de Bergues (phase 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESTAIRES	Rue de Lieutenant Ernout	80 000,00 €	350,00 €	4 000,00 €	350,00 €	200,00	0,00	200,00	100,00%	150 000,00 €
ERINGHEM	Rue des Tilleuls CD310	160 000,00 €	700,00 €	8 000,00 €	350,00 €	100,00	300,00	400,00	25,00%	300 000,00 €
OXELAERE	Rue de la Drève	56 000,00 €	245,00 €	2 800,00 €	350,00 €	0,00	140,00	140,00	0,00%	105 000,00 €
STEENWERCK	Rue de la gare (côté gare / phase 1)	185 000,00 €	665,00 €	7 600,00 €	350,00 €	350,00	30,00	380,00	92,11%	363 600,00 €
	Rue de la gare (côté ville / phase 2)	135 000,00 €	-	-	-	-	-	-	-	225 000,00 €
WARHEM	Rue de la Rexpoede	247 500,00 €	787,50 €	9 000,00 €	350,00 €	0,00	450,00	450,00	0,00%	382 500,00 €
WATTEN	Rue de la colme	115 000,00 €	350,00 €	4 000,00 €	350,00 €	200,00	0,00	200,00	100,00%	380 000,00 €
HOLQUE	Rue de l'Aa	80 000,00 €	227,50 €	2 600,00 €	350,00 €	130,00	0,00	130,00	100,00%	125 500,00 €
FLETRE	impasse des monts des cats	32 000,00 €	140,00 €	1 600,00 €	350,00 €	0,00	80,00	80,00	0,00%	60 000,00 €
RENESECURE	rue André coo	114 400,00 €	455,00 €	5 200,00 €	350,00 €	0,00	260,00	260,00	0,00%	231 400,00 €
BAVINCHOVE	Ruelle des écoles	30 000,00 €	175,00 €	2 000,00 €	350,00 €	0,00	100,00	100,00	0,00%	35 000,00 €
LE DOULIEU	GRAND RUE	72 000,00 €	315,00 €	3 600,00 €	350,00 €	0,00	180,00	180,00	0,00%	77 000,00 €
BOLLEZEELE	RUE DE LA GARE/ALLEE DES FLEURS	145 000,00 €	577,50 €	6 600,00 €	350,00 €	330,00	0,00	330,00	100,00%	293 500,00 €
BAILLEUL	Rue Général Chéroutte / rue Edmond De Coussemaker	90 000,00 €	446,25 €	5 100,00 €	350,00 €	200,00	55,00	255,00	78,43%	157 000,00 €
BERGUES	Rue des Séminaires	18 000,00 €	175,00 €	2 000,00 €	350,00 €	100,00	0,00	100,00	100,00%	25 000,00 €
MERVILLE	Rue Orphée Variscotte (prise en charge communale à 100% du HT du montant des travaux)	95 000,00 €	350,00 €	4 000,00 €	350,00 €	-	-	-	0,00%	220 000,00 €
TOTAL		3 092 700,00 €	11 626,00 €	122 440,00 €	6 650,00 €	2521,00	4071,00		36,30%	5 782 150,00 €

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D11
Objet :	Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ELECTRICITE : Actualisation du programme prévisionnel de travaux d'effacement et d'enfouissement des réseaux basse tension dits Travaux Article 8 et Travaux Coordonnés 2023
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D11-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D11 _ Actualisation Prog Trav Art 8 2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D11-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	180.7 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : ACTUALISATION PROGRAMME ART.8 JUIN 23.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D11-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	155.9 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juillet 2023 à 16h44min06s	Dépôt initial

En attente de transmission	3 juillet 2023 à 16h44min07s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	3 juillet 2023 à 16h44min07s	Transmis au MI
Acquittement reçu	3 juillet 2023 à 17h04min20s	Reçu par le MI le 2023-07-03



siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

**Délibération N°27062023 / D12 - Compétence d'Autorité
Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ÉLECTRICITÉ :
Convention avec l'opérateur historique (service universel) Orange dans le
cadre de la réalisation de travaux coordonnés d'enfouissement et
d'effacement des réseaux**

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESCURE
RENESCURE

M. Jean-Luc CLEENEWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D12 - Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ÉLECTRICITÉ : Convention avec l'opérateur historique (service universel) Orange dans le cadre de la réalisation de travaux coordonnés d'enfouissement et d'effacement des réseaux

Exposé et proposition – Rapport de M Edmond TURPIN, Vice – Président :

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des maires de France (AMF) et ORANGE, ayant constaté qu'il était nécessaire, pour les enfouissements coordonnés de réseaux existants, de mettre en place un dispositif national rationnel et efficace dans sa mise en œuvre afin de réduire les coûts de gestion, ont signé le 7 juillet 2005 un accord national visant à répondre à cet objectif dans le cadre fixé par l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Trois événements sont survenus depuis lors :

1/ L'article 30 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie et l'arrêté du 2 décembre 2008 pris en application de l'article L. 2224-35 du CGCT ont déterminé la proportion des coûts de terrassement prise en charge par l'Opérateur de communications électroniques. L'avenant du 8 juillet 2009 à l'accord national AMF-FNCCR-ORANGE de 2005 a pris en compte cette modification.

2/ L'article 28 de la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique a inséré dans l'article L. 2224-35 du CGCT la possibilité pour l'Opérateur ou pour la collectivité de rester propriétaire des infrastructures souterraines de communications électroniques à la condition de les financer, la collectivité bénéficiant d'un droit d'usage en cas de financement partiel.

L'Association des maires de France (AMF), la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et ORANGE sont convenus de refondre l'accord intervenu le 7 juillet 2005 pour prendre en compte les nouvelles dispositions ci-dessus énoncées, tout en considérant :

que l'enfouissement coordonné dans un même secteur des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de communications électroniques, qui sont fréquemment voisins, favorise la réduction du coût des travaux, réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs et répond à l'intérêt général ;

que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques à enfouir ont au moins un support commun, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224-35 du CGCT qui prévoit la conclusion de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la distribution publique d'électricité (désignés ci-après sous le terme général de « Personne publique ») et les Opérateurs de communications électroniques ;

que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la Personne publique pour les Infrastructures communes de génie civil et pour les Installations de communications électroniques, et par ORANGE pour les travaux de câblage concernant ses propres réseaux ;

que dans le même objectif de réduction des coûts, il est nécessaire que les Installations de communications électroniques destinées à accueillir les réseaux de ORANGE et les éventuelles Installations de communications électroniques spécifiquement dédiées à la Personne Publique ne soient pas disposées séparément, mais qu'elles soient au contraire associées sous forme d'assemblages multitubulaires uniques et de Chambres partagées ;

que ORANGE conserve la propriété des Équipements de communications électroniques posés en substitution de ses propres réseaux aériens préexistants.

qu'en ce qui concerne le régime de propriété des Installations de communications électroniques, la Personne publique a convenu pour les chantiers désignés au cas par cas, en concertation avec ORANGE, l'application de l'option B dans laquelle :

Option B :

La Personne Publique ne finance pas intégralement les Installations ainsi créées. ORANGE les finance en partie, en reste propriétaire, en assure la gestion, l'entretien et la maintenance et confère un droit d'usage à la Personne publique.

Lorsque ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.

Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

«Art. L. 2224-35 - Tout Opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération leur appartiennent.

L'Opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des Équipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses Équipements. Un arrêté des ministres chargés des communications électroniques et de l'énergie détermine la proportion des coûts de terrassement pris en charge par l'Opérateur de communications électroniques.

Les infrastructures d'accueil d'Équipement de communications électroniques, en particulier les fourreaux et les chambres de tirage, peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière partielle ou complète par la collectivité ou par l'établissement public de coopération, qui dispose alors d'un droit d'usage ou de la propriété de ces infrastructures dans des conditions fixées par la convention prévue à l'alinéa suivant. Dans le cas où la collectivité est propriétaire des infrastructures, l'Opérateur dispose alors d'un droit d'usage pour rétablir ses lignes existantes.

Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement public de coopération et l'Opérateur de communications électroniques fixe les modalités de réalisation et le cas échéant d'occupation de l'ouvrage partagé, notamment les responsabilités et la participation financière de chaque partie, sur la base des principes énoncés ci-dessus et indique le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public.»

Considérant que depuis plusieurs années le SIECF TE FLANDRE signait avec l'opérateur ORANGE des conventions de Type Option A,

Considérant que les services du SIECF TE FLANDRE disposent désormais de l'ingénierie interne pour gérer les conventions de Type Option B,

Considérant qu'ORANGE a donné son accord pour la signature de conventions de Type Option B,

Il est proposé à l'Assemblée :

- De valider le modèle de convention avec Orange tel qu'annexé à la présente délibération,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer avec Orange les conventions, selon ce modèle, dans le cadre des travaux d'effacement et enfouissement des réseaux réalisés par le SIECF TE Flandre sur son territoire.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Electricité ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

SIECF TE FLANDRE

Projet de convention



**CONVENTION LOCALE POUR L'ENFOUISSEMENT COORDONNÉ DES
RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES DE ORANGE
ET DES RÉSEAUX AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ÉTABLIS SUR
SUPPORTS COMMUNS
PORTANT ATTRIBUTION À ORANGE DE LA PROPRIÉTÉ DES INSTALLATIONS
SOUTERRAINES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES**

Option B

entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (SIECF), 30 Rue Louis Warein, 59190 Hazebrouck représentée par M. Michel DECOOL, Président du Syndicat, dûment autorisé par délibération du Comité Syndical

ci-après dénommé « **la Personne publique** »,

et

ORANGE - société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est 111 Quai du Président Roosevelt, 911330 ISSY LES MOULINEAUX- 380 129 866 RCS Paris, représentée par Madame Catherine VOISIN, Directrice de l'Unité de Pilotage Réseau Nord Est, dûment habilité, domicilié Orange Grand Stade, TSA 11110, 59668 Villeneuve d'Ascq Cedex,

ci-après dénommé « **ORANGE** »,

collectivement dénommés « **les parties** »

PRÉAMBULE

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des maires de France (AMF) et ORANGE, ayant constaté qu'il était nécessaire, pour les enfouissements coordonnés de réseaux existants, de mettre en place un dispositif national rationnel et efficace dans sa mise en œuvre afin de réduire les coûts de gestion, ont signé le 7 juillet 2005 un accord national visant à répondre à cet objectif dans le cadre fixé par l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Trois événements sont survenus depuis lors :

1/ L'article 30 de la loi du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie et l'arrêté du 2 décembre 2008 pris en application de l'article L. 2224-35 du CGCT ont déterminé la proportion des coûts de terrassement prise en charge par l'Opérateur de communications électroniques. L'avenant du 8 juillet 2009 à l'accord national AMF-FNCCR-ORANGE de 2005 a pris en compte cette modification.

2/ L'article 28 de la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique a inséré dans l'article L. 2224-35 du CGCT la possibilité pour l'Opérateur ou pour la collectivité de rester propriétaire des infrastructures souterraines de communications électroniques à la condition de les financer, la collectivité bénéficiant d'un droit d'usage en cas de financement partiel.

L'Association des maires de France (AMF), la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et ORANGE sont convenus de refondre l'accord intervenu le 7 juillet 2005 pour prendre en compte les nouvelles dispositions ci-dessus énoncées, tout en considérant :

- que l'enfouissement coordonné dans un même secteur des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de communications électroniques, qui sont fréquemment voisins, favorise la réduction du coût des travaux, réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs et répond à l'intérêt général ;
- que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques à enfouir ont au moins un support commun, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224-35 du CGCT qui prévoit la conclusion de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la distribution publique d'électricité (désignés ci-après sous le terme général de « Personne publique ») et les Opérateurs de communications électroniques ;
- que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la Personne publique pour les Infrastructures communes de génie civil et pour les Installations de communications électroniques, et par ORANGE pour les travaux de câblage concernant ses propres réseaux ;
- que dans le même objectif de réduction des coûts, il est nécessaire que les Installations de communications électroniques destinées à accueillir les réseaux de ORANGE et les éventuelles Installations de communications électroniques spécifiquement dédiées à la Personne Publique ne soient pas disposées séparément, mais qu'elles soient au contraire associées sous forme d'assemblages multitubulaires uniques et de Chambres partagées ;
- que ORANGE conserve la propriété des Équipements de communications électroniques posés en substitution de ses propres réseaux aériens préexistants.
- qu'en ce qui concerne le régime de propriété des Installations de communications électroniques, la Personne publique a convenu pour les chantiers désignés au cas par cas, en concertation avec ORANGE, l'application de l'option B dans laquelle :
- Option B :

La Personne Publique ne finance pas intégralement les Installations ainsi créées. ORANGE les finance en partie, en reste propriétaire, en assure la gestion, l'entretien et la maintenance et confère un droit d'usage à la Personne publique.

Lorsque ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.

Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

«Art. L. 2224-35 - Tout Opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération leur appartiennent.

L'Opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des Équipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses Équipements. Un arrêté des ministres chargés des communications électroniques et de l'énergie détermine la proportion des coûts de terrassement pris en charge par l'Opérateur de communications électroniques.

Les infrastructures d'accueil d'Équipement de communications électroniques, en particulier les fourreaux et les chambres de tirage, peuvent faire l'objet d'une prise en charge financière partielle ou complète par la collectivité ou par l'établissement public de coopération, qui dispose alors d'un droit d'usage ou de la propriété de ces infrastructures dans des conditions fixées par la convention prévue à l'alinéa suivant. Dans le cas où la collectivité est propriétaire des infrastructures, l'Opérateur dispose alors d'un droit d'usage pour rétablir ses lignes existantes.

Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement public de coopération et l'Opérateur de communications électroniques fixe les modalités de réalisation et le cas échéant d'occupation de l'ouvrage partagé, notamment les responsabilités et la participation financière de chaque partie, sur la base des principes énoncés ci-dessus et indique le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public.»

L'arrêté du 2 décembre 2008, qui détermine la proportion des coûts de terrassement pris en charge par l'Opérateur de communications électroniques, est rédigé comme suit :

Article 1 - Les coûts de terrassement mentionnés à l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales correspondent aux seuls travaux de terrassement nécessaires au remplacement de la ligne aérienne de distribution d'électricité et de la ligne aérienne de communications électroniques relevant dudit article.

Article 2 - Les travaux de terrassement mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales susvisé comprennent :

- l'ouverture de la tranchée, soit la démolition des revêtements, le terrassement et le déblayage, l'étayage éventuel, l'aménagement du fond de fouille ;
- la fermeture de la tranchée, soit le remblayage, les dispositifs avertisseurs, le compactage.

Article 3 - La proportion des coûts de terrassement tels que défini à l'article 1er pris en charge par l'Opérateur de communications électroniques est fixée à 20 %.

3/ Les articles L.554-1 à L554-5 du code de l'environnement, issus de la loi du 12 juillet 2010 (dite Grenelle 2) ont modifié les conditions de gestion des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) et des demandes de renseignements (DR), qui sont remplacées par des déclarations de projet de travaux (DT). Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2012.

[Le cas échéant : Le syndicat signe la présente convention pour son propre compte, ainsi qu'au nom et pour le compte des Personnes publiques mentionnées en annexe, lui ayant donné mandat à cet effet.

Ce mandat est limité à cette seule signature, et n'a pas la nature d'un mandat de maîtrise d'ouvrage publique.

Il est donc expressément convenu que chacune des Personnes publiques mandantes s'acquittera des obligations et exercera les droits la concernant, dans les mêmes conditions que celles prévues, par les articles ci-après, pour le syndicat agissant pour son propre compte.]

Section 1 – Objet et définition

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article L. 2224-35 du CGCT dans les opérations d'enfouissement coordonné relevant, selon l'accord des parties intervenu lors de la préparation des projets (cf. article 4 de la présente convention), de l'option B mentionnée dans le préambule de la présente convention, attribuant à ORANGE la propriété des Installations de communications électroniques.

ARTICLE 2 - Désignation des travaux

ORANGE souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la Personne publique s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour les deux années à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux sur douze mois, et à recueillir à son intention les renseignements analogues auprès des autres maîtres d'ouvrage lui ayant donné mandat à l'effet de signer la présente convention, opérant dans le département. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
 - pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement,
 - pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques,
- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement sous réserve de l'accord du propriétaire.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la Personne publique ;

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « **appui commun** » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;
- le terme « **enfouissement** » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien ;
- les « **coûts de terrassement** », dont une partie est mise à la charge de ORANGE, concernent la tranchée commune et comprennent le coût de l'ouverture de la tranchée, i.e. la démolition des revêtements, le terrassement et le déblayage, l'étayage éventuel, l'aménagement du fond de fouille, et le coût de fermeture de la tranchée, i.e. le remblayage, les dispositifs avertisseurs, le compactage ; ils ne comprennent pas le coût de réfection des revêtements de surface ;
- la « **tranchée aménagée** » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les Équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 4 à la présente convention ;
- les définitions spécifiques aux ouvrages de communications électroniques sont les suivantes :
 - « **Adduction d'immeuble** » désigne tout fourreau permettant de relier la dernière chambre du génie civil située en domaine public et l'entrée dans le domaine privé de l'immeuble pour la pose d'un câble de communications électroniques ;
 - « **Alvéole** » partie visible du fourreau au niveau des masques dans la chambre ;

« **Fourreau** » désigne toute gaine, tout tube ou toute canalisation en conduite souterraine permettant la pose de tubes, de sous-tubes ou de câbles ;

« **Chambre** » ouvrage de génie civil enterré permettant le tirage et le raccordement de câbles ;

« **Chambre partagée** » ouvrage appartenant intégralement soit à ORANGE soit à la Personne Publique mais dont l'usage est reconnu par la partie propriétaire à l'autre partie ;

« **Équipements de communications électroniques** » câbles et éléments strictement nécessaires à leur raccordement ;

« **Installations de communications électroniques (dénommées « Infrastructures d'accueil » dans l'article L. 2224-35, modifié en décembre 2009, du CGCT)** » désignent conformément aux dispositions de l'art. L. 47 du Code des Postes et Communications Électroniques, les fourreaux et les chambres de raccordement dans lesquels transitent les Équipements de communications électroniques. Une installation comprend un seul fourreau ;

« **Infrastructures communes de génie civil** » désignent la tranchée commune ainsi que les ouvrages communs (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substitués par endroits à la tranchée commune ;

« **Jours ouvrés** » du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8H à 17H30 ;

« **Liaison** » : ouvrage de génie civil se composant d'au moins deux tronçons.

« **Masque (d'une chambre)** » ensemble des alvéoles au niveau de la paroi intérieure d'une chambre ;

« **Manchon** » dispositif assurant la protection mécanique et permettant le raccordement soit d'un câble à un autre câble de même capacité, soit d'un câble à plusieurs câbles de capacité inférieure. Il s'agit d'un dispositif sur lequel un Opérateur n'intervient qu'une fois, sauf dans le cadre d'une opération de maintenance suite à dérangement ;

« **Parcours** » ensemble des Installations de communications électroniques empruntées par le ou les câbles de ORANGE sur la zone considérée ;

« **Plan itinéraire** » plan des Installations de ORANGE constitué d'une ou plusieurs planches comprenant éventuellement l'indication des nombres de fourreaux existants et leurs diamètres ;

« **Plan de masque** » vue d'un masque avec, sous réserve de disponibilité, indication des fourreaux libres, occupés, réservés ou inutilisables ;

« **Planche** » support papier ou électronique d'un plan itinéraire au format A1 et à l'échelle 1/1000ème ou 1/500ème, c'est-à-dire une surface représentée correspondant respectivement à 700m par 500m et 350m par 250m.

« **Tronçon** » : partie de génie civil qui relie deux chambres.

Section 2 – Répartition des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre

ARTICLE 3 - Champ d'application de la convention

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et non routier, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des Installations et Équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le

respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 - Préparation du projet

ORANGE est associée, pour les ouvrages la concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Elle précise à la Personne publique ses besoins en Installations et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont strictement nécessaires.

La Personne publique a convenu avec ORANGE, selon les modalités prévues à l'accord tripartite pour chaque chantier concerné, l'application de l'option B avec un fourreau dédié à la Personne Publique.

Conformément à l'article L.115 -1 du code de la voirie routière, à l'intérieur des agglomérations le maire de la commune concernée assure la coordination des travaux objets de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

La Personne publique, en tant que maître d'ouvrage des travaux de génie civil, est habilitée à effectuer la déclaration au préfet de région ou au groupement de collectivités désigné par le schéma directeur territorial d'aménagement numérique, en application de l'art. L. 49 nouveau du CPCE, si la longueur de l'opération dépasse 150 mètres en agglomération ou 1 000 mètres hors agglomération.

ARTICLE 5 – Réalisation du Génie Civil

5.1 – Études

La Personne publique fournit à ORANGE :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
 - un plan indiquant la zone exacte des travaux,
 - un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, le tracé prévisionnel des Installations de communications électroniques, ainsi que le tracé prévisionnel des autres ouvrages (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, ...) à établir,
 - un planning prévisionnel des travaux,
 - un délai pour renvoyer à la Personne publique l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.
- ORANGE renvoie à la Personne publique, dans le délai spécifié, l'avant-projet spécifiant le tracé des Installations de communications électroniques après prise en compte de ses contraintes propres (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'Installations de communications électroniques prévues pour lui-même y compris le fourreau dédié à la Personne publique, les implantations de principe des bornes de raccordement, des chambres et la position estimative des adductions vers les domaines privés.
 - La Personne publique exécute les études d'ingénierie et de génie civil relatives à la réalisation des Installations de communications électroniques. Ces études sont adressées à ORANGE pour remarques éventuelles et validation du projet final.
 - ORANGE exécute les prestations d'études et d'ingénierie de ses Équipements de communications électroniques, relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 – Exécution des travaux de génie civil

- La Personne publique est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée. Ces travaux comprennent notamment :

- l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
 - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
 - la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
 - la mise en place des Équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).
- La Personne publique est maître d'ouvrage des Infrastructures communes de génie civil (tranchée commune, éventuellement galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) réalisées en complément de la tranchée aménagée.
 - ORANGE crée les Installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier communal et non routier communal et les Installations dédiées à la Personne publique. A cette fin elle désigne la Personne publique pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrages afférentes à la pose de ces Installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée¹.
 - La Personne publique, en exécution de la mission confiée par ORANGE, assure la pose des Installations de communications électroniques en domaine public.
 - La Personne publique assure en domaines privés la pose des Installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.
 - La Personne publique fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du traitement des appuis communs abandonnés.

ARTICLE 6 - Réception des installations de communications électroniques

ORANGE (son sous-traitant ou son représentant) est invitée aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des Installations de communications électroniques réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de la Personne publique.

Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise mandatée par la Personne publique pour réaliser les travaux, adressée à ORANGE par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des Installations de communications électroniques, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites Installations.
- A la suite de cette vérification, ORANGE remet à l'entreprise un certificat de conformité des Installations de communications électroniques le concernant.
- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9001 : 2000, elle peut simplement adresser le procès verbal de contrôle à ORANGE, au vu duquel celui-ci lui délivre le certificat de conformité.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à ORANGE, la conformité technique est acquise, aux risques de ORANGE et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par ORANGE. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 - Exécution des travaux de câblage

¹ L'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée, a introduit en son article 1^{er} la possibilité d'une telle désignation lorsque la réalisation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage.

Dès que la conformité des Installations de communications électroniques est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, ORANGE entreprend les travaux de mise en œuvre de ses Équipements de communications électroniques. Ces travaux comprennent :

- le tirage et le raccordement des nouveaux câbles dans les Installations de communications électroniques ;
- la reprise en souterrain ou en façade des câbles existants des clients concernés sous réserve de l'obtention par la Personne publique des autorisations du propriétaire et/ou d'urbanisme pour les reprises en façade ; le raccordement de l'infrastructure souterraine créée nécessitera le raccordement des nouveaux câbles souterrains avec les câbles existant en domaine privé ;
- l'enlèvement des anciens câbles ainsi que la dépose et l'enlèvement des appuis abandonnés qui appartiennent à ORANGE.

Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de ORANGE correspondant à 1/3000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 12,67 euros HT par mètre linéaire de génie civil. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à ORANGE.

ARTICLE 8 - Dossier de récolement

Après avoir réalisé les travaux de tirage de câble à fibres optiques, l'exécutant de la Personne publique remet sous trente jours à l'Opérateur un dossier de récolement établi dans les formes convenues avec celui-ci et qui pourra comprendre par exemple :

- 1) un plan des parcours issus des plans itinéraires initialement fournis par la Personne publique et dûment complétés par son exécutant, sous format SIG compatible (coordonnées LAMBERT 1 LAMBERT 2, LAMBERT 3, LAMBERT 2 étendu), ou un format électronique DXF pour les parcours sur lesquels les travaux ont été réalisés,
- 2) un fichier confirmant l'occupation des Installations utilisées (par défaut celle-ci est portée sur le plan itinéraire).

Section 3 – Répartition des charges entre la Personne Publique et l'Opérateur

ARTICLE 9 - Répartition des charges

- ORANGE prend à sa charge :

- les frais d'étude et de fourniture des Installations de communications électroniques, y compris les coûts d'approvisionnement en matériel et les frais de validation et de réception de ces Installations,
- 20% des coûts de terrassement de la tranchée commune, définis comme il est dit à l'article 2.

Pour l'ensemble, le calcul de la participation d'Orange se fera sur la base d'un coût forfaitaire de 12€ / ml net (douze euros par mètre linéaire net) de tranchée commune de conduite principale réalisée, occupée par un câble multipaire.

L'évolution de la participation forfaitaire d'Orange est indexée sur l'indice TP01 selon la formule suivante :

Le calcul de la moyenne pour une année donnée N prend en compte les valeurs connues, au 1^{er} janvier suivant, de l'index mensuel TP01 de la fin de chacun des 4 trimestres précédents, c'est-à-dire les valeurs de décembre(N-1), de mars(N), de juin(N) et de septembre(N), sachant qu'au 1^{er} janvier (N+1) on ne connaît pas encore la valeur de décembre (N).

- les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des Équipements de communications électroniques incluant en particulier les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondants.
- La Personne publique prend à sa charge les autres dépenses :
 - les frais de réalisation des Infrastructures communes de génie civil hors quote-part des coûts de terrassement mise à la charge de ORANGE,
 - les frais de pose des Installations de communications électroniques.
- La Personne publique s'acquitte envers ORANGE du prix de location du fourreau qui lui est dédié, selon les modalités prévues à la section 7.

Section 4 – Répartition de la propriété des ouvrages entre la Personne Publique et l'Opérateur

ARTICLE 10 - Propriété de la personne publique

- La tranchée aménagée et les Infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la Personne publique. Leur utilisation par ORANGE ne confère à celle-ci aucun droit réel, conformément à l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.
- Leur utilisation est consentie à ORANGE tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.

ARTICLE 11 - Propriété de ORANGE

Les Installations et Équipements de communications électroniques sont la propriété de ORANGE. Elle en assure l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

La Personne publique dispose sur le fourreau dédié fourni par ORANGE et mentionné en article 4, d'un droit d'usage propre pour la durée de la convention prévue à l'art. 21. A son échéance, les parties se concerteront sur le sort des Installations et Équipements concernés.

- Ce droit d'utiliser le fourreau sera transmis à la collectivité territoriale, au syndicat mixte ou à l'établissement public de coopération intercommunale bénéficiaire du transfert de la compétence communications électroniques.

L'utilisation de ce fourreau est dédiée à l'implantation des câbles cuivre ou optique conformément aux règles sur la perturbation des réseaux (courants faibles) en application de la norme NF C 15-100 A3 relative aux installations électriques à basse tension de février 2010. Elle est autorisée à la Personne publique, pour ses besoins propres ou ceux de ses prestataires ou délégataires. L'utilisation de ce

fourreau relève alors de son usage exclusif dans le respect des règles de la concurrence mentionnées selon les termes de l'art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales et en conformité avec la réglementation en cours.

L'usage de ce fourreau de 45 mm est alloué au déploiement d'un réseau de communications électroniques associé aux équipements de raccordement. Dans les Chambres partagées peuvent être implantés des manchons nécessaires au déploiement des réseaux optiques ne nécessitant aucune intervention future sauf au titre du service après vente en maintenance.

L'utilisation de l'alvéole de manœuvre est autorisée pour tous travaux de tirage de câbles, d'entretien et de maintenance sous réserve d'en informer préalablement ORANGE (point d'entrée unique).

Les équipements de brassage, les équipements actifs ou les points de mutualisation ne sont pas autorisés.

Les conditions d'usage sont plus complètement décrites ci-dessous et en annexes 2 et 3..

Section 5 – Utilisation des ouvrages mis à disposition

ARTICLE 12 - Séparation des réseaux et utilisation partagée

Les conditions d'accès ou d'interconnexion entre le réseau de la Personne publique et le génie civil de ORANGE font l'objet d'un contrat de partage ou d'accès au réseau (convention LGC DPR applicable aux collectivités territoriales), différent du présent contrat.

A l'issue des opérations de réception des Installations de communications électroniques établies par la Personne publique, ORANGE lui désigne le fourreau mis à sa disposition. En aucun cas, la Personne publique ne pourra choisir elle-même ce fourreau.

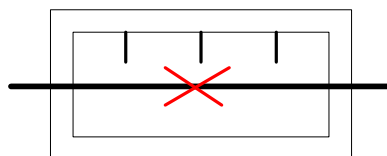
Le droit de passage de câbles à fibres optiques s'effectue dans le respect des cahiers des charges et règles d'ingénierie associées aux offres d'accès au génie civil de ORANGE et aux normes en vigueur au moment des études ou des travaux.

Le passage en transit des câbles à fibres optiques est autorisé dans les chambres appartenant à ORANGE, dans le respect des règles suivantes :

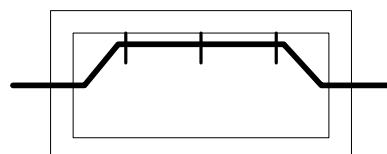
Le choix des Installations ayant été opéré selon les règles précisées ci-dessus, l'exécutant de la Personne publique procède à la pose de son câble à fibres optiques, qui doit être identifié par une étiquette fixée au câble à fibres optiques à l'entrée et à la sortie de chaque chambre et protégé par une gaine fendue d'une couleur spécifique à l'Opérateur.

Aucun love de câble à fibres optiques ne sera autorisé dans les chambres de passage. L'ensemble câble à fibres optiques + gaine sera dissocié autant que possible des faisceaux existants et ne devra pas :

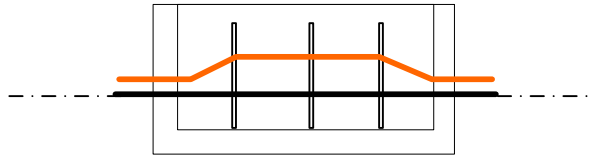
- entraver l'exploitation des Équipements déjà en place ;
- traverser la chambre par son axe médian ou un axe passant par l'espace de travail.



Il cheminera sur le piédroit le plus proche équipé de supports de câbles,



et sera positionné autant que faire se peut sur le même plan horizontal que l'alvéole qu'il occupe.



L'exécutant de la Personne publique utilisera les supports de câbles existants. En aucun cas il ne devra déplacer ni substituer ces supports par des supports qui lui sont propres.

En cas d'absence ou de manque de place sur les supports existants, l'exécutant de la Personne publique est autorisé à fixer ses câbles à fibres optiques avec des matériels dans le respect des règles ci-dessus.

La pose d'Équipements passifs ne doit pas faire obstacle à la bonne gestion des Équipements des autres réseaux présents et notamment le tirage ou la désinstallation d'autres câbles et doit permettre une intervention et l'extraction des Équipements présents.

Section 6 – Entretien et maintenance des Installations de communications électroniques

ARTICLE 13 - Principes généraux

Les parties sont chacune responsables de l'entretien, de la maintenance et des réparations, en tant que de besoin, des Infrastructures communes de génie civil, des Installations de communications électroniques et des Équipements de communications électroniques dont elles sont propriétaires.

L'Opérateur gère, à la date de prise d'effet de la convention locale les documents techniques relatifs à la situation des Installations nécessaires à l'intervention de l'exécutant de la Personne publique ou de toute Personne agissant pour son compte en vue de la réalisation des opérations de maintenance.

Les parties désignent les interlocuteurs qui assurent le suivi de la mise en œuvre de la convention locale en période de maintenance (téléphone, fax, mail...), notamment en cas d'urgence, et s'engagent à actualiser ces informations.

S'agissant de la maintenance curative, les temps de GTR (Garantie de Temps de Rétablissement) et de GTI (Garantie de Temps d'Intervention) applicables sont précisés entre les parties en annexe. Elles sont compatibles avec les obligations imposées par l'arrêté du 1er décembre 2009 portant désignation de l'Opérateur chargé de fournir la composante service téléphonique du service universel.

ARTICLE 14 - Dispositions applicables à la Personne publique

Installation et interventions ultérieures

Dans le cadre des travaux exécutés au titre des interventions sur les Installations de communications électroniques qui lui sont dédiées, la Personne publique ou son exécutant assume la responsabilité pleine et entière :

- de la sécurité de ses agents et de ceux de son (ou ses) sous-traitant(s) agréé(s) et prend notamment toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter les règles en vigueur, en matière de sécurité et d'hygiène et de conditions de travail.
- des conséquences éventuelles que le chantier ouvert par leur personnel peut engendrer vis-à-vis des tiers et des réseaux déjà installés.

La Personne publique ou son exécutant est tenue de présenter un plan de prévention des risques et d'assurer la prévention des risques liés à l'hygiène et la sécurité des personnes et des biens visés dans les règles d'ingénierie et notamment tous les risques liés aux travaux sur la voie publique, à la manutention, à l'environnement électrique, aux travaux particuliers, aux travaux en souterrain et les risques généraux.

Maintenance préventive

L'exécutant de la Personne publique s'engage à maintenir ses Équipements de communications électroniques en bon état pendant toute la durée de la convention locale, à ses frais et sous sa seule responsabilité.

Pour les besoins d'implantation et de la maintenance préventive de ses Équipements de communications électroniques, l'exécutant de la Personne publique dispose d'un droit d'accès à tout moment aux Installations de communications électroniques mises à sa disposition.

Si l'exécutant de la Personne publique constate un défaut affectant les Installations de communications électroniques, il en informe ORANGE sans délai.

Maintenance curative

En cas d'intervention urgente l'exécutant de la Personne publique peut sans délai exécuter les travaux nécessaires à la réparation, à charge pour lui d'informer ORANGE. Dans ce cas ORANGE s'engage à rembourser les frais d'intervention aux conditions du marché passé par la Personne publique et communiqués à ORANGE.

ARTICLE 15 - Dispositions applicables à ORANGE

Maintenance préventive

ORANGE assure la maintenance préventive des Installations de communications électroniques mises à la disposition de la Personne publique. En cas d'intervention programmée sur celles-ci, ORANGE en informe préalablement, selon ce qui a été convenu au préalable.

Maintenance curative

En cas d'avarie constatée sur les Installations de communications électroniques mises à disposition, ORANGE prend toutes dispositions utiles pour aviser la Personne Publique ou son exécutant de la nature et la localisation de l'avarie et l'associer en tant que de besoin aux réparations nécessaires dans les meilleurs délais.

Les parties conviennent de s'informer réciproquement et sans délai de l'incident afin de définir d'un commun accord la nature de l'intervention curative et de son mode opératoire.

Section 7 – Conditions financières de la mise à disposition de la Personne publique

ARTICLE 16 - Montant de la redevance de location

Les redevances de location sont payées par la Personne publique. Le détail des montants annuels calculés sur une durée d'amortissement de 30 ans et les modalités de leur versement sont précisés dans la grille tarifaire jointe en annexe 3.

ARTICLE 17 - Modalités de paiement

Le paiement s'effectue trente jours après présentation de la facture de ORANGE.

Toute somme non payée à l'échéance prévue peut donner lieu au paiement de pénalités de retard, calculée sur la base d'un coefficient égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur. Ces pénalités courent à compter du trente et unième jour suivant l'échéance de paiement jusqu'au jour du paiement effectif.

Section 8 – Responsabilités et assurances

ARTICLE 18 - Responsabilités

ORANGE est responsable, tant vis à vis de la Personne Publique et de son exécutant que des tiers, de tous dommages matériels directs qui pourraient résulter du déploiement et/ou de l'exploitation de ses Installations de communications électroniques et de ses Équipements de communications électroniques et des dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner aux Installations de communications électroniques appartenant à la Personne Publique ou à son exécutant, à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels.

La Personne Publique et son exécutant sont solidairement responsables, tant vis à vis de ORANGE que des tiers, de tous dommages matériels directs qui pourraient résulter de la mise à disposition et de l'exploitation des Infrastructures communes de génie civil et de leurs Équipements de communications électroniques et des dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner aux Équipements de communications électroniques appartenant à ORANGE, à l'exclusion expresse de la réparation des dommages indirects et/ou immatériels.

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 19 - Assurances

L'exécutant de la Personne publique ou la Personne publique, sauf si elle est son propre assureur, est tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances représentées en France, une ou plusieurs polices d'assurances valables pendant toute la durée de la présente convention locale et garantissant :

- sa responsabilité civile résultant de l'activité de ses Équipements et de son Personnel,
- les dommages subis par ses propres Équipements de communications électroniques.

ORANGE veillera à garantir les dommages causés et subis par ses propres Installations de communications électroniques.

Section 9 – Dispositions diverses

ARTICLE 20 - Raccordement de nouveaux clients

ORANGE s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses Équipements de communication électronique sont en souterrain.

ARTICLE 21 - Durée de la convention

La convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 22 - Suivi de la convention

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national AMF - FNCCR - ORANGE.

ARTICLE 23 - Confidentialité

La Personne publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à ORANGE et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des Personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.

La Personne publique s'engage d'une part, à informer lesdites Personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à....., le.....

Pour la Personne publique,
Monsieur Michel DECOOL
Président

Pour l'Opérateur,
Madame Catherine VOISIN
Directrice UPR NE

ANNEXE 1

PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

- Le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (SIECF), autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le territoire des communes suivantes :

ANNEXE 2
MISE À DISPOSITION DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET UTILISATION DES INSTALLATIONS
DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES APPARTENANT À L'OPÉRATEUR :
MODALITÉS D'INTERVENTION

Les indications ci-dessous constituent des exemples à adapter au cas par cas.

1 – Délais d'intervention et de rétablissement du service en cas de dommages

Les délais d'intervention peuvent s'exprimer en :

- . heures,
- . ouvrables ou non ouvrables,
- . en garantie de temps d'intervention (GTI) ou garantie de temps de rétablissement (GTR),
- . après notification du non fonctionnement ou du dysfonctionnement,
- . et prévoir la possibilité d'intervention de l'Opérateur.

Ex : GTR : réparation dans les 48 h 00 (jours ouvrables) qui suivent la signalisation (abonnement téléphonique ORANGE).

En cas d'urgence, l'exécutant de la Personne publique est autorisé à intervenir sur ses Équipements de communications électroniques, sous réserve d'en informer préalablement ORANGE.

2 – Mise en place d'un Point d'Entrée Unique (PEU) – Service d'accueil

2.1- Contacts exécutant de la Personne publique

Opérateur	
Nom du correspondant	
Rue, N° dans la rue	
Code Postal	
N° téléphone	
N° fax	
E-Mail	

2.2- Contacts Opérateur

Opérateur	ORANGE
Nom du correspondant	Diag Réseau (Hot Line)
Rue, N° dans la rue	
Code Postal	
N° téléphone	0810 300 111
N° fax	
E-Mail	

Pour toute question relative à la convention :

Opérateur	ORANGE
Nom du correspondant	Franck WATTIER
Rue, N° dans la rue	UPR NORD EST Rue Maugré
Code Postal	59000 LILLE
N° téléphone	07 86 53 07 64
N° fax	
E-Mail	franck.wattier@orange.com

2.3 Contacts Personne Publique

	Heures ouvrables	Heures non ouvrables
Adresse site web		
Adresse mail		
N° de Fax		
Nom correspondant n° 1		
Nom correspondant n° 2		

Les courriers électroniques déposés à cette adresse seront traités du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures sauf les jours fériés.

2.4 Cas d'interruptions – défauts – dérangements

À remplir par l'exécutant de la Personne publique :

Liaison	Tronçon	Site	Adresse	Date de défaut	Heure de défaut	Description de l'incident

Suivi à remplir par l'exécutant de la Personne publique :

Numéro Incident

Site	Adresse	Date	Heure	Observations

Le responsable du suivi dérangement

3 – Modalités de gestion du service d'assistance

Habilitations du Personnel habilité à saisir le PEU (fournir la liste des Personnes habilitées).

Permet, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à l'exécutant de la Personne publique de déposer par tous moyens fixés entre les parties, les incidents qui se produisent sur le réseau.

Selon la GTI / GTR convenue, le rapport peut être suivi d'une confirmation par notification selon les moyens convenus entre les parties (fax, mail, téléphone) dans un délai – en général bref - à compter du dépôt.

Mission du service d'assistance de ORANGE :

- recevoir et enregistrer les appels de l'exécutant de la Personne publique,
- appeler le responsable de la maintenance,
- clôturer l'incident lorsque le service est rétabli.

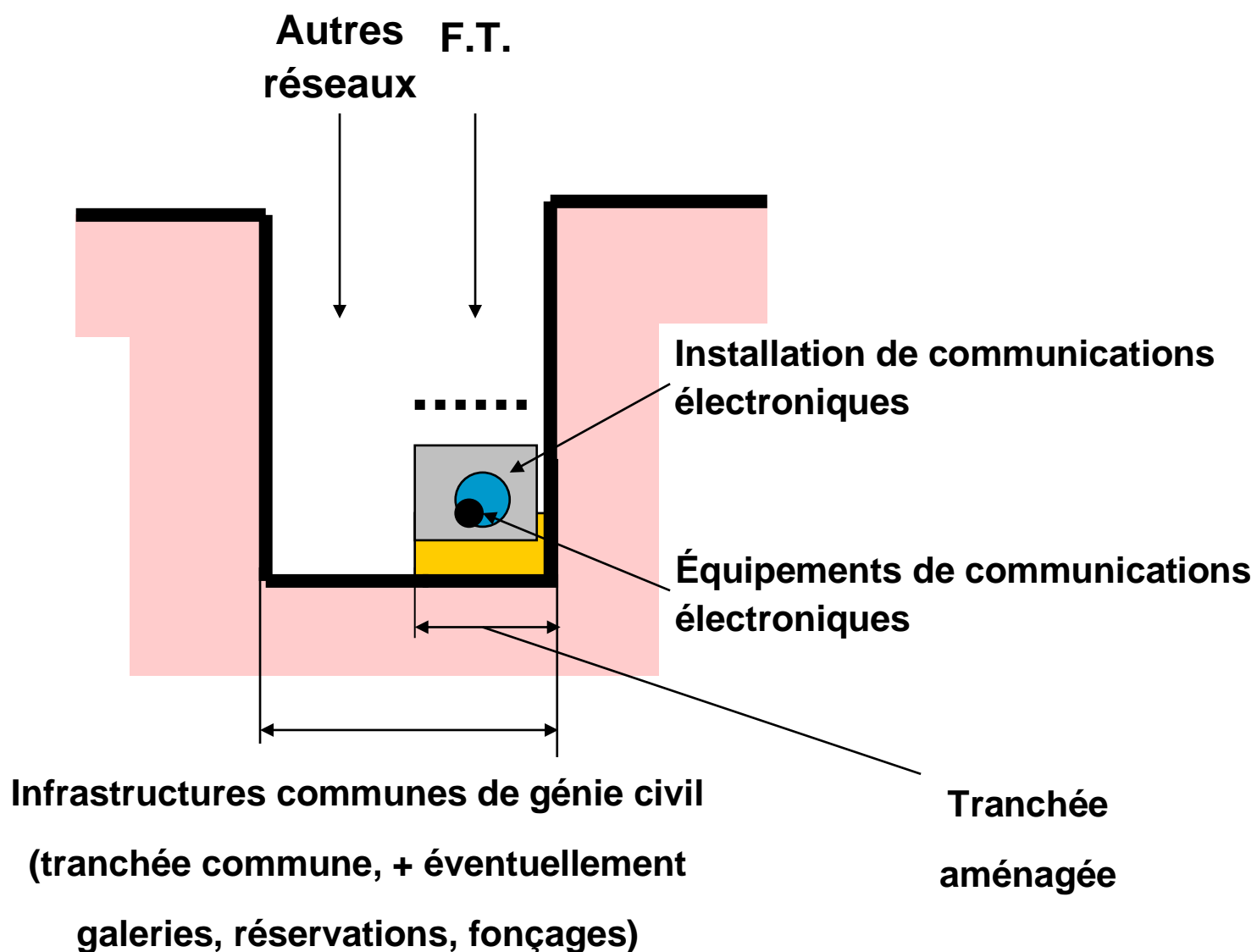
Option : gestion par ORANGE de la clé de verrouillage des chambres sécurisées : remise à l'exécutant de la Personne publique contre décharge.

ANNEXE 3
MISE À DISPOSITION DE LA PERSONNE PUBLIQUE ET UTILISATION DES INSTALLATIONS
DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES APPARTENANT À L'OPÉRATEUR :
MODE DE CALCUL DU PRIX DE LOCATION DU FOURREAU DEDIE
MIS À LA DISPOSITION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

1- La redevance de location du fourreau dédié fourni par l'Opérateur et mentionné à l'article 11 de la présente convention,, mis à disposition par ORANGE, due par la Personne publique, est représentative, aux conditions financières prévues dans la présente convention, des coûts de sa construction. La Personne publique, pour avoir pris en charge les frais de pose des Installations de communications électroniques, est exonérée de cette redevance.

2 - Les frais de gestion, d'exploitation, de maintenance (réparations) et d'entretien supportés par l'Opérateur représentent : 0,15 € le m/l par an. Cette redevance n'est due qu'au moment de l'implantation du câble à fibres optiques. Elle est payable selon l'option (1) en une seule fois pour la durée de la mise à disposition ou (2) en plusieurs fois pour une durée minimale de 5 ans.

ANNEXE 4



ANNEXE 5 EXEMPLE DE CONVENTION PARTICULIERE

CONVENTION PARTICULIERE N° CNV-ERT-54-XX-000XXXXX POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES D'ORANGE ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ DANS LA COMMUNE DE XXXXX

Entre

Le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (SIECF), 30 Rue Louis Warein, 59190 Hazebrouck représentée par M. Michel DECOOL, Président du Syndicat, dûment autorisé par délibération du Comité Syndical en date du ... / ... /

ci-après dénommée « **la personne publique** »

et

Orange, SA au capital de 10 640 226 396 euros, 111 Quai du Président Roosevelt, 911330 ISSY LES MOULINEAUX- 380 129 866 RCS Paris, représentée par Madame Catherine VOISIN, Directrice de l'Unité de Pilotage Réseau Nord Est, dûment habilité, domicilié Orange Grand Stade, TSA 11110, 59668 Villeneuve d'Ascq Cedex,

ci-après désignée sous la dénomination « **Orange** »,

collectivement dénommées « **les parties** ».

En application de la « Convention d'accord cadre pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques d'Orange établis sur appuis communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité portant attribution à ORANGE de la propriété des installations souterraines de communications électroniques signée entre le Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre (SIECF) et Orange en date du XX/XX/202X, concernant le territoire du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre de la Convention cadre pour les travaux visés à l'article 2.

Elle s'interprète conformément à la Convention cadre et aux définitions données.

ARTICLE 2 : Désignation des travaux - Planning

La présente convention concerne les travaux suivants :

Désignation du projet : dissimulation des équipements de communications électroniques

Périmètre du projet : Rue XXXX

Nombre de branchements : XX

Linéaire : XXX

Situation des ouvrages : domaine public.

Les travaux relatifs à cette opération devront être réalisés selon le **planning prévisionnel** suivant retenu entre les parties :

- travaux de génie civil (pose des installations de communications électroniques) :
 - terminés au mois XXX 201X

- travaux de câblage (dépose et pose des équipements de communications électroniques) :
 - réalisés dans les 60 jours après remise des plans de récolement (sous réserve que cette date ne soit antérieure à la date de fin prévisionnelle des travaux de génie civil).

ARTICLE 3 : Vérification des installations

Préalablement, l'entreprise mandatée par la personne publique pour exécuter les travaux réalise les essais d'alvéolage et remet les plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques.

La vérification technique des installations réalisées par l'entreprise consiste en un examen des canalisations (passage d'un mandrin calibré) et un contrôle visuel des chambres, et les équipements associés dans le but d'assurer la pose des équipements de communications électroniques d'Orange.

La conformité des travaux constitue un préalable à l'exécution par Orange des travaux de câblage.

ARTICLE 4 : Durée de la convention - Planning

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

La présente convention deviendra caduque si les travaux ne sont pas commencés dans un délai d'un an à compter de sa signature.

ARTICLE 5 : Modalités financières

Conformément à l'article 9 de la Convention cadre :

Orange prend à sa charge :

- la totalité des dépenses d'études de câblage,
- la réalisation des travaux de câblage, représentant la mise en souterrain de X branchements
- Les installations de communications électronique ainsi que 20% des travaux de terrassement représentant la réalisation de XXX mètres linéaires de tranchée commune de conduite principale occupée par un câble multipaire.

Orange apportera une participation forfaitaire de 12 € par ml de tranchée commune réalisé,

soit la somme de : XXX €.

La personne publique prend à sa charge la fourniture et la pose des installations de communications électroniques logotées Orange, ainsi que la réalisation de la tranchée aménagée diminuée de la quote part à la charge d'Orange.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, sans renvoi ni mot nul.

A Lille le XX/XX/202X

Cachet et Signature

Pour Orange

Pour la personne publique

Po Catherine VOISIN
Directrice UPR NE

XXX XXXX
Le Président,

Julien CARON
Responsable Relations Collectivités Locales

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D12
Objet :	Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) ELECTRICITE : Convention avec l'opérateur historique (service universel) ORANGE dans le cadre de la réalisation de travaux coordonnés d'enfouissement et d'effacement des réseaux
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D12-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D12 _ Convention Orange Travaux Art 8.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D12-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	332.4 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Convention ORANGE travaux coordonn__s enfouissement r__seaux avec actualisation.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D12-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	393.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
------	------	---------

Posté	21 juillet 2023 à 16h39min18s	Dépôt initial
En attente de transmission	21 juillet 2023 à 16h39min20s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	21 juillet 2023 à 16h39min21s	Transmis au MI
Acquittement reçu	21 juillet 2023 à 16h39min31s	Reçu par le MI le 2023-07-21

M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D13 - Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) GAZ : Mise en œuvre opérationnelle de la convention avec GRDF relative à la prise en charge de audits énergétiques des bâtiments publics

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Par délibération en date du 29 novembre 2021, le Comité syndical a autorisé la signature d'une convention Territoire Vert l'avenir avec GRDF. Cette convention prévoit le versement par GRDF d'une aide au SIECF TE FLANDRE relative à la réalisation d'audits énergétiques pour les bâtiments publics du territoire.

Il convient désormais de décliner opérationnellement cette convention.

Il est proposé au Comité la déclinaison opérationnelle suivante :

- ✓ Ces diagnostics seront pris en charge par le SIECF avec le soutien de GRDF,
- ✓ et le cas échéant le soutien des dispositifs ACTEE,
- ✓ une participation de la collectivité propriétaire est attendue d'un montant de 25 % du HT.

Il est précisé que seules les communes desservies en gaz sont éligibles au dispositif GRDF.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Gaz ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D13
Objet :	Compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution publique (AOD) GAZ : Mise en oeuvre opérationnelle de la convention avec GRDF relative à la prise en charge des audits énergétiques des
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D13-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D13 _ Comp AOD Gaz _ Conv GRDF Audits __nerg__tiques.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D13-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	176.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	13 juillet 2023 à 11h21min02s	Dépôt initial
En attente de transmission	13 juillet 2023 à 11h21min03s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	13 juillet 2023 à 11h27min31s	Transmis au MI
Acquittement reçu	13 juillet 2023 à 11h27min44s	Reçu par le MI le 2023-07-13

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D14 - Compétence Eclairage Public : Actualisation du programme prévisionnel de travaux 2023

Exposé et proposition – Rapport de M Jérôme VERMERSCH, Vice-Président :

Il est proposé à l'Assemblée de valider le tableau de synthèse annexé à la présente délibération.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Eclairage Public ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

COMITE DU 19/06/2023 - PROGRAMME PREVISIONNEL TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC 2023

MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE SUR LE TERRITOIRE DU SIECF

Commune	Adresse	Estimation (HT)	Estimation (TTC)
ARNEKE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DES SPORTS LIBERATION PERCHE ET PRETS	23 000,00 €	27 600,00 €
BAILLEUL	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC PHASE 4 DIVERS RUES DU CENTRE (2023)	170 000,00 €	204 000,00 €
BAILLEUL	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC PARKING NATHALIS DUMEZ PHASE 2	40 000,00 €	48 000,00 €
BAMBEQUE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	90 000,00 €	108 000,00 €
BAVINCHOVE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE Phase 2	5 000,00 €	6 000,00 €
BERGUES	MISE EN VALEUR PORTE DE CASSEL, PORTE DE BIERNE ET LES 2 TOURS	140 000,00 €	168 000,00 €
BERGUES	MISE EN VALEUR PORTE DE CASSEL, PORTE DE BIERNE ET LES 2 TOURS	530 000,00 €	636 000,00 €
BIERNE	CREATION D'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE BERGUES CHEMINEMENT PIETON	75 000,00 €	90 000,00 €
BLARINGHEM	CREATION ECLAIRAGE PUBLIC PARC DE JEU	30 000,00 €	36 000,00 €
BOESCHEPE	CREATION ECLAIRAGE PUBLIC PLATEFORME DE TRI	25 000,00 €	30 000,00 €
BUYSSCHEURE	CREATION D'UN ECLAIRAGE SOLAIRE HONDEMAST STRAETE	4 200,00 €	5 040,00 €
CAESTRE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC AV GENERAL DE GAULLE, ROUTE DE BAILLEUL (D933)	45 000 €	54 000,00 €
CAESTRE	RENOVATION DES PROJECTEURS DE L'EGLISE	EN COURS	
CCFI	CREATION D'ECLAIRAGE PUBLIC CHEMINEMENT PIETON NEUF-BERQUIN	11 000,00 €	13 200,00 €
CCFI	CREATION D'ECLAIRAGE PUBLIC AIRE DE CO VOITURAGE DE STEENVOORDE	40 000,00 €	48 000,00 €
CCFL	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ZAC DES PACO	EN COURS	
EECKE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC PARKING DE LA MAIRIE	25 000,00 €	30 000,00 €
ESQUELBECQ	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DIVERS RUES EN 2023	25 000,00 €	30 000,00 €
FLEURBAIX	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	425 000,00 €	510 000,00 €
GODEWAERSVELDE	RENOVATON ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DEPARTEMENTAL	120 000,00 €	144 000,00 €
GODEWAERSVELDE	RENOVATON ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE CALICANES	ANNULE	
HERZEELE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE WORMHOUT	REPORTE EN 2024	
HONDSCHOOTE	RENOVATION ECLAIRAGE PUBLIC PHASE 2 PLACE DU GENERAL DEGAULE, RUE LAMARTINE, LIBERATION	375 000,00 €	450 000,00 €
KILLEM	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	200 000,00 €	240 000,00 €
LAVENTIE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ALLEE DES MESANGES, RSD GUYNEMER, PARKING SALLE DES FÊTES	112 000,00 €	
LEDRINGHEM	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	65 000,00 €	78 000,00 €
LE DOULIEU	RENOVATION ET EXTENSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC GRAND RUE ET PARKING DU STADE	35 000,00 €	42 000,00 €
LE DOULIEU	CREATION D'ECLAIRAGE PUBLIC POUR PASSAGE PIETON RUE LOUF	7 000,00 €	8 400,00 €
LE DOULIEU	CREATION D'UN FEU TRICOLEUR GRAND RUE	21 000,00 €	25 200,00 €
LOOBERGHE	RENOVATION D'ECLAIRAGE PUBLIC HEER STRAETE - LE BOUT DE LOO	13 000,00 €	15 600,00 €
LYNDE	RENOVATION ECLAIRAGE RUE DU ROMARIN/PAVE FLEURI/DOMAINES DES TILLEULS	25 000,00 €	30 000,00 €
METEREN	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DIVERS RUES	75 000,00 €	90 000,00 €
MERVILLE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RESORPTION LANTERNES TYPE BOULE PHASE 1	500 000,00 €	600 000,00 €
NEUF BERQUIN	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE CASSEL ET D'ESTAIRES	30 000,00 €	36 000,00 €
NIEPPE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	900 000,00 €	1 080 000,00 €
NIEURLET	EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE BERGUES	14 000 €	16 800,00 €
NOORDPEENE	CREATION D'UN FEU TRICOLEUR, ROUTE DE SAINT OMER	37 000 €	44 400,00 €

NOORDPEENE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	75 000 €	90 000,00 €
OCHETEEZEELE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	65 000 €	78 000,00 €
OUDEZEELE	EXTENSION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DE WYLDER	4 000,00 €	4 800,00 €
OXELAERE	CREATION D'UN FEU TRICOLORE, ROUTE DE CASSEL	32 000,00 €	38 400,00 €
PITGAM	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DU SPREY,	20 000,00 €	24 000,00 €
REXPOEDE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DIVERS RUES	34 000,00 €	40 800,00 €
SAINT-JANS-CAPPEL	RENOVATION CENTRE VILLAGE	75 000,00 €	90 000,00 €
SAINT-MOMELIN	CREATION D'UN FEU TRICOLORE, ROUTE DE BERGUES	31 000,00 €	37 200,00 €
SERCUS	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE DIVERS RUES	45 000,00 €	54 000,00 €
STEENE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC Phase 3 Lotissement	16 000,00 €	19 200,00 €
STEENVOORDE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC Phase 2	300 000 €	360 000,00 €
STEENVOORDE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC Lotissement Phase 3	120 000 €	144 000,00 €
STEENWERCK	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DE LA GARE	100 000,00 €	120 000,00 €
STRAZEELE	CREATION D'UN FEU TRICOLORES ROUTE D'HAZEBROUCK	29 000,00 €	34 800,00 €
VOLCKERINCKHOVE	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	100 000,00 €	120 000,00 €
WATTEN	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RUE DE L'EGLISE, CLOS DE LA COLME, PARKING DE LA MAIRIE ET SALLE HARLAY	55 000,00 €	66 000,00 €
WORMHOUT	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RESORPTION LANTERNES TYPE BOULE PHASE 3	280 000,00 €	336 000,00 €
ZEGERSCAPPEL	RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE	180 000,00 €	216 000,00 €
ZUYTPEENE	CREATION D'ECLAIRAGE PUBLIC ROUTE DE CASSEL	24 000,00 €	28 800,00 €
		5 817 200,00 €	6 846 240,00 €

Envoyé en préfecture le 04/07/2023

Reçu en préfecture le 04/07/2023

Publié le



ID : 059-200036895-20230627-27062023_D14-DE

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D14
Objet :	Compétence Eclairage Public : Actualisation du programme prévisionnel de travaux 2023
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D14-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D14 _ Comp EP _ Actualisation programme 2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D14-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	150.9 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : ACTUALISATION PROGRAMME ECLAIRAGE PUBLIC JUIN 23.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D14-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	460.6 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	4 juillet 2023 à 11h48min21s	Dépôt initial
En attente de transmission	4 juillet 2023 à 11h49min31s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	4 juillet 2023 à 11h49min34s	Transmis au MI

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N°27062023 / D15 - Compétence Eclairage Public : Information sur la réalisation du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL)

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECCLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECXSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENEWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D15 - Compétence Eclairage Public : Information sur la réalisation du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL)

Exposé – Rapport de M Jérôme VERMERSCH, Vice-Président :

Etat d'avancement du projet du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL) :

- 2 ateliers réalisés : technique et biodiversité,
- 1 atelier mobilité programmé,
- Des ateliers avec les élus en septembre/octobre.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Eclairage Public ne prennent pas part au vote

Le Comité syndical prend acte.

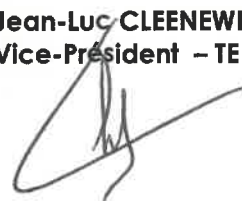
Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D15
Objet :	Compétence Eclairage Public : Information sur la réalisation du Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL)
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D15-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	935 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D15 _ Comp EP _ Info SDAL.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D15-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	154.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 12h14min56s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 12h14min57s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 12h14min57s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 12h15min00s	Reçu par le MI le 2023-07-10

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D16 - Compétence Eclairage Public : Convention tripartite avec la CCFL et les communes adhérentes pour la prise en charge des travaux de rénovation de l'éclairage public, via le fond de concours CCFL

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECLLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECKSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX

M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D16 - Compétence Eclairage Public : Convention tripartite avec la CCFL et les communes adhérentes pour la prise en charge des travaux de rénovation de l'éclairage public, via le fond de concours CCFL

Exposé et proposition – Rapport de M Jérôme VERMERSCH, Vice-Président :

Vu la délibération 2022D224 de la CCFL sur le règlement administratif et financier des fonds de concours,

Considérant que le SIECF TE FLANDRE va réaliser des travaux de rénovation de l'éclairage public sur la Commune de Laventie,

Considérant que ces travaux entrent dans le cadre du plan climat PCAET de la CCFL au titre notamment de la diminution des consommations d'énergie et la réduction des nuisances lumineuses,

Considérant que la CC Flandre Lys dispose d'un fond de concours qui vise à encourager les communes du territoire à entreprendre des travaux notamment des travaux visant à accélérer la transition énergétique sur son territoire,

Considérant les délibérations concordantes de la Commune de Laventie et de la CC Flandre Lys et la présente délibération,

Considérant qu'une aide financière correspondant au montant estimatif du fonds de concours dont aurait pu bénéficier la commune, soit 56 125 € HT, sera directement versée au SIECF TE FLANDRE,

Considérant que cette somme sera déduite du montant due par la commune au SIECF TE FLANDRE,

Il est proposé au Comité du SIECF TE FLANDRE d'autoriser le Président du SIECF TE Flandre a signer la convention tripartite entre la commune, le SIECF TE FLANDRE et la CCFL afin que le syndicat intercommunal d'énergie de communes de Flandre puisse bénéficier d'une aide financière de la communauté de commune Flandre-Lys dans les conditions exposées dans la présente délibération.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Eclairage Public ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D16
Objet :	Compétence Eclairage Public : Convention tripartite avec la CCFL et les communes adhérentes pour la prise en charge des travaux de rénovation de l'éclairage public, via le fond de concours CCFL
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D16-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D16 _ Comp EP _Convention tripartite CCFL Communes SIECF.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D16-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	199.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	6 juillet 2023 à 14h44min49s	Dépôt initial
En attente de transmission	6 juillet 2023 à 14h45min31s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	6 juillet 2023 à 14h49min52s	Transmis au MI
Acquittement reçu	6 juillet 2023 à 14h49min55s	Reçu par le MI le 2023-07-06

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D17 - Eclairage des terrains de sports : Actualisation du programme prévisionnel des travaux 2023 et conventions avec les communes concernées

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	ECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENSCURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENSCURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D17 - Eclairage des terrains de sports : Actualisation du programme prévisionnel des travaux 2023 et conventions avec les communes concernées

Exposé et proposition – Rapport de M Jérôme VERMERSCH, Vice-Président :

Il est proposé à l'Assemblée de :

- ✓ Valider le tableau de synthèse annexé à la présente délibération
- ✓ Autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions avec les communes concernées en application de la délibération du 13 octobre 2023.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication



COMITE DU 19/06/2023 - PROGRAMME PREVISIONNEL TRAVAUX D'ECLAIRAGE DES TERRAINS DE SPORT

Commune	Adresse	Montant prévisionnel € HT
BAILLEUL	RENOVATION ECLAIRAGE DU TERRAIN SYNTHETIQUE DE FOOTBALL	55 000 €
BROUCKERQUE	RENOVATION ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL	37 500 €
BLARINGHEM	RENOVATION ECLAIRAGE DU COMPLEXE SPORTIF (4 terrains de football)	140 000 €
FLEURBAIX	RENOVATION ECLAIRAGE DU TERRAIN ROUGE	25 000 €
FLEURBAIX	CREATION ECLAIRAGE SPORTIF DU STADE	115 000 €
HONDEGHEM	CREATION ECLAIRAGE SPORTIF DU STADE	130 000 €
LAVENTIE	RENOVATION ECLAIRAGE DU TERRAIN SYNTHETIQUE DE FOOTBALL	50 000 €
MERVILLE	RENOVATION ECLAIRAGE DU TERRAIN SYNTHETIQUE DE FOOTBALL RUE BARRA	ANNULE
RUBROUCK	RENOVATION ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL	37 000 €
STEENWERCK	RENOVATION ECLAIRAGE SPORTIF DU STADE SYNTHETIQUE	18 500 €
SAINT-JANS-CAPPEL	CREATION ECLAIRAGE SPORTIF DU STADE	80 000 €
VIEUX-BERQUIN	RENOVATION ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL	23 000 €
WATTEN	MODIFICATION DE LA COMMANDE D'ECLAIRAGE DU TERRAIN DE FOOTBALL SYNTHETIQUE	10 000 €
ZEGERSCAPPEL	RENOVATION ECLAIRAGE DU STADE DE FOOTBALL	REPORT
	Total	721 000 €

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D17
Objet :	Eclairage des terrains de sports : Actualisation du programme prévisionnel des travaux 2023 et conventions avec les communes concernées.
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D17-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D17 _ Eclairage Terrains Sports _ Actualisation programme.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D17-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	154.1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Programme pr__visionnel tx éclairage sportif.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D17-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	128.1 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	6 juillet 2023 à 14h55min24s	Dépôt initial
En attente de transmission	6 juillet 2023 à 14h55min26s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	6 juillet 2023 à 14h58min14s	Transmis au MI



siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

Délibération N° 27062023 / D18 - Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Convention avec le SE60 pour la mise en place du programme ACTEE sous-programme EFF'ACTE porté par la FNCCR

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer. le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOX

M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D18 - Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Convention avec le SE60 pour la mise en place du programme ACTEE sous-programme EFF'ACTE porté par la FNCCR

Exposé et proposition – Rapport de M Hervé DELVA, Vice-Président :

Le programme ACTEE, a pour ambition d'accélérer l'efficacité énergétique des bâtiments publics des collectivités et de remplacer les énergies fossiles par des systèmes énergétiques performants et bas carbone.

Dans une démarche de massification des projets, le programme ACTEE vise à fédérer les EPCI, les syndicats d'énergie et les collectivités afin d'impulser une vision énergétique commune et d'agir de façon mutualisée dans les territoires. Il permet de financer la mise en œuvre d'audits thermiques, d'études de faisabilité juridique, technique, économique et financière.

Le groupement, composé du Syndicat intercommunal d'énergie des communes de Flandre territoire d'énergie Flandre et ses communes membres et SE60 et ses communes membres est lauréat du sous -programme EFF ACTE.

Dans ce cadre, il convient de signer une convention d'Entente avec SE60 et de désigner les représentants du SIECF à cette Entente.

Il est proposé au Comité :

- d'autoriser le Président du SIECF TE FLANDRE a négocié et signé une convention d'Entente avec le SE60, il est précisé que le SIECF TE FLANDRE assure le rôle de coordonnateur du groupement,
- de désigner M Decool, M Cleenewerck, Mme Mametz comme représentants du SIECF TE FLANDRE dans cette entente.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D18
Objet :	Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Convention avec le SE60 pour al mise en place du programme ACTEE sous-programme EFF'ACTE porté par la FNCCR
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-07-10 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Amenagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230710-27062023_D18-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D18 _ Transition __nerg__tique MDE _ Conv FNCCR SE60 SIECF EFF_ACTE.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230710-27062023_D18-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	183.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 15h18min42s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 15h18min43s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 15h19min54s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 15h20min09s	Reçu par le MI le 2023-07-10

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D19 - Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Organisation du Salon du développement durable en partenariat avec le SMICTOM des Flandres et le SM Flandre Lys à METEREN le 18 novembre 2023

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECLLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WEEXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX

M. Frédéric EECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D19 - Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Organisation du Salon du développement durable en partenariat avec le SMICTOM des Flandres et le SM Flandre Lys à METEREN le 18 novembre 2023

Exposé et proposition – Rapport de M Hervé DELVA, Vice-Président :

Chaque année depuis 2013, dans le cadre de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD), le SMICTOM des Flandres organise le Salon de la Réduction des Déchets.

En 2021, dans le cadre de la journée nationale de lutte contre la précarité énergétique, le SIECF TE Flandre a organisé une journée de sensibilisation.

Le SMICTOM des Flandres, le SIECF Te Flandre et le SMFL exercent leurs compétences sur des territoires qui se superposent et proposent leurs services au même public.

Aussi, l'organisation d'un évènement commun permet de sensibiliser et d'informer un public plus large des actions existantes sur le territoire sur les 3 thématiques du développement durable suivantes :

- ✓ La réduction des déchets,
- ✓ Les économies d'énergie et énergies renouvelables,
- ✓ La rénovation de l'habitat.

En accord avec les 2 structures partenaires à savoir le SMICTOM des Flandres et le Syndicat Mixte Flandre et Lys, il a semblé opportun de renouveler l'organisation d'un évènement unique et mutualisé : Le Salon du développement durable 2023 est prévu le 18 novembre à Meteren.

Le SMICTOM des Flandres proposera, comme chaque année, un ensemble de stands pédagogiques et institutionnels, d'ateliers participatifs et d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets, au tri et au réemploi.

Le SIECF Te Flandre et le SMFL proposeront également des stands d'informations destinés au public sur :

- ✓ les mesures visant à réduire sa consommation d'énergie,
- ✓ les possibilités de recourir aux énergies renouvelables,
- ✓ la rénovation thermique de son logement et les aides à la rénovation énergétique de l'habitat,
- ✓ la mobilité propre
- ✓ et autres ...

Parallèlement, des concours sont proposés aux enfants des écoles : création d'une œuvre en lien avec les thématiques du tri et de la réduction des déchets intitulé « Imaginons l'école de demain » et aussi une collecte de bouchons.

La classe lauréate du concours « Imaginons l'école de demain » (niveau CM1 CM2) sera présentée au concours national « Ecoloustics » organisé par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR).

Il est proposé au Comité syndical :

- ✓ d'adopter le principe d'organiser, en 2023, le Salon du Développement Durable en collaboration avec le SMICTOM des Flandres et le SMFL,
- ✓ de valider la prise en charge par le budget du SIECF TE Flandre des cadeaux pour récompenser les gagnants des tombolas et du concours « Imaginons l'école de demain »
- ✓ de mutualiser, par convention :
 - ⇒ L'organisation et la préparation de l'évènement,
 - ⇒ la publicité et la communication,
 - ⇒ de diviser les dépenses communes par syndicat : communication et publication sur l'évènement, inauguration et cocktail déjeunatoire, sonorisation et animation, décoration et aménagement des salles, tombola
 - ⇒ Sachant que le SMICTOM des Flandres prendra en charge les dépenses habituelles relatives à l'organisation du salon « Réduction des déchets ».

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D19
Objet :	Transition énergétique et Maitrise de la Demande en Energie (MDE) : Organisation du Salon du développement durable en partenariat avec le SMICTOM des Flandres et le SM Flandre Lys à METEREN
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D19-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D19 _ TE MDE _ Salon d__veloppement durable.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D19-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	215.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	13 juillet 2023 à 11h20min18s	Dépôt initial
En attente de transmission	13 juillet 2023 à 11h20min19s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	13 juillet 2023 à 11h27min20s	Transmis au MI
Acquittement reçu	13 juillet 2023 à 11h27min34s	Reçu par le MI le 2023-07-13

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D20 - Compétence IRVE : Actualisation du programme prévisionnel de travaux 2023

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Il est proposé à l'Assemblée de valider le tableau de synthèse annexé à la présente délibération.

Adoption :

Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence IRVE ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D20-DE



SIECF TE FLANDRE / ACTUALISATION DU PROGRAMME PREVISIONNEL TRAVAUX IRVE 2023 / COMITE 19 JUIN 2023

Commune	Localisation	IRVE sur EP (1 point de charge)	IRVE 3 à 7 kVA (1 point de charge)	IRVE 22 kVA (2 points de charge)	Borne 22-25 kVA (2 points de charge)	Nombre de points de charge	Montant prévisionnel
Bergues	Place Henri Billiard Place du Marché aux Volailles				3	6	75 000,00 €
Cassel	Place Vandamme			1		2	18 000,00 €
Cassel	Déplacement de la borne irve existante			1		2	7 000,00 €
Houtkerque	Rue de Calais / La Place			1		2	18 000,00 €
Le Doulieu	A déterminer			1		2	18 000,00 €
Lederzeele	Route du Chemin Vert			1		2	18 000,00 €
Méteren	Parking Rue de la Fontaine	1				1	11 000,00 €
Méteren	La Place			1		2	18 000,00 €
Sainte-Marie-Cappel	La Place			1		2	18 000,00 €
Sercus	Parking Rue Léon Courtois				1	2	25 000,00 €
Steenvoorde / CCFI	Parking covoiturage / Rue Alfred Musset		3			3	36 000,00 €
Hazebrouck / CCFI	Pôle Gare		25			25	120 000,00 €
Bailleul	Parking Natalis Dumez				1	2	25 000,00 €
Staple				1		3	18 000,00 €
Oxelaere	Maison médicale		2		1	4	38 000,00 €
Total		1	30	8	6	60	463 000,00 €

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D20
Objet :	Compétence IRVE : Actualisation du programme prévisionnel de travaux 2023
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D20-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	1 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D20 _ Comp IRVE _ Actualisation Prog travaux 2023.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D20-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	144.8 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : Actualisation Programme IRVE.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D20-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	180.8 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 15h33min15s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 15h33min30s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 15h34min02s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 15h34min06s	Reçu par le MI le 2023-07-10

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023
Délibération N°27062023 / D21 - Compétence IRVE :
Modalités financières pour les bornes IRVE

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECCSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENEWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric ECKHOUT
Mme Florence DEHONDT
M. Jacques DEVULDER

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
1^{ère} Adjointe
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM
WORMHOUT
ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D21 - Compétence IRVE : Modalités financières pour les bornes IRVE

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Le SIECF territoire d'énergie Flandre est attributaire d'aides de l'Etat à savoir DSIL et FNADT. Il est également lauréat de l'appel à projet « Mobilité innovante » lancé par le Département du Nord.

Dans le cadre de la mise en œuvre du SD IRVE, le SIECF territoire d'énergie Flandre va déployer :

- des bornes 22kVA, 2 points de charge et 22/25kVA, 2 points de charge
- des bornes lentes (sur éclairage public ou sur réseau, de 3 à 7kVA), 1 point de charge
- des bornes rapides et ultra rapides

Il est proposé de fixer la participation de la commune aux travaux 2023 selon le tableau ci-après, dans la limite des bornes prévues au SD IRVE :

	1 ^{ère} borne de la Commune	2 ^{ème} borne et suivante
Borne 22kVA, 2 points de charge et 22/25kVA, 2 points de charge INCHANGE	3500 €	5500 €
Borne lente (sur éclairage public ou sur réseau, de 3 à 7kVA), 1 point de charge INCHANGE	1000 €	2000 €
Borne rapide 22/50kVA, 2 points de charge Nouvelle modalité	12 000 €	15 000 €

La participation communale peut être budgétisée ou fiscalisée au choix de la Commune (au vu du coût relativement modique du chantier, il n'est pas prévu d'étalement).

Concernant la CCFI, il est proposé de fixer la participation de la CCFI au montant total TTC du chantier, subventions déduites.

Le Syndicat supporte les frais d'étude, de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Adoption :

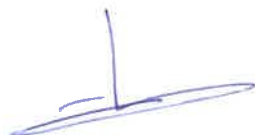
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence IRVE ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D21
Objet :	Compétence IRVE : Modalités financières pour les bornes IRVE
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D21-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	886 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D21_ Comp IRVE _ Modalit__s Financii__res.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D21-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	184.7 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 15h46min24s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 15h46min33s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 15h46min40s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 15h46min46s	Reçu par le MI le 2023-07-10

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D22 - Compétence Télécom Numérique : Fixation des couts de location de fourreaux télécom appartenant au Syndicat

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN
M. Laurent VANPOUILLE
Mme Bernadette POPELIER
M. Guy PRUVOST
M. Jean-Luc SCHRICKE
M. Michel DECOOL
M. Frédéric PENET
M. Henri RAMAUT
M. Serge VANECCLOO
M. Aimé DELABRE
M. Hervé DELVA
M. Alain LEBRUN
M. Jérôme VERMERSCH
M. Edmond TURPIN
M. Dominique WALBROU
M. Jean-Louis DELFLY
M. Emmanuel WECXSTEEN
M. Sylvain PETITPREZ
M. Philippe BERTIN
M. Michel COINTE
M. Albert PIETERSOONE
M. Stéphane DIEUSAERT
M. Lambert LE LAY
M. Jean-Paul TILLIER
M. Jean-Luc CLEENWERCK
M. Frédéric VANDENBRIELE
M. Jean DELANNOY
M. Frédéric EECKHOUT

Délégué titulaire
Délégué titulaire
Déléguée titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué titulaire
Délégué suppléant

BAVINCHOVE
BOLLEZEELE
BORRE
BROUCKERQUE
CAESTRE
CAPPELLEBROUCK
DRINCHAM
EECKE
FLEURBAIX
FLEURBAIX
HAZEBROUCK
HOLQUE
HONDSCHOOTE
LA GORGUE
LE DOULIEU
MERVILLE
METEREN
NEUF-BERQUIN
NEUF-BERQUIN
NIEPPE
NOORDPEENE
OXELAERE
RENESECURE
RENESECURE
REXPOEDE
SAINT-JANS-CAPPEL
SOCX
TERDEGHEM

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D22 - Compétence Télécom Numérique : Fixation des couts de location de fourreaux télécom appartenant au Syndicat

Exposé et proposition – Rapport de M Jean-Luc CLEENEWERCK, Vice-Président :

Dans le cadre de la compétence L1425-1 du CGCT qui a été transférée au SIECF TE FLANDRE par ses communes adhérentes, notre syndicat est en capacité de construire et gérer les infrastructures de communications électroniques de type fourreaux, ou à la reprise d'infrastructures publiques de cette nature.

Ce transfert de la compétence L1425-1 vient compléter les capacités déjà offertes aux Syndicats d'énergie comme le SIECF TE FLANDRE, par les articles L2224-35 et L2224-36 du CGCT, en matière de construction et gestion de fourreaux.

De par le transfert de la compétence L1425-1 du CGCT le SIECF TE FLANDRE est même en devoir de construire et de gérer les fourreaux réalisés ou à réaliser par ses communes adhérentes dans les diverses opérations d'aménagement menées par celles-ci.

Il est important de préciser que la présente délibération ne concerne pas les fourreaux construits dans le cadre de l'article L2224-35 du CGCT, concernant les opérations d'enfouissement coordonné des réseaux électriques et télécom. Ces fourreaux sont construits et gérés dans un cadre conventionnel spécifique, organisé selon des processus, et notamment des tarifs et modalités financières, particuliers qui ont été standardisés à l'échelle nationale par la FNCCR en relation avec les opérateurs de télécommunication.

Les fourreaux précités objet de la présente délibération sont mis à la disposition des opérateurs de télécommunication, dans le cadre d'une convention, permettant de définir les modalités d'occupation et de gestion de ces fourreaux.

Un modèle de convention est proposé en annexe de la présente délibération.

- Ce modèle de convention de location - gestion est fondé sur la base d'un tarif au mètre de fourreau occupé et détaillé ci-après :

Base de calcul	Tarification HT / an	Révision annuelle
Longueur de l'infrastructure louée	1,20 € HT / ml	Ce montant est basé sur l'indice TP01 de janvier 2023, lequel sera révisable annuellement en application de la moyenne des 4 trimestres précédents conformément à l'article R20-53 CPCE
Longueur de l'infrastructure louée et partagée avec un autre opérateur	0,70€ HT/ ml	
Longueur de l'infrastructure louée et partagée au-delà de 2 opérateurs	0,50€ HT/ ml	

Ces tarifs seront appliqués à l'ensemble des opérateurs occupants et les documents techniques adossés à cette convention leur permettront de déclarer leur occupation.

Il est proposé au Comité syndical, :

- D'autoriser le syndicat à louer les fourreaux objet de la présente délibération dans le cadre du modèle de convention en annexe de la présente délibération, et notamment de la tarification détaillée ci-dessus ;
- d'appliquer ces tarifs y compris en respect des conditions réglementaires de régularisation quinquennale, pour les occupations de fourreaux qui seraient découvertes n'ayant pas été autorisées expressément ;
- d'autoriser le Président, ou son représentant, à prendre tout acte ou toute mesure se rattachant à la présente délibération ;
- de prévoir que les recettes et les dépenses concernant la construction et la gestion des fourreaux précités, seront prévues dans le cadre d'un budget annexe du syndicat.

Adoption :

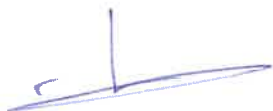
Les délégués des Communes qui n'adhèrent pas à la compétence Télécom Numérique ne prennent pas part au vote

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D22
Objet :	Compétence Télécom Numérique : Fixation des couts de location de fourreaux télécom appartenant
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	7.10 - Divers
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D22-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	934 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D22_ Comp T__l__com Num__rique _ Fixation cout location fourreaux.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D22-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	233 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 15h54min42s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 15h55min45s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 16h14min57s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 16h15min10s	Reçu par le MI le 2023-07-10

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D23 - Communication : Rapport d'activité 2022

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM
Mme Florence DEHONDT	1 ^{ère} Adjointe	WORMHOUT
M. Jacques DEVULDER	Délégué suppléant	ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEN a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D23 - Communication : Rapport d'activité 2022

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211-39,

Vu le projet de rapport d'activité,

Considérant que le rapport d'activité a pour objet de dresser le bilan de l'activité du Syndicat pour l'année écoulée et d'apporter une information à l'ensemble des Conseils municipaux des Communes membres,

Il est proposé au Comité d'adopter le rapport d'activité 2022.

Il est précisé que le rapport sera ensuite adressé aux Maires des Communes membres. Le rapport fera l'objet d'une communication par le Maire au Conseil municipal en séance publique, au cours de laquelle les délégués de la Commune au Comité syndical seront entendus.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D23-DE



RAPPORT ANNUEL 2022



SOMMAIRE

1 Édito du président et chiffres clés

2 La concession d'électricité et les travaux sur le réseau

3 La concession de gaz et la méthanisation

4 La lutte contre la précarité énergétique

5 L'éclairage public

6 La mobilité propre et le SD IRVE

7 Le déploiement de la fibre

8 à 10 L'efficacité énergétique des bâtiments publics et les programmes ACTEE

11 12 Le fonctionnement du syndicat et l'achat groupé d'énergie

13 14 L'année 2022 en images

5 syndicats d'énergie des

Hauts-de-France mutualisent leurs forces au sein d'une entente régionale et mènent des actions conjointes et concertées : son nom



+ sur l'entente

« Territoire d'énergie Hauts-de-France ».

 **territoire
d'énergie**
FLANDRE

La FNCCR, fédération regroupant les syndicats d'énergie a créé une marque collective pour permettre à l'ensemble de ses adhérents de s'afficher de manière uniforme et lisible.

Le SIECF a adhéré à la charte d'utilisation et est désormais désigné territoire d'énergie Flandre.

L'acronyme «SIECF» est néanmoins conservé en co-existence jusqu'au 31 décembre 2023.

Par délibération en date du 5 avril 2017, le Comité syndical a adopté la marque territoire d'énergie Flandre.



Cher(e)s collègues, cher(e)s partenaires,

Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport d'activité 2022. Comme à l'accoutumée, cette année a été particulièrement riche à de nombreux égards, pour le SIECF TE Flandre.

Le SIECF TE Flandre continue d'œuvrer en faveur de la transition énergétique en offrant un accompagnement sans faille aux communes. Cette implication passe par de nombreuses innovations qu'elles soient de l'ordre de la planification territoriale avec, notamment, la mise en œuvre du SDIRVE, de la participation aux programmes d'ampleur nationale, avec la participation aux programmes ACTEE mais également qu'elles soient de l'ordre technique avec l'implantation sur le territoire de borne IRVE sur éclairage public.

Si ces innovations permettent le rayonnement de nos territoires, la poursuite d'actions telles que la rénovation de l'éclairage public, le géoréférencement, les travaux d'article 8 permettent de consolider l'impact de notre action en faveur de la transition énergétique, qui plus que jamais, est au cœur de l'actualité.

Enfin, c'est grâce à votre soutien et votre confiance renouvelés, à l'investissement des représentants aux comités et bureaux syndicaux ainsi qu'à l'ensemble du personnel que tout ceci est rendu possible.

Bien à vous,

Michel DECOOL,
Président du SIECF TE FLANDRE et Maire de CAPPELLE-BROUCK

LES CHIFFRES CLÉS DU SYNDICAT

Créé en 1966
98 communes
199 000 habitants

7 compétences :
Électricité, gaz, éclairage public
(concerne également la signalisation
lumineuse), IRVE, Fibre Numérique,
Réseau de Chaleur et borne GNV

Accompagnement des communes
sur la rénovation énergétique des
bâtiments publics
Achat groupé d'énergie
Lutte contre la précarité
énergétique

LA CONCESSION D'ÉLECTRICITÉ

Le SIECF territoire d'énergie Flandre est propriétaire des réseaux basse et moyenne tension, il est la collectivité organisatrice de la distribution publique d'électricité. En outre, il se charge de vérifier la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés sur son territoire.

Le SIECF territoire d'énergie Flandre a confié la concession à ENEDIS (ex-ERDF) pour la partie distribution et à EDF pour la partie fourniture. Enedis et EDF rendent compte annuellement lors de la présentation du CRAC (Compte Rendu annuel d'Activité du Concessionnaire). Le SIECF contrôle la bonne application du cahier des charges de la concession et son objectif est d'améliorer la qualité du service public de l'électricité sur le territoire des communes adhérentes.

Le SIECF territoire d'énergie Flandre assure la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques en enfouissement et effacement des réseaux (ARTICLE 8) pour toutes les communes. Pour ces chantiers d'effacement et d'enfouissement de réseaux, le SIECF Territoire d'énergie Flandre réalise des travaux coordonnés (coordination Basse tension/ télécom/ éclairage public)

Seuls le SIECF territoire d'énergie Flandre et Enedis sont habilités à intervenir sur les lignes Basse Tension.

ENEDIS

[Consultez le bilan
2022
du Plan Pluriannuel
d'Investissement](#)



LES CHIFFRES CLÉS

POUR LA CONCESSION EN 2022 :

- Critère B (temps de coupure moyen sur l'année)
94,4 min
- Clients : 88 684
- Consommation : 1 009 001 835 kWh
- Production d'énergie : 39 241 174 kWh

POUR LES TRAVAUX D'EFFACEMENT ET D'ENFOUISSEMENT EN 2022 :

- 9 chantiers réalisés
- 3,115 km de réseaux BT enfouis
- Dont 1,619 km de réseaux fils nus supprimés

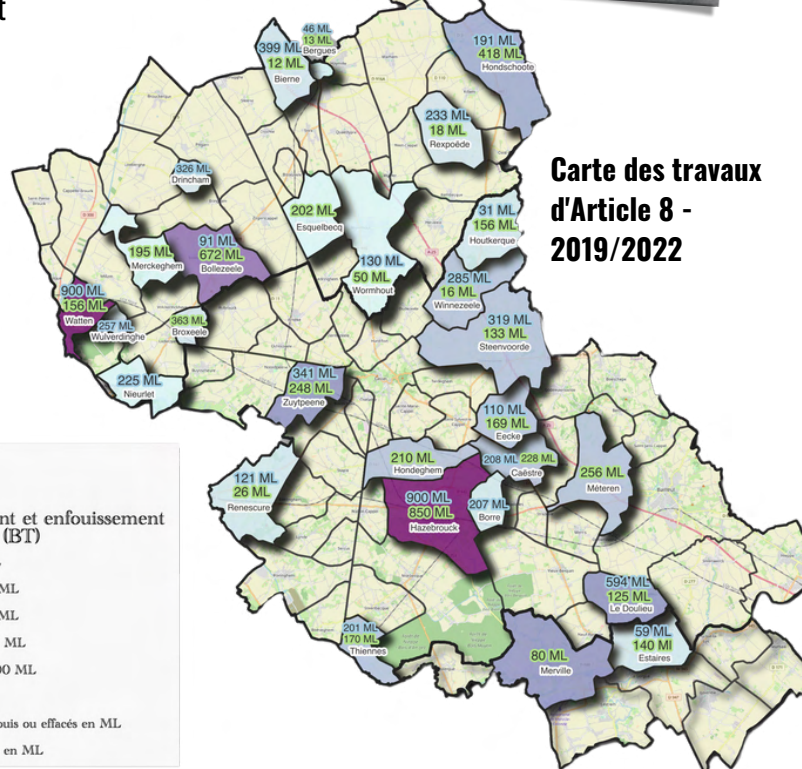
Légende

Total effacement et enfouissement
Basse Tension (BT)

- 1 ML - 250 ML
- 250 ML - 500 ML
- 500 ML - 750 ML
- 750 ML - 1000 ML
- 1000 ML - 2000 ML

Typologie

- fils torsadés enfouis ou effacés en ML
- fils nus résorbés en ML



**Carte des travaux
d'Article 8 -
2019/2022**

LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans le cadre de ses compétences électricité et gaz, le SIECF territoire d'énergie Flandre assure une permanence de lutte contre la précarité et de médiation pour le compte des usagers de la concession.

Cette permanence a lieu à Hazebrouck et dans 8 lieux d'accueil décentralisés sur le territoire.

Le SIECF TE Flandre a également organisé un salon du développement durable le 19 novembre 2022 à Wallon-Cappel.

Dans le cadre du traitement des cas en précarité, une convention a été signée le 23 novembre 2022 avec EDF.

Carte des lieux d'accueil des permanences de lutte contre la précarité énergétique



SALON DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ATELIERS le 18 & 19 novembre 2022
SALON le samedi 19 novembre 2022 de 9h30 à 18h30
Espace Charles-Louis Vandenbossche - Wallon-Cappel

LES CHIFFRES CLÉS

- 381 familles accompagnées
- 135 dossiers en électricité
- 171 dossiers en gaz et 3 dossiers en propane
- 72 dossiers relatifs à l'utilisation du chèque énergie

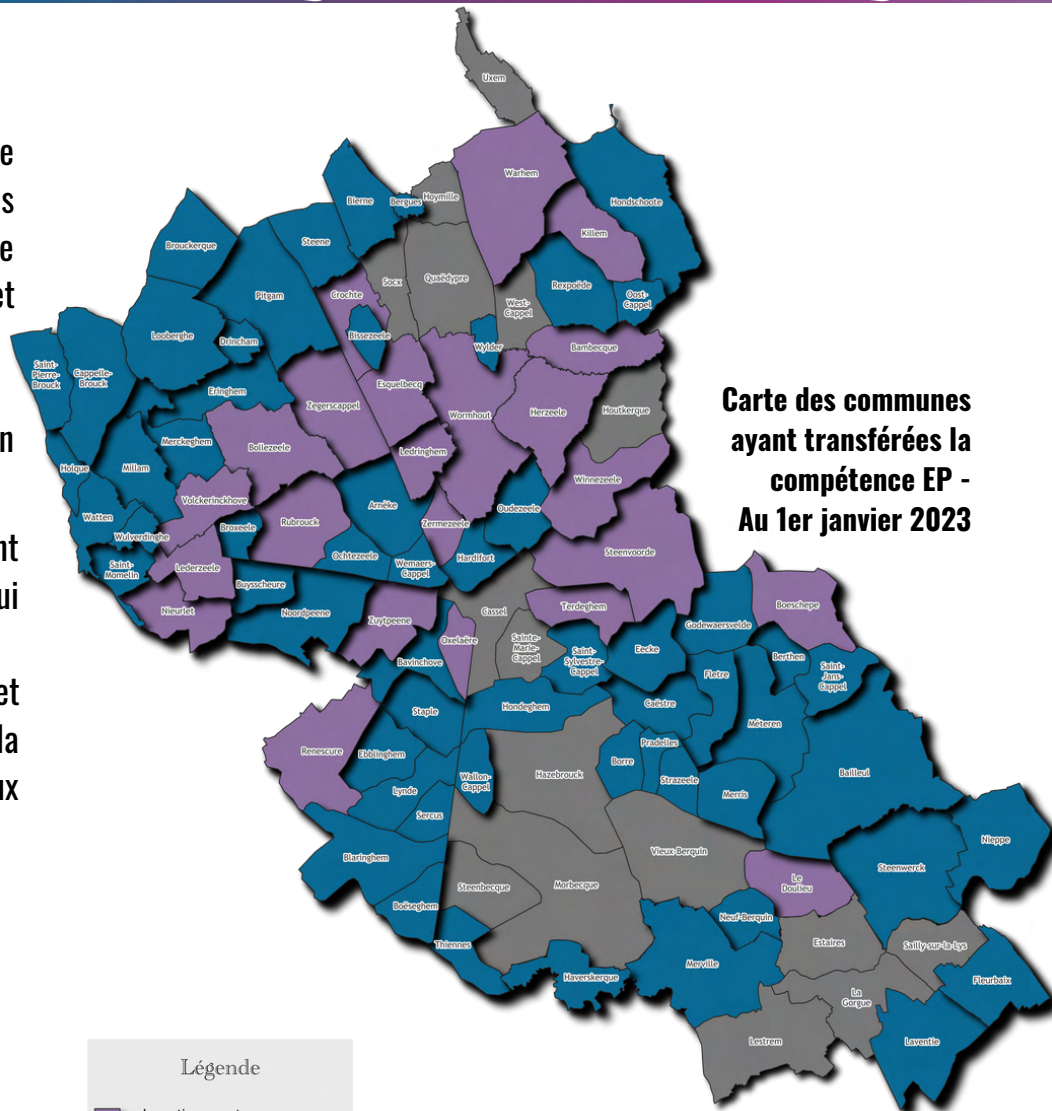
L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Le SIECF territoire d'énergie Flandre réalise, sur le territoire des communes adhérentes à la compétence Eclairage public, des travaux de rénovation et /ou d'extension.

Les travaux réalisés visent à éclairer mieux, plus juste, moins cher et en sécurité.

Le SIECF TE Flandre assure également la maintenance pour les communes lui ayant délégué cette option.

Dans une optique de communication et de suivi, des fiches bilans de la maintenance ont été envoyées aux communes.



Légende

- Investissement
- Option A
- Investissement et maintenance
- Option B

STEENVOORDE

WARHEM

SERCUS

LES CHIFFRES CLÉS

- **82** communes adhérentes à la compétence éclairage public investissement dont **56** communes en investissement et maintenance
- **1657** points lumineux rénovés en 2022
- **14 300** points lumineux géoréférences
- **4688** réponses aux DT/ DICT
- **759** Interventions de maintenance

6

LA MOBILITÉ PROPRE ET LE SCHÉMA DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Le SIECF TE Flandre continue le déploiement des bornes IRVE dans le cadre de l'exécution du Schéma Directeur d'Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique.

Au total le SIECF TE Flandre a installé des bornes IRVE sur 41 communes, 93 points de charge ce qui correspond à 51 bornes.

Légende

- Borne(s) en projet
- Borne(s) existante(s)



Nombre de charges :
13 381



Energie moyenne délivrée :
20,6 kWh



Durée moyenne de stationnement :
03h10



Energie totale délivrée :
301 122,4 kWh

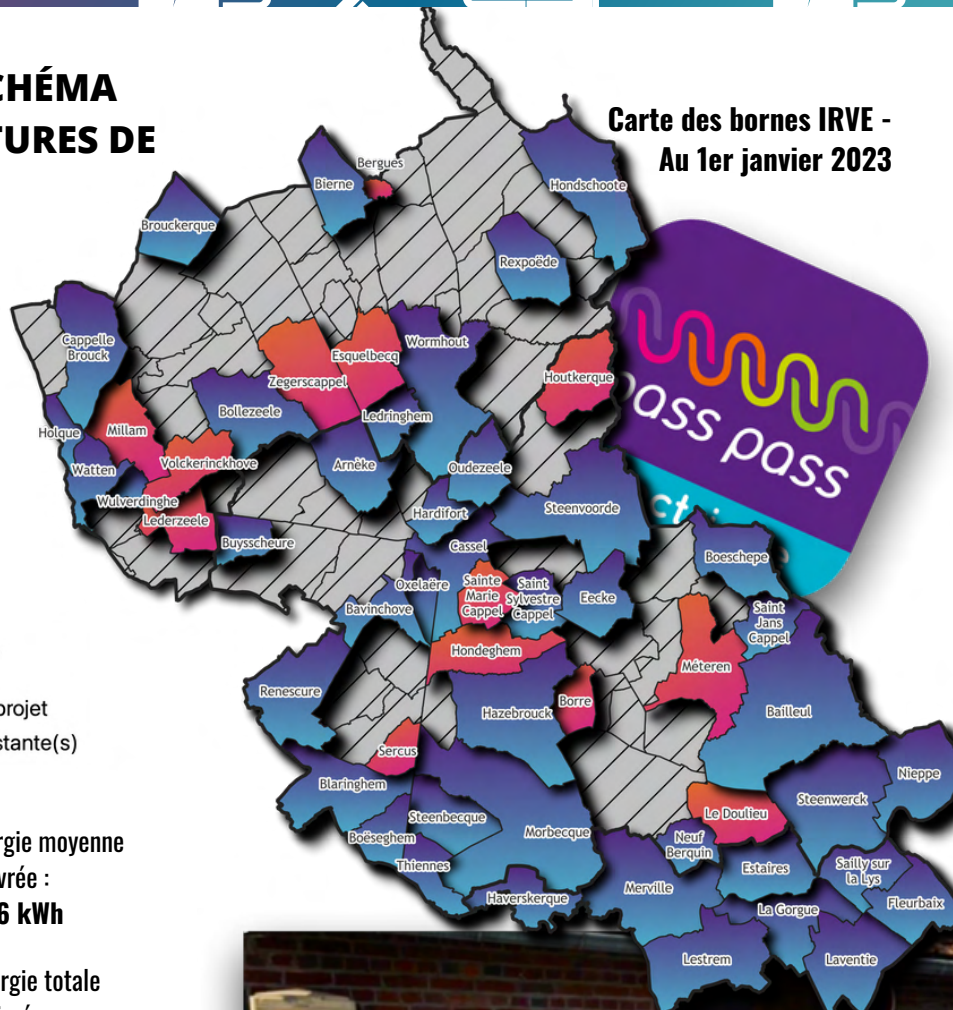


Durée totale de stationnement :
256 semaine 6 jours et 12 heures



Nombre de km parcourus en VE :
2 007 482 km

Carte des bornes IRVE -
Au 1er janvier 2023



HOLQUE



ARNEKE



<http://www.siecf.fr/fr/information/7747/irve-bornes-recharge-vehicules-electriques>



<http://youtu.be/f84fjg-DpNU>

LA FIBRE

54 303 prises sont déployées
dont **12 450 en 2022**

Le SIECF reçoit en moyenne **25 à 30 appels et mails** concernant la fibre par semaine.



fibre_siecf@ville-hazebrouck.fr

La
Fibre
Numérique

59
62

Carte de l'évolution de la
Fibre sur le territoire

BAILLEUL

2017

2018

2020

2019

2021

Zone
convention-
née

La fibre arrive en Flandre
Pour toute question vous pouvez contacter le numéro vert :
0800 159 162

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS



Dans le cadre de la **transition énergétique**, le SIECF territoire d'énergie Flandre poursuit son soutien aux communes au travers des actions de Maîtrise de la Demande en énergie. Cette action s'articule autour de plusieurs dispositifs d'aide à savoir :

Le fonds de concours **Maitrise de la Demande en Energie (MDE)**. Ce financement subventionne le surinvestissement de travaux visant à réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics. En 2022, **11 bâtiments** ont été retenus dans le cadre de l'appel à projet MDE ; ces travaux seront aidés techniquement et financièrement par le SIECF TE Flandre.

L'appel à projet « **Du Solaire en Flandre** », s'est concrétisé par des aides aux installations photovoltaïques : étude de pré faisabilité par les agents du syndicat, et subventions pour réalisation d'installations de panneaux photovoltaïques sur les couvertures de **3 bâtiments** : l'école de Socx, le Complexe Sportif de Morbecque et le Siège de la CCFL à La Gorgue

Une Aide a également été apportée auprès de **18 communes** pour la déclaration sur la plateforme **OPERAT** dans le cadre du **Décret Tertiaire**

En outre, les services du SIECF Territoire d'Energie Flandre sont également à disposition des collectivités du territoire, pour les accompagner afin de valoriser les **Certificats d'Economie Energie (CEE)** des projets de rénovation.

LES CHIFFRES CLÉS :

- **11 bâtiments** aidés dans le cadre de la MDE
- **3 projets solaires** dans le cadre de la MDE
- **18 communes** aidées dans le cadre du décret tertiaire

LA FLANDRE LAURÉATE DES PROGRAMMES NATIONAUX ACTEE

Le programme **ACTEE 1** (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique), désormais terminé, a été lancé par la FNCCR, porteur principal, et EDF, porteur associé et financeur obligé.

Ce programme a eu pour ambition d'accélérer l'efficacité énergétique des bâtiments publics des collectivités et de remplacer les énergies fossiles par des systèmes énergétiques performants et bas carbone.

Le Programme **ACTEE 1** et l'action du SIECF Territoire d'Energie Flandre ont permis la rénovation de **22 bâtiments**, par le biais de l'aide à la maîtrise d'œuvre, sur **19 communes** ainsi que la réalisation de **88 audits** sur **22 communes**.

Par le biais du programme ACTEE 1, le SIECF territoire d'énergie Flandre a fait l'acquisition de matériel de suivi des consommations, d'outil de mesure, de détecteur de tension/VAT, d'enregistreur de CO2, de température et d'humidité ainsi qu'un logiciel de suivi énergétique et patrimonial AVOB.

Carte Bilan ACTEE 1



LA FLANDRE LAURÉATE DES PROGRAMMES NATIONAUX ACTEE

Le SIECF TE Flandre en partenariat avec le **SE 60** et la **FDE 80** est lauréat des appels à projets **ACTEE 2** (Sequoia 1, Sequoia 3, Peuplier et SCHEM'ACTE.).

L'objectif du groupement est de favoriser une rénovation énergétique globale et performante ainsi qu'une amélioration de la qualité de l'air intérieur pour les bâtiments éducatifs par le biais d'audits.

Le programme soutient également financièrement les frais de maîtrise d'oeuvre.

Le Programme **ACTEE 2 Sequoia 1** et l'action du SIECF territoire d'énergie Flandre ont permis la réalisation de **34 audits** et **27 études de qualité de l'air** sur **22 communes**.

Il a également permis la rénovation de **3 écoles**, **1 salle périscolaire** et **1 médiathèque** par le biais de l'aide à la maîtrise d'oeuvre.

Le programme a soutenu financièrement l'acquisition de **104 capteurs de CO²** dans **12 communes**.

Carte Bilan ACTEE 2
Sequoia 1



L'ACHAT GROUPÉ D'ÉNERGIE

Le SIECF territoire d'énergie Flandre coordonne l'achat groupé de gaz naturel, d'électricité, de gaz propane et de fioul pour le compte des acheteurs publics ou exerçant des missions de service public en Flandre dans le but d'optimiser la commande publique et la maîtrise de budget.

En **2022**, le groupement d'achat d'énergie rassemble plus de **100 adhérents** et alimente plus de **486 sites** en gaz, représentant une consommation de plus de **19 013 MWh** et **2407 sites** en électricité pour une consommation de **20.538 MWh**.

Le marché d'achat groupé, à destination des collectivités du territoire, est arrivé à échéance le 31 décembre 2021 et a été renouvelé.

Le SIECF territoire d'énergie Flandre a offert la possibilité aux collectivités du territoire de Flandre de participer à un nouvel achat groupé d'électricité, de gaz naturel, de gaz propane et de fioul, depuis le 1er janvier 2022. Ce marché permet d'optimiser les coûts financiers pour chaque collectivité du territoire.

**20 538 MWh
en électricité**

**2407 sites
alimentés en
électricité**

**19 013 MWh
en gaz**

**486 sites
alimentés en
gaz**

FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT



Le comité syndical s'est réuni à 5 reprises ;

- Le 24 janvier par visio-conférence
- Le 26 avril à Caëstre
- Le 04 juillet à la salle des fêtes de Borre
- Le 13 octobre à Neuf-Berquin et en visio-conférence
- Le 28 novembre à Steenvoorde

- La Commission Consultative des Services Publics Locaux s'est déroulée le 03 octobre

Le bureau s'est réuni à 9 reprises ;

- Le 14 janvier à Rexpoëde
- Le 28 février à Nieppe
- Le 07 avril à Saint-Pierre-Brouck
- Le 12 mai à Steenvoorde
- Le 20 juin à Hazebrouck
- Le 23 août à Hazebrouck
- Le 19 septembre à Hazebrouck
- Le 17 novembre à Merville
- Le 12 décembre à Hazebrouck

COMPTE ADMINISTRATIF DE 2022

SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultat de l'année	-421 163,14 €
Résultat antérieur	-127 372,36 €
Résultat cumulé	-548 535,50 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Résultat de l'année	1 695 789,98 €
Résultat antérieur	1 442 117,20 €
Part affectée à l'investissement (c/1068)	1 294 988,07 €
Résultat cumulé	1 842 919,11 €

BESOIN DE FINANCEMENT

Résultat cumulé de la section d'investissement	-548 535,50 €
Restes à réaliser en recettes	2 837 534,22 €
Dépenses engagées non mandatées	4 034 763,04 €
Montant à prendre en compte pour l'affectation	-1 745 764,32 €
Besoin de financement réel (1068)	1 745 764,32 €

2022

Envoyé en préfecture le 10/07/2023
Reçu en préfecture le 10/07/2023
Publié le
ID : 059-200036895-20230627-27062023_D23-DE

13

Janvier

Signature de la convention de partenariat entre le SIECF TE Flandre et Enedis

Janvier

Le SIECF TE Flandre est lauréat du programme ACTEE Peuplier

Mars

ACTEE TOUR fait escale à Morbecque

Mars

Signature de la convention de transition écologique à Blaringhem avec ENEDIS

Avril

Signature du contrat de délégation de service public pour la desserte en gaz de Saint-Pierre-Brouck et Cappelle-Brouck avec GRDF

Mai

Forum du Développement Durable à Renescure

Juin

Signature de l'accord entre le SIECF TE Flandre et GRDF pour la mise en place du nouveau modèle de contrat de concession de gaz

Juin

Présentation du Schéma Directeur d'IRVE mutualisé avec la CCFL

2022

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D23-DE

S²LOW 14

Juillet

Renouvellement du partenariat entre l'AGUR et le SIECF TE Flandre

Septembre

Participation au rallye de la mobilité électrique organisé par ENEDIS

Septembre

Congrès de la FNCCR à Rennes

Septembre

Stand de l'entente Hdf au congrès de la FNCCR à Rennes

Novembre

L'entente Hauts-de-France présente à la première concertation nationale sur le mix énergétique

Novembre

Salon du Développement Durable à Wallon-Cappel

Novembre

Première étape du Flandre Energie Tour

Novembre

Salon des Maires à Paris

Envoyé en préfecture le 10/07/2023

Reçu en préfecture le 10/07/2023

Publié le

ID : 059-200036895-20230627-27062023_D23-DE

siecf

Syndicat intercommunal d'Énergie des communes de Flandre

 **territoire
d'énergie**
FLANDRE



30 rue Louis Warein
59190 HAZEBROUCK



03.28.43.44.45



siecf@ville-hazebrouck.fr



www.siecf.fr



Siège en Mairie
d'Hazebrouck



@siecf59



@siecf



@siecf



Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D23
Objet :	Communication : Rapport d'activité 2022
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.7 - Intercommunalite
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D23-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	995 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D23_ Communication _ Rapport d_activit__ 2022.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D23-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	150.3 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : RAPPORT D_activit__ 2022_.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D23-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	10.2 Mo

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	10 juillet 2023 à 16h47min43s	Dépôt initial
En attente de transmission	10 juillet 2023 à 16h48min18s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	10 juillet 2023 à 16h48min22s	Transmis au MI
Acquittement reçu	10 juillet 2023 à 16h48min28s	Reçu par le MI le 2023-07-10

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023 Délibération N° 27062023 / D24 - Communication : Lancement du Label Terre d'Innovation

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECCSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENEWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM
Mme Florence DEHONDT	1 ^{ère} Adjointe	WORMHOUT
M. Jacques DEVULDER	Délégué suppléant	ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D24 - Communication : Lancement du Label Terre d'Innovation

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

La FNCCR vient de lancer le label terre d'innovation qui vise à encourager les communes innovantes et impliquées dans la rénovation de l'éclairage public, la mobilité propre, l'enfouissement des réseaux, la production d'énergie renouvelable.

Il est proposé à l'Assemblée de valider la mise en place de ce label au niveau local. La meilleure commune sera présentée au niveau national lors du prochain Congrès FNCCR en Juin 2024.

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance



Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D24
Objet :	Communication : Lancement du Label Terre d'Innovation
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	8.4 - Aménagement du territoire
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D24-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	879 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D24_ Communication _ Label Terre Innovation.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D24-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	144.3 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	13 juillet 2023 à 11h19min45s	Dépôt initial
En attente de transmission	13 juillet 2023 à 11h19min45s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	13 juillet 2023 à 11h27min16s	Transmis au MI
Acquittement reçu	13 juillet 2023 à 11h27min34s	Reçu par le MI le 2023-07-13

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE

siège du S.I.E.C.F. : Mairie d'HAZEBROUCK - Boîte Postale 70189 - 59524 HAZEBROUCK
téléphone 03.28.43.44.45. @ : siecf@ville-hazebrouck.fr
www.siecf.fr

COMITE SYNDICAL DU 27 JUIN 2023

Délibération N° 27062023 / D25 - Administration Générale : Information sur les Décisions prises par le Président et le Bureau

Le 19 juin 2023 à dix-huit heures trente, le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes de Flandre, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'Auditorium du Conservatoire Botanique National de BAILLEUL, sous la présidence de M. Michel DECOOL, président du SIECF.

Le Comité Syndical du SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE DES COMMUNES DE FLANDRE, n'a pu valablement délibérer, le quorum n'étant pas atteint.

Il a été convoqué à nouveau, en application des dispositions de l'article L 2121.17 du Code Général des Collectivités territoriales, le 27 juin 2023 à 9h dans les locaux du SIECF TE Flandre, 30 rue Warein à HAZEBROUCK, sous la présidence de M. Michel DECOOL Président du SIECF.

Date de la convocation : 20/06/2023

Nombre de Communes adhérentes : 98

Nombre de délégués titulaires en exercice au jour de la séance : 196

PRESENTS : 30 délégués

M. Jean-François VILLAIN	Délégué titulaire	BAVINCHOVE
M. Laurent VANPOUILLE	Délégué titulaire	BOLLEZEELE
Mme Bernadette POPELIER	Déléguée titulaire	BORRE
M. Guy PRUVOST	Délégué titulaire	BROUCKERQUE
M. Jean-Luc SCHRICKE	Délégué titulaire	CAESTRE
M. Michel DECOOL	Délégué titulaire	CAPPELLEBROUCK
M. Frédéric PENET	Délégué titulaire	DRINCHAM
M. Henri RAMAUT	Délégué titulaire	EECKE
M. Serge VANECCLOO	Délégué titulaire	FLEURBAIX
M. Aimé DELABRE	Délégué suppléant	FLEURBAIX
M. Hervé DELVA	Délégué titulaire	HAZEBROUCK
M. Alain LEBRUN	Délégué titulaire	HOLQUE
M. Jérôme VERMERSCH	Délégué titulaire	HONDSCHOOTE
M. Edmond TURPIN	Délégué titulaire	LA GORGUE
M. Dominique WALBROU	Délégué titulaire	LE DOULIEU
M. Jean-Louis DELFLY	Délégué titulaire	MERVILLE
M. Emmanuel WECXSTEEN	Délégué titulaire	METEREN
M. Sylvain PETITPREZ	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Philippe BERTIN	Délégué titulaire	NEUF-BERQUIN
M. Michel COINTE	Délégué titulaire	NIEPPE
M. Albert PIETERSOONE	Délégué titulaire	NOORDPEENE
M. Stéphane DIEUSAERT	Délégué titulaire	OXELAERE
M. Lambert LE LAY	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Paul TILLIER	Délégué titulaire	RENESECURE
M. Jean-Luc CLEENWERCK	Délégué titulaire	REXPOEDE
M. Frédéric VANDENBRIELE	Délégué titulaire	SAINT-JANS-CAPPEL
M. Jean DELANNOY	Délégué titulaire	SOCX
M. Frédéric EECKHOUT	Délégué suppléant	TERDEGHEM
Mme Florence DEHONDT	1 ^{ère} Adjointe	WORMHOUT
M. Jacques DEVULDER	Délégué suppléant	ZEGERSCAPPEL

POUVOIRS : 13

M. Arnaud DEVILLEZ, délégué titulaire de BAILLEUL a donné pouvoir à M. Sylvain PETITPREZ
M. Christophe CARRETTE, délégué titulaire de BAVINCHOVE a donné pouvoir à M. Jean-François VILLAIN
M. Didier CLEENEWERCK, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Edmond TURPIN
M. Jean-Claude DELDYCKE, délégué titulaire de BERTHEN a donné pouvoir à M. Laurent VANPOUILLE
M. Christophe BECUE, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Hervé DELVA
M. Pierre BOURGEOIS, délégué titulaire de BOESCHEPE a donné pouvoir à M. Henri RAMAUT
Mme Danielle MAMETZ, déléguée titulaire de BOESEGHEM a donné pouvoir à M. Aimé DELABRE
Mme Marie-Claude LERMYTTE, déléguée titulaire de BROUCKERQUE a donné pouvoir à M. Guy PRUVOST
M. Rodrigue BOURNONVILLE, délégué titulaire de MORBECQUE a donné pouvoir à M. Jean-Luc CLEENEWERCK
Mme Stéphanie PORREYE, déléguée titulaire de OOST-CAPPEL a donné pouvoir à M. Jérôme VERMERSCH
M. Jean-Luc DEBERT, délégué titulaire de OUDEZEELE a donné pouvoir à M. Dominique WALBROU
Mme Marie-Pierre LEMAIRE, déléguée titulaire de SAINT PIERRE BROUCK a donné pouvoir à M. Michel DECOOL
M. Christophe BORET, déléguée titulaire de SOCX a donné pouvoir à M. Jean DELANNOY

VOTANTS : 43

Monsieur Didier DERAM, Adjoint de WORMHOUT était présent lors de ce comité.

Secrétaire de séance : M Sylvain PETITPREZ

Délibération N° 27062023 / D25 - Administration Générale : Information sur les Décisions prises par le Président et le Bureau

Exposé et proposition – Rapport de M Michel DECOOL, Président :

En application de la délibération du Comité en date du 31 juillet 2020, le Président rend compte des décisions du Président et du Bureau du SIECF.

Date	Nature	Objet
12/09/2022	Subvention	Décision du Président : Demande de subvention auprès de la FNCCR - Programme ACTEE - Appel à projets LUM'ACTE
23/01/2023	Ressources Humaines	Délibération du Bureau syndical : Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste d'Agent de Maîtrise Principal
23/01/2023	Ressources Humaines	Délibération du Bureau syndical : Accroissement temporaire d'activité
23/01/2023	Marchés Publics	Délibération du Bureau syndical : Marché de travaux Eclairage des terrains de sports extérieurs
23/01/2023	Marchés Publics	Délibération du Bureau syndical : Convention avec EDF pour la valorisation des CEE
23/01/2023	Marchés Publics	Délibération du Bureau syndical : Marché de travaux concourant à la transition énergétique
31/01/2023	Subvention	Décision du Président : Demande de subvention au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2023 (DSIL) pour la rénovation thermique et énergétique des locaux du SIECF
31/01/2023	Subvention	Décision du Président : Demande de subvention Fonds Vert 2023 pour la rénovation des parcs de luminaires d'éclairage public
14/02/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Réalisation d'un schéma Directeur de réseau de chaleur de la ville d'Hazebrouck

20/02/2023	Subvention	Décision du Président : demande de subvention au titre du Fonds Vert 2023 pour la rénovation thermique et énergétique des locaux du SIECF
02/03/2023	Subvention	Décision du Président : Demande de subvention auprès de la FNCCR - Programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique) - Appel à Projets EFFACTE
06/03/2023	Marchés Publics	Délibération du Bureau syndical : Etude Solaire sur le projet d'autoconsommation à Neuf-Berquin
06/03/2023	Marchés Publics	Délibération du Bureau syndical : Avenant N°1 pour les lots 1 et 2 du marché de travaux concourant à la transition énergétique
06/03/2023	Ressources Humaines	Délibération du Bureau syndical : Conditions d'utilisation des véhicules de service
06/03/2023	Maîtrise de la Demande en Energie	Délibération du Bureau syndical : Rectification d'une erreur matérielle : Oxelaère et Godewaersvelde
07/03/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Etude pour mise en place d'une opération solaire d'auto consommation collective à Neuf-Berquin
14/03/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8 - Chantiers à Hazebrouck, Nieppe, Bierne, Estaires, Eringhem, Steenwerck, Watten, Holque, Bollezele, Bailleul, Hardifort
15/03/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Logiciel de finances publiques Berger Levraut Contrat SEGILOG du 01/04/2023 au 31/03/2026
16/03/2023	Subvention	12 Décisions du Président : Demandes de subvention ADBV - Accélération de la transition énergétique en Flandre - Rénovation de l'éclairage public en LED pour les communes de Bambecque, Bergues, Godewaersvelde, Lynde, Méteren, Nieurlet, Noordpeene, Ochtezeele, Saint-Jans-Cappel, Steenwerck, Volckerinckhove, Watten
20/03/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Coordinateur sécurité pour les travaux d'Article 8 - Chantiers à Borre, Bergues, Houtkerque
13/04/2023	Finances Publiques	Décision du Président : Acceptation d'une indemnité de sinistre versée par ENEDIS suite à un dysfonctionnement de la borne IRVE d'Arnèke
02/05/2023	Marchés Publics	Décision du Président : Marchés Publics - Bornes IRVE lentes (3 à 7 kVA) E-Totem

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La présente délibération est certifiée exécutoire en vertu de sa publication et de sa réception au contrôle de légalité le (voir visa).

Sylvain PETITPREZ
Secrétaire de Séance




Jean-Luc CLEENEWERCK
Vice-Président du SIECF – TE Flandre



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans les deux mois qui suivent sa publication

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : SIECF - Syndicat Intercommunal d'Energie des Communes De Flandre
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte :	27062023_D25
Objet :	Administration Générale : Information sur les décisions prises par le Président et le Bureau
Type de transaction :	Transmission d'actes
Date de la décision :	2023-06-27 00:00:00+02
Nature de l'acte :	Délibérations
Documents papiers complémentaires :	NON
Classification matières/sous-matières :	5.4 - Delegation de fonctions
Identifiant unique :	059-200036895-20230627-27062023_D25-DE
URL d'archivage :	Non définie
Notification :	Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier :	text/xml	917 o
Document principal (Délibération) Nom original : D__lib N__27062023 D25_ A G _ Information sur les D__cisions.pdf Nom métier : 99_DE-059-200036895-20230627-27062023_D25-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	245 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	12 juillet 2023 à 13h39min32s	Dépôt initial
En attente de transmission	12 juillet 2023 à 13h39min33s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	12 juillet 2023 à 13h39min34s	Transmis au MI
Acquittement reçu	12 juillet 2023 à 13h39min42s	Reçu par le MI le 2023-07-12